Tome XXXI. N° 15. *PARIS, 157, boul. Saint-Germain (6e)* 1er Nov. 1927

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

Souvenirs sur le roi Louis-Philippe et sur M. Thiers[1]

Les princes avaient donné rendez-vous à M. Thiers, président du Conseil, pour parler d'affaires de famille et de politique générale ; on se retira dans une petite baraque du parc de Neuilly, et l'on s'entretint des difficultés du mariage de M. le duc d'Orléans. M. Thiers dit alors qu'il fallait parler ferme au cabinet autrichien, et, s'il n'avait pas le courage de résister aux intrigues de salon, l'y obliger par nos procédés de cabinet à cabinet ; qu'au surplus il y avait des manières détournées ; que par exemple, dans la question d'Espagne, rien n'était plus facile, sans provoquer la guerre, que de contrarier les idées de M. de Metternich ; à ce sujet on vint à parler de la Légion étrangère

(1) Copyright 1927 by librairie Plon. Mme Dosne, surnommée l' « Égérie de M. Thiers », auquel elle avait donné sa fille, a laissé de curieux mémoires qui seront prochainement publiés par M. Henri Malo. Nous en détachons les pages qui se rapportent à l'année 1836 et au projet de mariage du duc d'Orléans avec l'archiduchesse Thérèse d'Autriche.

qu'il était question de renforcer. Le duc d'Orléans, autrefois fort interventionniste, mais qui depuis s'est réformé, voulut appuyer M. Thiers dans son raisonnement. Là-dessus le roi se leva et lui dit :

— Ha ! Te voilà, Chartres, qui vas aussi monter la tête à M. Thiers. Il n'est déjà pas assez interventionniste ! Lorsque vous entamez ce sujet, vous me feriez sauter au plafond si notre cabane en avait un. Comment nous mettre les affaires d'Espagne sur les bras? J'aimerais mieux faire la guerre sur le Rhin, mais ne me parlez pas d'Espagne.

Le roi fut tellement comique dans sa fureur chevaleresque provoquée par la peur de l'Espagne, que toute la noble assemblée se mit à partir d'un éclat de rire interminable, et que le roi lui-même, gagné par la contagion, se prit à en faire autant, et leva la séance.

Mais il entraîna le duc d'Orléans derrière un gros peuplier, et le semonça fort vivement d'avoir tant abondé dans les idées de M. Thiers. Pendant ce temps, le roi Léopold, resté avec ce ministre, lui disait qu'il aurait à ce sujet une conversation avec le roi des Français, auquel il répéta après la scène du peuplier :

— Sire, il faudra bien que vous m'écoutiez sur cette question avant mon départ. Il faut absolument que nous ayons une longue conversation à ce sujet.

— Hé bien, oui, dit le roi, charmé d'avoir encore une fois échappé à ce sujet qui le met hors de lui.

Ce fut M. le duc d'Orléans qui conta à M. Thiers que le roi l'avait semoncé derrière le peuplier, ce dont ils rirent tous beaucoup.

Le roi des Belges a toujours été très interventionniste, et le lendemain il a eu avec le roi des Français cette conversation toujours projetée et toujours reculée ; peut-être a-t-il fort aidé M. Thiers à décider le roi à lui laisser ravitailler notre Légion étrangère en Espagne, réduite de 6 000 hommes à 3 000 par la guerre et l'extinction naturelle. Elle va être portée à 8 000, et on espère que ce sera un bien efficace pour la régente. A défaut d'intervention, il faut bien la soutenir par de petits moyens artificiels, qui empêcheront aussi l'Angleterre de s'emparer entièrement de ce pays.

8, 9, 10 *juillet* 1836. — Vendredi 8 juillet, samedi 9 et dimanche 10 juillet 1836, il y a eu beaucoup de conseils des

ministres, tant à Saint-James, séjour du président, qu'à Neuilly. La reine, les princesses s'étaient mis en tête que le roi fît grâce à l'assassin Alibaud. Elles espéraient par ce moyen désarmer les haines républicaines. Je crois aussi qu'on avait cherché à les ébranler par des lettres anonymes, où les jours du roi étaient encore menacés si on ne faisait pas grâce à Alibaud. Le roi donc, pressé de la sorte, s'était laissé aller à l'idée de grâce. Son Conseil l'a combattu, se basant sur ce que ce serait pour les assassins un encouragement, qui découragerait les gens chargés de juger le régicide. Au surplus, Alibaud n'avait pas même voulu le pourvoi en grâce. Il a dû subir la peine de son crime aujourd'hui, 11 juillet.

Mercredi, 13 *juillet* 1836. — Depuis le retour du duc d'Orléans, et surtout la dernière tentative d'assassinat sur le roi, on s'occupe beaucoup au château de marier ce prince et les princesses ses sœurs. Le duc d'Orléans, qui sent de quelle nécessité une union serait pour l'avenir de sa couronne, s'en occupe sérieusement. Un mariage avec une princesse autrichienne offrirait beaucoup de difficultés ; on a pensé à une princesse de Cobourg, puis à un prince de Cobourg qui doit régner après la mort de son père pour la princesse Clémentine, la princesse Marie paraissant toujours désirer s'unir au prince Syracuse de Naples.

Mgr le duc d'Orléans est venu ce matin à Saint-James causer de toutes ces affaires avec M. Thiers. Il l'a prié de faire une démarche auprès du roi son père, afin de le décider à consentir au mariage de la princesse Clémentine avec le prince de Cobourg. Le roi Léopold, qui est près du roi son beau-père au palais de Neuilly, pousse beaucoup à ce mariage dans un intérêt de famille. Les puissances du Nord ayant fait depuis la chute de Napoléon une espèce de pacte, on voudrait y répondre par un autre pacte de famille qui unirait, par le moyen du mariage des princes de Cobourg, l'Angleterre, l'Espagne, le Portugal et la France d'une manière durable. Ce plan d'avenir est celui qui occupe en ce moment M. Thiers, ministre des Affaires étrangères, et la famille royale.

Samedi, 16 *juillet* 1836. — On a reçu aujourd'hui des lettres de l'ambassadeur de Berlin. Il mande que le roi de Prusse

ayant appris que le duc d'Orléans n'était pas irrévocablement décidé à n'épouser qu'une princesse appartenant à l'une des grandes puissances, fait proposer à la cour de France sa nièce, la princesse Hélène de Mecklembourg. Elle est propre nièce de la première reine de Prusse, et particulièrement aimée du roi de Prusse actuel. Le mariage n'étant pas entièrement rompu avec la princesse Thérèse, fille du prince Charles, on a répondu à M. Bresson qu'on ne pouvait pas rendre une réponse précise jusqu'au moment où on aurait un *oui* ou un *non* de la cour d'Autriche ; qu'au cas de *non*, très *probable*, on serait charmé de tout lien qui pourrait unir la France et la Prusse ; que pour cela il fallait pourtant que la princesse ne fût pas trop désagréable au moral et au physique, parce que M. le duc d'Orléans, qui sentait toute la gravité de sa position, voulait fixer son cœur par un mariage, et ne pas le laisser errer ; qu'enfin M. Bresson mît à profit les quelques jours qui restaient à attendre la réponse de l'Autriche pour voir fort secrètement la princesse Hélène de Mecklembourg, et en écrire son avis bien franchement au prince royal.

30 *juillet* 1836. — Lettre de M. de Metternich au duc d'Orléans.

Monseigneur,

Monsieur le comte de Sainte-Aulaire m'a remis la lettre que Votre Altesse Royale m'a fait l'honneur de m'adresser le 11 de ce mois. Cette lettre, jointe aux ordres que cet ambassadeur a reçus par la même occasion, m'a servi de preuve combien Elle est restée fidèle à la marche qu'Elle s'était proposé de suivre dans une affaire extrêmement délicate. Mes soins, Monseigneur, ont dû se borner à empêcher que cette affaire ne sorte des limites dans lesquelles nous étions convenus qu'elle serait maintenue. Je me flatte, Monseigneur, qu'elle voudra bien me rendre la justice que de mon côté je suis resté également fidèle à ma tâche.

Les hommes apprennent à se connaître dans les occasions difficiles. Je regarde comme une des circonstances heureuses de ma vie publique le contact personnel dans lequel j'ai le bonheur de me trouver avec vous. Votre Altesse Royale est jeune ; Elle aura encore à traiter avec beaucoup d'hommes d'affaires. Qu'Elle se dise avec une pleine sincérité qu'Elle n'en trouvera pas qui puisse jamais rendre

une justice plus sincère aux hautes qualités qui la distinguent, que je ne le fais.

Daignez agréer l'hommage du respect avec lequel j'ai l'honneur d'être, Monseigneur,

de Votre Altesse Royale
le très humble et très obéissant serviteur,

METTERNICH.

Schœnbrunn, ce 30 juillet 1836.

Cette lettre a été adressée au duc d'Orléans pour lui annoncer le refus de la princesse Thérèse. Elle est copiée d'après l'original autographe.

Mardi, 2 *août* 1836. — Aujourd'hui, il y a eu Conseil de ministres à Neuilly. Au milieu de ce Conseil, il est arrivé des dépêches de Vienne. C'était la réponse à la fameuse lettre confidentielle adressée à M. de Sainte-Aulaire par M. Thiers, et qui devait être communiquée au prince de Metternich par cet ambassadeur. La curiosité du roi était fort piquée mais on n'a pas voulu la satisfaire avant la fin du Conseil. Quand tous les ministres ont été partis, le président du Conseil excepté, on a réuni la reine, Madame Adélaïde et le duc d'Orléans à M. Thiers et au roi, et la dépêche a été ouverte. Elle contenait une lettre pour M. le duc d'Orléans, une pour la reine, et une autre pour M. Thiers. Le roi a dit :

— Et moi? Je n'ai rien? en plaisantant de bonne grâce.

Chacun s'est hâté de lire. La première lettre achevée a été celle du prince Charles à M. le duc d'Orléans. Il lui disait que sa dernière missive lui avait fait encore mieux apprécier la franchise et l'élévation de ses belles qualités, et que c'était pour lui un regret de plus d'être obligé de renoncer à l'union proposée ; mais que le caractère de sa fille, la princesse Marie-Thérèse, n'était peut-être pas assez fort pour supporter les nécessités de la position qu'elle aurait eu à soutenir si elle avait accepté cette union, et que l'attachement qu'elle ressentirait pour un prince aussi distingué, et le bonheur même sur lequel elle compterait avec lui, ajouterait à ses anxiétés.

— C'est bien, murmura doucement la reine.

— Je m'y attendais, dis le prince, et maintenant que la chose est rompue, je puis avouer ce dont je n'avais pas

voulu parler jusqu'à présent, que je n'avais aucun goût pour cette princesse qui était petite, rabougrie, chétive.

On passa à la lettre de M. de Sainte-Aulaire à M. Thiers, et on s'arrêta sur un passage où il mandait que M. de Metternich avait été atterré de la lecture de la lettre, qu'il avait demandé à la garder trois jours, et, ajoutait M. de Sainte-Aulaire, « il a une peur du diable de vous, et vous recevrez par M. Apponyi une longue note en refus, mais très douce. »

— Tant mieux, s'il a peur de vous, fut le mot de la reine.

Le roi hocha la tête :

— Tant mieux, tant mieux...

— Oui, tant mieux, reprit encore la reine. Le roi peut-être voudrait-il nous diriger sur la fille de l'archiduc Régnier?

— C'est impossible, s'écria M. le duc d'Orléans.

On prétend que M. le duc d'Orléans est amoureux de cette princesse, fille de l'archiduc Régnier qui est à Milan. Le roi, ôtant son chapeau et le tenant en l'air d'une manière très plaisante, de s'écrier :

— Vivat, monsieur le duc d'Orléans ! Hé bien, partons pour le Mecklembourg.

Il faisait allusion à la princesse Hélène proposée par la Prusse.

— Ne joue donc pas comme cela, reprit la reine.

— Vous voyez : on me traite comme un enfant. Je crois, en vérité, que Montpensier est plus raisonnable que moi. Allons, maman (en s'adressant à la reine), j'écoute, continuons. A quand Bobinette? (Bobinette est le mot employé pour les causeries touchant les mariages.) Je ne puis pas demain, puisque je vais à Versailles. Ce soir, veux-tu, Chartres?

Celui-ci, d'assez mauvaise humeur, accepta le rendez-vous, puis il s'en fut se baigner.

— Tu as raison, tu as besoin de te baigner. Cela te fera du bien.

Pendant la conversation, il avait fait signe à M. Thiers que Chartres avait ses humeurs. Il en parla après son départ.

— Chartres a un bobo qui le met de mauvaise humeur. Enfin, c'est bien, c'est bien ; je l'ai fait comme cela, et je suis encore bien heureux de l'avoir ainsi.

Il en parlait comme les personnes habituées à vivre avec de mauvais caractères, et la reine cherchait à le désarmer.

Passant à autre chose, et parlant du roi de Naples qu'on attendait :

— Et Macaroni qui nous arrive ! Mon cher président, si vous saviez ce que c'est que ces princes italiens ! Ils vous étonneront bien. J'en demande pardon à ma bonne reine, mais c'est un miracle qu'elle soit sortie de cette famille.

Mardi, 2 *août* 1836. — Conversation du soir à Neuilly.

Ainsi qu'il avait été convenu le matin, M. Thiers se rendit à huit heures et demie du soir à Neuilly, pour faire la Bobinette. Il trouva le roi qui l'emmena chez M. le duc d'Orléans, lui disant que ce serait un conseil masculin, parce que le prince avait désiré que la reine, sa mère, ne fût pas présente à cet entretien, ce qu'il répéta bientôt après à M. Thiers. Puis il ajouta :

— Hé bien, que dites-vous, président?

— Rien, Monseigneur. Je ne saurais me mêler à ces affaires de famille, et j'attends que vous preniez une décision pour agir.

Le roi, regardant de droite et de gauche, avait remarqué que ni M. Thiers, ni M. le duc d'Orléans n'étaient en bien bonne humeur, et la sienne en était devenue parfaitement égale et raisonnable.

— Vois-tu, Chartres, nous ne pouvons aller à Milan où nous serions assurément refusés (il s'agissait de la fille de l'archiduc Régnier d'Autriche). Tu ne veux pas de l'Espagnole (fille de l'infant Paul et d'une princesse de Naples).

— Non, non ; elle est horriblement laide, et puis, dit toujours le duc d'Orléans lorsqu'il parle de cette princese, elle est fille d'un crétin et d'une p.....

— A Naples, il y a la princesse Caroline, mais tu la trouves trop grosse. Et puis, ces macaronis...

— Non plus. Elle a une graisse toujours flottante impossible à contenir dans un corset.

Le roi :

— Ha ! Si c'était la reine d'Espagne !

— Je crois bien, dit le duc d'Orléans. Elle est charmante, remplie d'esprit.

— Vous voyez bien, mon cher petit président, reprit le roi, que nous sommes tous amoureux, dans la famille, de ma nièce d'Espagne. Alors il nous faut décider entre la Cahory (Cobourg) *(sic)* et la Mecklembourg. Moi, je penche

pour la Cahory. Tu vas dire, Chartres, que je me suis laissé influencer par ma bonne reine qui craint une protestante : cela n'est pas ; mais je ne puis m'empêcher de penser que cette considération de religion peut avoir son importance. Il n'y a qu'une très petite portion de la nation française protestante, et dans certaines occasions ce sera un inconvénient qu'une reine de cette religion. On en fera un sujet d'opposition. Sais-tu bien que ce n'est pas une chose indifférente, dans un État, que la religion? Nous aurons des histoires avec la cour de Rome ! Tu traites cela trop légèrement, Chartres, et quand ma bonne reine sera morte, je ne sais pas trop ce qui restera de religion dans notre famille. Car moi, je n'en ai guère, mais enfin je puis me contenir ; mais toi, est-ce que tu sais tenir ta langue? Tu dis... tu parles... Et puis, la princesse de Mecklembourg a vingt-deux ans.

— Cela est un inconvénient, reprit M. le duc d'Orléans. Mais elle est de pur sang, tandis que la Cahory est de race croisée (fille d'un prince de Cobourg et d'une dame hongroise). Nemours m'a beaucoup travaillé là-dessus.

— Ha ! C'est l'opinion d'un gaillard comme Nemours qui t'influence? Ce sont des misères, des pauvretés. Ces vieilles idées, je les entendais répéter dans ma jeunesse, à propos des enfants légitimés de Louis XIV.

— Mais aussi n'est-ce pas une tache dans notre famille?

— Qu'est-ce que tu dis, Chartres? Nous sommes, malgré tout, les princes les plus élevés de l'Europe !... Monsieur Thiers, reprit-il avec humeur, il faut finir tout cela et choisir entre les princesses de Mecklembourg ou de Cobourg. Quant à celle du Brésil, il n'y faut plus penser ; il y aurait trop loin pour l'aller tirer des mains de son gouverneur. Moi, je penche beaucoup pour la princesse de Cobourg, par toutes les raisons d'alliance et de politique qui doivent unir les Cobourg à la famille d'Orléans.

— Sous ce rapport, dit le prince, je suis de l'avis de M. Thiers. Mais le prince de Cobourg consentira-t-il à cette union? Il n'a plus que cette fille pour charmer ses vieux jours, peut-être ne voudra-t-il pas s'en séparer? Que dit Léopold?

— Je crois, répondit M. Thiers, qu'il a un grand empire sur sa famille, du moins il me l'a dit, et je pense qu'il pourrait décider cette union.

La conversation roula quelque temps sur les princesses de Cobourg et de Mecklembourg.

— En résumé, reprit M. Thiers, je crois m'être aperçu que Bresson recule un peu dans ses dernières dépêches, et qu'il s'était trop avancé dans les offres qu'il nous avait faites de la princesse de Mecklembourg.

— Oui, dit le roi, c'est bien possible. Mais la princesse de Cobourg est bien jeune. Elle n'a que quatorze ans et demi. Elle est charmante. Pour remédier à l'inconvénient de l'âge, M. le duc d'Orléans est un homme d'honneur : il l'épousera, mais il donnera sa parole d'honneur d'attendre jusqu'à quinze ans pour qu'elle devienne sa femme.

Ce qui ne semblait guère convenir au duc, qui reparla encore des inconvénients du sang croisé, car enfin si la princesse de Cobourg allait à Vienne, on ne lui ouvrirait pas les battants des portes comme aux princesses du sang.

M. Thiers :

— Qu'est-ce que cela fait, monseigneur? La princesse n'est point destinée à aller à Vienne, mais bien à être reine de France, et c'est à ce titre qu'on lui rendra les honneurs. Et puis, avec une princesse de Cobourg, nous gagnerons une grande indépendance sur toutes les questions (faisant allusion à l'Espagne).

— Oui, reprit le roi, vous voulez me mener loin.

Et continuant :

— Le cher président, il tend où vous savez (au sommeil) (1). Il faut qu'il nous aime bien pour avoir accepté cette conversation du soir. Résumons-nous.

M. Thiers proposa de ne rien décider, d'écrire à M. Bresson afin qu'il répondît au juste si on pouvait compter sur la princesse de Mecklembourg, et tous les autres renseignements personnels sur sa beauté, sa laideur, son caractère, qui lui avaient été demandés.

M. le duc d'Orléans, toujours assez maussade, les quitta pour aller à Paris. Alors le roi dit à M. Thiers :

— Voyez un peu : nous avons parlé pour la Cahory, il veut la Mecklembourg ! Enfin ! Je l'ai fait ainsi.

Et toujours son refrain :

— Je suis encore bien heureux de l'avoir comme il est.

M. Thiers proposa d'écrire au roi Léopold pour savoir

(1) Le soir, après le dîner, Thiers, qui se levait très tôt le matin, faisait régulièrement un petit somme.

s'il était certain de l'acceptation de la jeune princesse de Cahory (Cobourg).

— Mais vous en a-t-il parlé? dit le roi.

— Oui, Sire, il m'a répété plusieurs fois qu'il avait tout pouvoir sur les Cobourg.

— Hé bien, écrivez, vous avez raison. Cela ne me compromettera pas avec Léopold, et quand vous aurez la réponse, nous agirons à coup sûr.

Ils se séparèrent ainsi.

Avant de quitter le roi, il fut convenu que le lendemain M. Thiers l'accompagnerait à Versailles, et que Sa Majesté le prendrait en passant à la porte de Saint-James. Sur quelques cérémonies que faisait M. Thiers, qui proposait d'aller sur la route au-devant du roi, il répondit :

— Mon cher président, je n'ai pas de ces petitesses-là ; que ce soit à votre porte ou sur la route, il faut bien que je m'arrête pour qu'on ouvre ma voiture, et il vaut mieux que ce soit à votre porte.

Lundi, 8 *août* 1836. — *Curieuse conversation de M. Thiers et de M. Apponyi sur le mariage du duc d'Orléans et la politique.* — Le comte Apponyi, ambassadeur d'Autriche, s'était présenté deux fois le samedi 6 août pour voir M. Thiers sans pouvoir le joindre. Celui-ci, sachant qu'il avait à lui parler, résolut d'aller le trouver ce matin, lundi 8 août. Il partit de Saint-James à neuf heures, donnant ordre à son cocher de le conduire à l'ambassade d'Autriche. Sur la route de Neuilly, les gens de M. Thiers reconnaissent ceux de M. Apponyi qui, de leur côté, croient reconnaître ceux de M. Thiers. Les deux voitures s'arrêtèrent près l'une de l'autre. M. Thiers dit à l'ambassadeur :

— Monsieur le comte, vous alliez chez moi, et moi j'allais chez vous.

— Hé bien, dit M. Apponyi, si vous voulez nous retournerons à Saint-James, ou bien si vous allez à Paris j'y retournerai, quoique j'aie une lettre à porter à M. le duc d'Orléans.

M. Apponyi monta donc dans la voiture de M. Thiers et, chemin faisant, il lui dit qu'il comptait aller le voir à Saint-James hier soir, mais qu'il s'était trouvé fort souffrant en revenant de chez Mme Lehon chez laquelle il avait dîné. Puis il ajouta :

— J'ai à vous entretenir de beaucoup de choses.

Arrivé aux Affaires étrangères, M. Apponyi entama la conversation sur les affaires de Suisse.

— J'ai reçu, a-t-il dit, une lettre de M. de Bombelle. Il est fort content de votre fermeté, et dit qu'il faut poursuivre les Suisses énergiquement.

— Oui, dit M. Thiers, je suis de cet avis. Il m'a semblé même que le prince de Metternich était quelque peu inquiet de me voir si énergique, et qu'il me trouvait, ajouta-t-il en riant, trop Sainte-Alliance! Mais parlons sérieusement de cette affaire suisse. Je l'ai toujours regardée comme très grave, et lorsque j'étais ministre de l'Intérieur, je vous dis que j'éprouvais une grande répugnance à y entrer et que je vous engageais à attendre que l'affaire religieuse fût terminée. Depuis, lorsque j'arrivai au ministère des Affaires étrangères, nous eûmes une nouvelle conversation à ce sujet. J'avais toujours une grande répugnance, mais je me décidai par la conviction de la complicité de ces révolutionnaires avec ceux d'Italie, d'Allemagne, et de notre pays. Car j'ai beaucoup de respect pour la Sainte-Alliance, dit M. Thiers en riant, mais je ne me suis décidé cependant à toucher aux affaires de Suisse que parce que je reconnaissais que c'était dans l'intérêt de la France. Deux manières de terminer cette affaire suisse se présentent : le Blocus, et les moyens militaires. Mais cette espèce d'intervention composée de l'armée de tout le monde serait un scandale ; c'est aussi une mesure très grave, et je ne m'en dissimule pas les inconvénients : comment éviter les criailleries des fashionables d'Angleterre, de France, qui seront privés d'aller se promener en Suisse? Et puis le commerce souffrira beaucoup lorsqu'on interrompra les communications. Cependant, il le faut.

— Oui, oui, dit M. Apponyi, et, si vous voulez, nous nous entendrons à cet égard.

— J'y consens, mais nous en reparlerons, car la portée de ces événements est énorme. Je veux bien agir simultanément, mais avec quelques précautions, car, encore une fois, l'intérêt seul de la France m'y décide, et je ne voudrais pas avoir l'air d'être l'agent des puissances étrangères.

M. Apponyi donna lecture à M. Thiers de la lettre de M. de Bombelle où il témoignait son enchantement sur la fermeté de la France, et d'une lettre du prince de Metternich qui aussi faisait force compliments à M. Thiers. Néanmoins,

on n'était pas encore arrivé à l'objet principal de la conversation. M. Apponyi était évidemment très embarrassé ; on parla de choses et d'autres. M. Thiers dit qu'il était venu à Paris pour assister au convoi de la marquise Visconti, mère de la princesse Belgiojoso. On causa sur ce sujet quelques instants, et on revint à la Suisse. M. Apponyi ayant l'air de douter de M. Thiers :

— Nous nous concerterons sur cette affaire. Vous la pousserez vivement, n'est-ce pas?

— Soyez tranquille, monsieur le comte, lorsque j'entame les affaires, je les pousse jusqu'au bout. (Cela d'un ton tranchant, résolu, qui faisait allusion à celles d'Espagne et au mariage du duc d'Orléans.) Puis plus doucement :

— Combien serons-nous à nous entendre? La Prusse est bloquée, et je l'en crois bien enchantée. Reste Bade, le Wurtemberg, l'Autriche et le Piémont.

M. Apponyi, qui avait été assez effrayé du ton de M. Thiers, se rassura en le voyant plus calme.

— Maintenant j'ai à vous entretenir d'une affaire dont vous ne m'avez jamais parlé.

— Non, jamais, reprit M. Thiers d'une voix grave. Il s'agit du mariage de M. le duc d'Orléans.

— Je vous remercie sincèrement, reprit le comte Apponyi, de ne m'en avoir jamais entretenu.

— J'étais sûr, reprit M. Thiers, que vous me sauriez gré de vous avoir évité cette difficulté. Le roi et moi nous en étions convenu, et vous avez dû l'entrevoir dans un mot de Sa Majesté concerté avec moi.

— Oui, oui, je l'ai compris, dit M. Apponyi assez ému.

M. Thiers, avec indifférence :

— Nous savons que le cabinet est étranger à ce qui s'est passé, aussi nous voulons rester dans les mêmes termes avec lui. La politique de la France ne changera pas, et nos rapports avec vous non plus. Le roi m'a chargé de vous le dire toutes les fois que j'en trouverais l'occasion. Il sait vos sentiments pour lui et sa famille. Il en est fort touché, je vous le répète, monsieur le comte.

Néanmoins le malaise de M. Apponyi augmentait, quoiqu'il parût très reconnaissant des témoignages personnels d'amitié que M. Thiers lui donnait au nom du roi et au sien. Il fallut toutefois en arriver au factum de M. de Metternich. Il avait pour but de mettre le cabinet autrichien à

part de l'incident du refus de mariage avec le duc d'Orléans. Cette note était gênée, entortillée, et ne valait pas grand'-chose. On y faisait beaucoup de compliments à M. Thiers qui l'écouta avec ennui, et d'une manière assez visible pour décontenancer M. Apponyi. La lecture achevée, il dit à l'ambassadeur :

— Me le confierez-vous?

Après un instant d'hésitation, M. Apponyi le lui remit dans les mains.

— Mais ce ne sera que pour le roi. Vous n'en prendrez pas copie.

M. Thiers le promit avec sincérité (mais M. Desages, auquel il raconta ce fait, l'engagea à ne s'en pas faire scrupule et à garder cette note importante pour la diplomatie française : il lui affirma que c'était un usage établi d'agir ainsi) et parla en ces termes :

— Monsieur le comte, je vous prie de retenir tout ce que je vais vous dire. Je sais que vous avez la mémoire fidèle. Vous m'en avez plus d'une fois donné la preuve. Je désire donc qu'elle vous serve encore cette fois, car je voudrais que le prince de Metternich pût m'entendre. Lorsque j'arrivai au ministère des Affaires étrangères, au 22 février, je trouvai le projet de voyage résolu. Personnellement, je n'en étais pas d'avis, car j'avais peu d'espérance sur un succès de mariage, et j'étais bien certain que le public s'en occuperait. Je dis donc au prince que je ne croyais pas que le temps fût venu de tenter un mariage avec l'Autriche : Si vous voulez vous marier, n'allez pas à Vienne, mais faisons un mariage modeste. En politique, monsieur le comte, je suis absolu (ceci fut dit d'une voix ferme), mais en affaires de famille je n'ai pas de volonté. On désira le voyage, et j'y consentis. Quelque chose me dédommageait de ce sacrifice, c'était la pensée qu'on apprendrait à connaître nos princes, dont on n'avait idée en Allemagne que par les infamies de *la Mode* et de *la Quotidienne*. Vous savez l'impression qu'ils ont produite, puisque M. de Metternich écrivait : « Ce sont des jeunes gens comme il y en a peu, et des princes comme il n'y en a pas. » Le duc d'Orléans partit, autorisé, si l'occasion s'en présentait, à parler de mariage, surtout pour la fille du prince Charles, qui devait plus convenir à la France que toute autre princesse, à cause du goût bien connu de ce prince pour notre pays. Et puis nous nous étions battus

ensemble ; il avait eu quelques succès sur nos armées qui avaient pris leur revanche, et tout faisait prévoir que la princesse Thérèse serait bien accueillie en France. Le prince a dit quelques mots ; on ne l'a pas repoussé. Revenu en France, on a fait une dernière démarche ; elle n'a pas réussi.

— Le savez-vous bien? s'écria le comte Apponyi.

— Oui, monsieur le comte, je le sais, et mieux que vous.

— Mais la princesse a été effrayée.

— Il n'y a pas un mot de vrai à cela, monsieur le comte. Je sais parfaitement ce qui s'est passé à Vienne, et je vous le prouverai tout à l'heure. Ce qui nous est apparu, c'est qu'au moins on voulait différer, gagner du temps. Et j'avoue qu'après le crime d'Alibaud ma pensée a changé sur le mariage de M. le duc d'Orléans ; j'ai senti qu'il fallait le hâter, et diminuer le péril du roi en mettant des générations entre lui et les assassins. J'ai donc conseillé de demander un oui ou un non à Vienne, et de prendre congé si on hésitait.

Le ... juillet, M. Thiers avait écrit une lettre très vive à M. de Sainte-Aulaire sur M. de Metternich et sa politique à l'occasion du mariage de M. le duc d'Orléans. Cette lettre, censée confidentielle, était cependant destinée à faire entendre au prince ce qu'on ne pouvait lui dire en face. On avait employé la ruse diplomatique en disant à l'ambassadeur de la lui communiquer comme de lui. (Voir les lettres de M. de Sainte-Aulaire en date du ...)

Mais faisant hypocritement allusion à la lettre écrite à M. de Sainte-Aulaire où il était parlé assez franchement de M. de Metternich :

— Je l'avoue, je suis désolé que M. de Sainte-Aulaire ait montré la lettre toute confidentielle que je lui écrivais. Je ne suis point habitué aux formes diplomatiques, et cette lettre était pour M. de Sainte-Aulaire, mon ami. Je lui disais toute ma pensée sur M. de Metternich et sur les faiblesses qui accompagnent quelquefois un grand mérite.

— N'en ayez aucun regret, reprit M. Apponyi. Le prince, au contraire, a trouvé votre lettre admirable !

Après quelques courtoisies de part et d'autre, et de perfides cajoleries sur M. de Metternich, M. Thiers ajouta :

— Je vais vous dire, monsieur le comte, mon opinion sur ce qui s'est fait à Vienne. On y a des passions d'un autre genre, aussi vives que chez nous. Mais nous savons maîtriser les nôtres, tandis que M. de Metternich, qui est assurément

un grand homme d'État, n'a pas le courage de résister aux passions de salon.

— Mais vous vous trompez ! s'écria M. Apponyi.

— Non, je ne crois pas me tromper. Peut-être en ferais-je autant dans sa situation. Dans la nôtre, et pour nous, ministre d'un gouvernement constitutionnel, il est grand temps de résister appuyé à une majorité, et je veux bien croire que, dans la position de M. de Metternich, j'aurais peut-être fait comme lui. Au surplus, ceci ne changera rien à notre politique, car je n'ai point d'humeur ; on n'en a que lorsque l'on a été attrapé, et je ne l'ai pas été, car je désirais peu ce mariage, et je ne l'espérais pas. Je continuerai donc à ne suivre dans ma politique que l'intérêt de mon pays. Néanmoins, je vous tromperais, monsieur le comte, si je vous disais que je n'ai pas d'appréhensions pour l'avenir (faisant allusion à la princesse Sophie) ; si, ce qu'à Dieu ne plaise, vous aviez le malheur de perdre votre Empereur, il y aurait peut-être des passions violentes qui s'empareraient du gouvernement, et lorsque les préjugés se rencontrent dans les cœurs de femmes, vous savez jusqu'où ils peuvent aller.

M. d'Apponyi interrompit encore une fois M. Thiers, affirmant qu'il était dans l'erreur, que personne à la cour ne s'était opposé au mariage de la princesse Thérèse qu'elle-même, et qu'à la nouvelle de l'attentat d'Alibaud elle s'était écriée : « Si j'avais été à Paris dans cette voiture, j'y serais morte ! »

— Non, monsieur le comte, vous ne me persuaderez pas que la princesse Thérèse ne souhaitait pas ce mariage. Elle le voulait. M. le duc d'Orléans lui plaisait. Le prince Charles et le prince de Metternich le voulaient aussi, et cependant le mariage ne s'est pas fait !... Je vous le répète encore, monsieur l'ambassadeur, les sentiments personnels du roi à votre égard ne sont point changés, les miens non plus, car nous connaissons tous vos bons sentiments pour la famille royale de France ; et quant à la politique, je suivrai la même parce qu'elle est celle qui convient aux intérêts de mon pays. Avant de vous quitter, monsieur le comte, je dois vous dire que M. de Metternich m'a fait deux malices. La première démarche qui avait été faite pour le mariage de M. le duc d'Orléans, et par lui, était restée parfaitement ignorée. La seconde est connue de tout le corps diplomatique ! Y

aurait-il calcul de la part du prince de Metternich, et désir de nous faire paraître ridicule? J'ai peine à le croire ; cependant, le secret n'a point été gardé. Quant à la seconde malice, la voici. M. de Metternich a dit à sir Frederic Lambs, ambassadeur d'Angleterre à Vienne, que je lui avais proposé le mariage d'Isabelle avec le fils de don Carlos. Ceci est une trahison, et de plus n'est pas vrai. Car vous savez, monsieur le comte, que vous êtes venu avec une dépêche me demander mon opinion sur l'affaire d'Espagne ; que vous m'avez parlé d'un projet de mariage entre la reine Isabelle et le fils de don Carlos, et que je vous ai dit : Cela me serait indifférent, si on maintenait la constitution telle qu'elle existe aujourd'hui, et si on laissait le gouvernement dans les mains de la reine régente jusqu'à la majorité d'Isabelle. » Mais rappelez-vous bien, monsieur le comte, que je vous ai dit seulement mon avis et que ce n'était pas une négociation. Si le prince de Metternich a voulu nous brouiller avec l'Angleterre avec cette histoire, il s'est trompé, car notre union est basée sur l'intérêt des deux nations.

— Je ne comprends rien à cela, dit M. Apponyi. Il se peut qu'on ait fait quelque indiscrétion : qu'on ait parlé sur la frontière.

— Mais vous savez, monsieur le comte, que cela est impossible puisque, à cette époque, le secret était entre vous, M. de Metternich et moi. La chose n'ayant été contée ici ni par vous, ni par moi, M. de Metternich reste donc le coupable. Au surplus, ces projets n'étaient pas des vœux d'honnêtes gens, mais impossibles à exécuter (d'une voix ferme), oui, impossibles, monsieur le comte, *car il n'y a que la guerre qui puisse terminer l'affaire d'Espagne, et la guerre, c'est la victoire ou la défaite.*

M. Apponyi tressaillit.

— Au surplus, je ne démentirai pas même cette histoire auprès du cabinet anglais.

— N'est-ce pas, dit M. Apponyi, vous ne me chargez pas d'en parler à M. de Metternich?

— Non, je ne voudrais pas vous mettre dans l'embarras par une commission aussi désagréable. Faites ce que vous voudrez, je vous laisse parfaitement libre, mais répétez au prince tout le cas que je fais de son esprit.

Là-dessus, M. Thiers se leva.

M. d'Apponyi :

— Je n'ai pas encore fini. Donnez-moi un conseil. Depuis fort longtemps ma fortune souffre de mon absence continuelle d'Allemagne. Je ne puis marier mes fils en France, et il faut que je m'occupe de leur établissement. Il y a six mois, j'ai demandé un congé. Le prince a été fort longtemps sans me répondre, et il a fini par me dire qu'il ne lui était pas fort agréable que je m'absentasse, mais que si ma présence était indispensable en Allemagne, on enverrait ici M. de Huguel pour faire l'intérim. Bien franchement, quel conseil me donnez-vous : dois-je accepter, ou rester?

— Je pense que votre absence après ces négociations pourrait faire jaser beaucoup, et qu'il vaut mieux qu'il n'y ait pas l'apparence d'un changement quelconque dans nos rapports.

— Vous ne seriez donc pas d'avis que je prisse ce congé?

Là-dessus protestation de M. Thiers et de M. d'Apponyi sur les bons rapports qu'ils avaient ensemble, et sur leur désir de les continuer. Tout cela réciproquement sincère.

M. d'Apponyi ajouta :

— Le roi me parlera-t-il de notre conversation?

— Je ne le pense pas, répondit M. Thiers.

— Hé bien, je ne lui en parlerai pas le premier non plus.

Ces messieurs se quittèrent de la manière la plus amicale.

Jeudi, 11 *août* 1836. — M. Thiers a reçu aujourd'hui une dépêche de M. Bresson, ambassadeur de France à Berlin. Il a vu la princesse de Mecklembourg. C'est une assez belle personne, mais qui a les dents gâtées. Le roi a lu la dépêche. Il l'a contée tout entière à la reine, mais on n'a pas tout dit à Madame Adélaïde, et particulièrement l'article des dents. Le roi a engagé M. Thiers à envoyer de Versailles, où ils étaient, la dépêche à M. le duc d'Orléans resté à Paris à cause d'une indisposition. Cela a été fait, et M. le duc d'Orléans, en renvoyant la dépêche à dix heures du soir à M. Thiers, lui a demandé pour le lendemain un rendez-vous.

Vendredi, 12 *août* 1836. — M. Thiers vient de partir pour Paris afin de voir M. le duc d'Orléans qui veut l'entretenir de la dépêche de M. Bresson sur la princesse de Mecklembourg. Il profitera de cette occasion pour lui parler de l'Espagne, de sa situation d'esprit, de celle du roi.

Mardi, 19 *juillet* 1836. — Visite de Mgr le duc d'Orléans à M. Thiers, président du Conseil.

M. le duc d'Orléans est venu ce matin à dix heures trouver M. Thiers à Saint-James. Il voulait lui conter que le roi avait fait son testament dans la nuit, et l'avait fait demander secrètement pour lui dire ses dernières volontés comme à son fils et comme au successeur au trône de France. Le roi est convaincu qu'il sera assassiné à la revue de juillet. Toute la famille est au désespoir. On affecte au château beaucoup de tranquillité mais chacun est frappé d'un danger annoncé de tous côtés. On a la certitude que trois assassins sont partis l'un de Naples, l'autre de Corse, et un de Suisse. Le projet serait de tirer le roi des rangs de la garde nationale, et telles précautions que l'on prenne, si on passe la revue, un malheur est inévitable, si un assassin ou plusieurs peuvent se placer au milieu des rangs en costume de garde national.

Il a été décidé entre M. le duc d'Orléans et M. Thiers, que M. le duc d'Orléans, M. le duc de Nemours et M. de Montalivet se rendraient à Saint-James ce même jour à midi, et qu'à l'insu du roi on aviserait aux moyens de lui éviter ce nouveau danger. (*Le roi est plein de courage, parfaitement résigné, mais frappé.*) L'entrevue a eu lieu, plus tard je la rapporterai. Ensuite il y a eu conseil des ministres chez le roi. Enfin les ministres ont tenu conseil après à cinq heures à Saint-James, le mardi 20, même jour, et il a été décidé qu'attendu toutes les trames et tous les complots ourdis contre la personne du roi Louis-Philippe, il y aurait danger non seulement pour lui, mais aussi pour l'État, à l'exposer à toutes les attaques préparées ; qu'ainsi la revue n'aurait pas lieu, mais qu'on continuerait tous les préparatifs, et qu'on n'annoncerait cette décision que la veille ou deux jours avant le 29 juillet.

Depuis quelques jours, M. le duc d'Orléans venait souvent voir M. Thiers. Ils causaient non seulement de projets de mariage, mais des précautions à prendre pour la revue. Au moment de la tentative d'Alibaud, on avait eu la pensée de n'en point faire. Cette idée jetée au milieu des rangs de la garde nationale, le jour de la visite au roi, avait fait murmurer, et le Conseil alors, malgré la répugnance du roi, de la reine et de Madame Adélaïde, avait décidé la revue. Cinq ministres, MM. Thiers, Montalivet, Passy, maréchal Maison, d'Argout, devaient monter à cheval et garantir

le roi des coups des assassins, M. Thiers et M. de Montalivet serrant son cheval, et les autres après ; pour que dans un cas de malheur la dynastie entière ne périt pas, M. le duc d'Orléans et le duc de Nemours avaient été mis sur des points séparés du roi, qui devait faire défiler les troupes sous l'Arc de Triomphe, placé lui-même sous une des petites arcades, et la reine sous l'autre, en face, dans une tribune :

Le roi des Belges est fort opposé à la revue. Il dit toujours que c'est une folie d'appeler en duel tous les assassins du monde à un jour donné ; que s'il a quelque mérite, c'est la bravoure militaire, et que certes il ne voudrait pas s'exposer ainsi aux coups des assassins.

— En Europe, on vous croit hardi, téméraire, disait-il à M. Thiers. Si vous laissez la revue se faire, vous serez responsable d'un malheur

M. Thiers, dans sa raison, trouve que la revue ne devrait pas avoir lieu, mais comme il doit être auprès du roi, il est aussi arrêté dans la liberté de son opinion par le point d'honneur. Aussi, au Conseil, s'est-il récusé lorsqu'il a fallu voter. Ce dernier jour, vendredi 22 juillet 1836, le cabinet a été unanime à renoncer à cette fatale revue.

19 *juillet* 1836. — Le 19 juillet, M. le duc d'Orléans se rendit à Saint-James à dix heures. Il était fort ému. Le roi l'avait fait appeler secrètement dans la nuit du 18 au 19 juillet. Frappé de l'idée qu'il succomberait à la revue de juillet, il venait d'écrire ses dernières volontés et de terminer son testament.

— Mon fils, il faut que je te donne mes dernières instructions. Il se peut que tu sois appelé prochainement à me succéder au trône.

Le duc d'Orléans voulant repousser cette conversation, le roi lui dit :

— Écoute. Le moment est venu de nous rendre compte de notre position. Il se peut que je succombe à la revue du 29 juillet, et j'en ai même la croyance. Je suis trop fatigué pour causer bien longuement avec toi cette nuit, mais il nous reste huit jours que je veux employer à te dire ce que tu devras faire après moi.

Le duc d'Orléans n'entra dans aucun détail de la conversation qu'il avait eue avec son père, et ajouta seulement que le roi lui avait conseillé de ne jamais se séparer de

M. Thiers, qu'il regardait comme un ministre nécessaire au gouvernement de Juillet. Mais il arriva chez M. Thiers très frappé du danger qu'allait courir son père, et lui dit :

— J'ai voulu en causer avec vous, car à vous seul vous êtes presque le ministère. Montalivet faiblit devant l'opinion publique. Voyez si vous pouvez prendre la responsabilité qui va peser sur vous.

M. Thiers se sentit ébranlé pour la première fois depuis la décision qu'il y aurait une revue, et il hésita à y mener le roi contre le vœu de sa famille entière et contre ses pressentiments. Le roi, encore une fois, était ferme, décidé, mais frappé de l'idée qu'il serait atteint à la revue.

M. le duc d'Orléans quitta M. Thiers pour aller chez M. de Montalivet, et à midi il revint à Saint-James avec M. le duc de Nemours. Le ministre de l'Intérieur s'y rendit, et le hasard y amena M. d'Argout. Ils tinrent donc un conseil entre eux, où M. le duc d'Orléans demanda si on pouvait, le 29, répondre de la vie du roi. Le ministre de l'Intérieur répondit que, malgré toutes les précautions prises, il ne pouvait l'affirmer. Tous les complots, les projets, les rapports de police furent connus des princes et des ministres, et jamais on n'en vit depuis six ans d'aussi sinistres.

Le duc d'Orléans ayant insisté de nouveau, on décida que le Conseil se réunirait à Saint-James à la fin de la matinée, pour parler de cette importante décision. On se sépara alors, fort ébranlé sur la revue, et l'on fut au Conseil à Neuilly où il ne fut pas parlé de cette affaire. M. Pelet de la Lozère y eut une prise assez vive avec M. Thiers, parce que, ayant deux places de bibliothécaire vacantes, il voulait les rayer du budget pour faire de la popularité et supprimer des abus, ajouta-t-il. Ce mot irrita M. Thiers, qui lui répondit qu'il n'y avait pas plus d'abus sous l'administration précédente que sous celle du 22 février ; qu'au surplus le gouvernement était déjà assez dépourvu de moyens de satisfaire ses amis, et que ce n'était pas le cas, pour une misérable économie, de supprimer deux existences ; qu'il s'y opposait comme président du Conseil. La scène fut assez vive, et le comte Pelet céda bien vite.

Après ce Conseil, les ministres se rendirent à Saint-James pour parler de la revue. Les rapports qui furent soumis par le ministre de l'Intérieur firent trouver prudent d'y renoncer. Le ministère fut unanime, hors M. Pelet

de la Lozère qui fit une petite résistance. M. Passy, au contraire, insista sur la folie qu'il y aurait à compromettre l'existence du roi, et l'exposer aux poignards et aux coups des assassins. M. Thiers se récusa comme devant être l'un des plus exposés étant auprès de la personne royale ; il dit cependant très vivement qu'il ne se sentait pas le courage de résister aux vœux de la famille et aux pressentiments du roi lui-même, qui ignorait tous ces débats, car à cette heure même il comptait encore sur une revue.

Il fut donc décidé en Conseil que la revue n'aurait pas lieu, et qu'on en porterait le lendemain la nouvelle au roi comme une décision irrévocable. Le roi des Belges, encore à Paris, et très brave militaire, insista beaucoup auprès de M. Thiers pour qu'on prît ce parti de prudence...

20 *juillet* 1836. — Le lendemain, 20 juillet 1836, le Conseil se rendit chez le roi. On demanda à M. le duc d'Orléans d'y assister ; il fit quelques difficultés, parce qu'il prétendait qu'on penserait qu'il voudrait à l'avenir y prendre place, mais on le décida. Et lorsque les ministres et lui furent rassemblés et présidés par le roi, on annonça à Sa Majesté que le Conseil avait pris la décision qu'il n'y aurait pas de revue.

Le roi discuta assez longuement contre cet avis. M. Pelet de la Lozère voulut dire quelques mots. Alors M. le duc d'Orléans prit la parole pour le réfuter, et parla si éloquemment que le roi se pencha à l'oreille de M. Thiers, admirant son fils tout paternellement :

— Mais savez-vous que Chartres me remplacera admirablement? Il parle à merveille.

— Oui, répondit M. Thiers, nous sommes ici tous gens de tribune.

L'avis du duc d'Orléans et du Conseil entier, sauf une petite restriction de M. Pelet de la Lozère, l'emporta, et définitivement, irrévocablement, il fut décidé qu'il n'y aurait pas de revue, et qu'on attendrait quelques jours pour l'annoncer. Effectivement, le samedi 23 juillet 1836, le roi revint à Paris pour y passer la semaine, et le matin on mit au *Moniteur* qu'il n'y aurait pas de revue.

Madame Dosne.

(A suivre.)

Remarques sur l'action

accompagnées de quelques réflexions sur le besoin de créer et sur les diverses créations de l'esprit (1).

L'ACTION n'est, pour la plupart des hommes, qu'un moyen ; pour certains, c'est un besoin de l'esprit.

L'homme d'action ne s'intéresse qu'à ce qui peut être changé.

Il entre essentiellement dans le goût de l'action le besoin de modifier l'ordre des choses et le sentiment qu'on en a le pouvoir.

Tout se ramène dans l'action à la connaissance et à la conduite des hommes.

Il semble qu'on doive réserver le nom d'homme d'action à celui qui aime l'action pour elle-même et non pour ses profits. Appelle-t-on amoureux ceux qui font monnaie de l'amour?

(1) Certaines de ces remarques ont paru antérieurement. On ne pouvait les exclure de cet ensemble sans nuire à sa courbe.

« La vie n'est que poursuite, » disait un philosophe grec. Peut-on imaginer plus précieuse justification de l'action, qui ne prétend tirer sa valeur et ses joies que de son propre exercice?

L'action est peut-être le moins prétentieux usage de la vie.

Il en va du goût passionné de l'action comme de l'amour exclusif des idées : c'est la plupart du temps le témoignage de l'abdication du cœur.

* * *

Agir, c'est à chaque minute dégager de l'enchevêtrement des faits et des circonstances la question simple qu'on peut résoudre à cet instant-là.

L'homme d'action aime son temps.

Si les êtres faibles dénigrent leur temps, c'est qu'ils lui font un grief de leur propre impuissance.

Quand un homme d'action écrit ses Mémoires, il a cessé de comprendre son temps.

L'activité est fille de la sensibilité : les grandes actions viennent du cœur.

Il n'est besoin pour agir de croire en autre chose qu'en son action. Aussi, contre toute apparence, la voie des affaires est-elle la seule où puissent persévérer ceux qui sentent trop profondément la vanité de tout effort.

La Nature ne saurait mieux servir un homme d'action qu'en le privant de toute curiosité de soi-même.

Le goût de l'action et celui de la vie intérieure ne peuvent se partager un cœur sans le déchirer.

Il semble que la Nature ne puisse jeter une flamme dans le cœur d'un homme sans allumer l'incendie de tous ses désirs, et qu'ainsi elle ne sache se montrer généreuse que pour accabler de ses dons.

La postérité ne reconnaît qu'un titre à la gloire : elle a besoin de classer ses héros. Elle parfait l'unité de leur vie jusqu'à l'enfermer dans une formule, comme si elle jugeait indignes d'elle ceux qui ont dispersé leur cœur.

Un homme d'action ne doit pas céder à la volupté d'écrire. L'action est une maîtresse jalouse : elle aurait tôt fait de priver de ses joies quiconque la délaisserait pour les Muses.

Le vain amas des connaissances rend impropre à l'action, en privant l'esprit de cette divine simplicité qui est tout le don d'agir.

Nous n'avons qu'un cœur à dépenser : tout ce qui est donné à l'action est pris à l'amour.

Ceux que la tyrannie de l'action prive des joies de l'amour paraissent parfois se complaire à semer des regrets, comme s'ils devaient y puiser un adoucissement à leurs propres renoncements.

Aimer c'est ne plus comparer.

*
* *

Le goût de la politique et celui des affaires ne sont que deux formes du goût de convaincre.

Il est des hommes, nés pour convaincre, qui semblent ne prendre conscience de leurs propres idées qu'en les défendant.

Qu'il s'agisse de politique, de finances, de diplomatie ou d'affaires, il n'est pas de problème d'action, si complexe soit-il, auquel on ne doive appliquer d'abord le simple bon sens.

La solution du bon sens est la dernière à laquelle songent les spécialistes.

C'est souvent à mi-chemin de l'absurde qu'apparaît la plus ingénieuse solution.

L'homme d'action sait découvrir, sous la question qui lui est posée, la question qui se pose.

C'est une erreur de croire que la décision découle de l'examen des faits et des circonstances comme dans un syllogisme, la conclusion des prémisses. La décision échappe à ce déterminisme : c'est la voix de l'instinct. On ne saurait pas plus la justifier qu'on ne réussirait à démontrer l'évidence.

Dans les affaires, comme en amour, il est un moment où l'on doit s'abandonner.

*
* *

Si à chaque mot correspondait une chose, il n'y aurait pas tant d'affaires qui périclitent.

Comme il importe plus, en politique, de se justifier que de faire, les mots y ont plus d'importance que les choses.

On ne convainc pas les masses avec des raisonnements, mais avec des mots.

Dès que l'autorité se morcelle dans une entreprise, les mots y entrent avec leur cortège d'erreurs.

C'est une grande force de n'être justiciable que des faits.

L'homme d'action ne peut s'attarder longtemps à projeter. Ce que l'on prend chez lui pour de l'impatience n'est souvent que le besoin de rencontrer plus vite le réel.

Il est très rare qu'un homme d'action croie à la valeur d'une de ses idées avant tout contact avec le réel.

Il n'est pas d'entreprise, si vaste soit-elle, dont on ne puisse jeter la première base dans la minute même où on l'a conçue.

Un homme d'action ne s'arrête pas à déplorer ce qui vient contrarier son action : il l'accepte comme une nouvelle donnée du problème qu'il doit résoudre.

Si vous voulez plaire à un homme d'action, ne lui parlez pas de ce qu'il a fait, mais de ce qu'il peut faire.

*
* *

L'autorité est avant tout pénétration.

L'autorité est un goût : on n'excelle dans le gouvernement des hommes que si l'on en tire sa plus grande joie.

L'autorité n'est peut-être que l'art de faire de ses buts un idéal pour les autres.

Tous ceux qui ont joui d'une grande autorité étaient eux-mêmes les serviteurs d'un haut idéal. Nul ne saurait en effet susciter de véritables dévouements pour des fins qui lui seraient étroitement personnelles.

La bonté des hommes d'action est toujours marquée de leur despotisme.

*
* *

Un véritable chef se réserve pour ce qu'il est seul à pouvoir faire.

Il ne faut pas plus d'énergie pour diriger une vaste entreprise que pour conduire un quatuor. Le don suffit.

Dans la conduite des hommes, la sensibilité du chef est presque totalement à l'abri des diverses émotions qui naissent, dans la vie courante, des rapports entre les êtres. Pour le chef, en effet, les hommes qu'il gouverne ne sont que des

abstractions. Comment s'étonner alors que le même être fasse preuve de tant d'énergie dans son action et soit si faible dans les choses du cœur?

La pénétration psychologique n'est pas une faculté surajoutée à celle de nos sens : elle est un usage des sens qui remplace dans une certaine mesure leur usage le plus immédiat, qui est la perception extérieure des choses. Elle paraît ainsi priver le psychologue de la vision extérieure du monde. Le psychologue perçoit pourtant ces apparences, mais ne le retient pas, ne les ayant pas livrées à sa mémoire comme des acquisitions dignes d'elle, mais les ayant utilisées et pour ainsi dire monnayées, pour acquérir la connaissance des êtres eux-mêmes et de leurs rapports véritables.

L'âme du chef n'est guère connue dans sa complexité que par quelques hommes, vivant dans son intimité constante, en quelque sorte associés à son rôle. C'est sous leurs yeux que prennent corps les décisions qui seront transmises à tout l'organisme. Ils les voient éclore, les recueillent encore toutes mêlées à la sensibilité du chef, avant que, s'imposant à tous, et même à celui dont elles émanent, elles n'aient revêtu l'impersonnalité et la rigidité de la loi.

* * *

Il est des êtres que la seule compréhension ne peut satisfaire : ils ont besoin de créer. Les créateurs ne sont pas nécessairement d'une intelligence supérieure aux autres : ils sont d'une autre nature.

Le besoin de créer n'est qu'une forme de ce besoin qu'a tout être de laisser son empreinte. C'est ce besoin primitif appliqué aux choses de l'intelligence, de l'art ou de l'activité.

Le dilettante est celui qui n'éprouve le besoin de laisser son empreinte dans aucun des domaines de l'esprit où sa curiorité l'a conduit.

Le besoin de créer n'implique pas nécessairement le don de créer. Sans doute pourrait-on soutenir que tout être qui croit créer, crée véritablement. Mais il est des créations qui n'ont d'intérêt et de valeur que pour leur propre auteur et ne représentent pour les autres que les jeux inutilisables d'un esprit soumis à certaines lois et à certaines influences particulières. Aussi réserve-t-on le nom de créateurs à ceux qui ont, en fait, enrichi le patrimoine humain.

Ce que l'on nomme le génie n'est pas une forme supérieure de l'intelligence, mais le don de créer dans ses plus hautes manifestations. L'intelligence ne peut en effet qu'acquérir et le génie est une dépense.

On ne crée qu'avec sa propre substance.

*
* *

Créer, c'est se mouvoir librement dans un domaine qu'on a découvert et que l'on est seul à connaître.

Toute véritable création, dans le domaine de la pensée et de l'art comme dans celui de l'action, s'accompagne nécessairement du sentiment qu'elle est une création, c'est-à-dire une chose qu'on est le premier à dire ou faire. Si elle n'apparaît pas comme telle, à ceux qui n'ont observé que ses premiers développements, c'est que ceux-ci n'ont pu encore la saisir dans son essence, ni en prévoir les prolongements.

Il ne s'ensuit pas évidemment que le sentiment qu'on est le premier à dire ou faire suffise pour qu'il y ait création

véritable, mais qu'il n'est pas de création véritable sans ce sentiment.

Le propre des créations de l'activité est qu'elles ne sortent ni de la seule imagination, ni du seul réel, mais d'un *réel imaginé* que l'homme d'action se sent capable de substituer au réel existant.

Le véritable créateur n'a nul besoin de connaître tout ce qui a été dit ou fait avant lui pour être certain qu'il est le premier à le dire ou faire.

Il suffit parfois d'ignorer qu'une chose a été dite ou faite pour la dire ou faire d'une manière si nouvelle que cela vaut une création.

Il y a une curieuse ressemblance entre les créations de l'activité et les créations romanesques. L'homme d'action *voit* son action réalisée avant d'en avoir trouvé tous les moyens et parfois même avant d'en avoir mesuré certains prolongements. Il est ainsi, en quelque sorte, le spectateur de sa propre activité. Le romancier *voit* de même ses personnages avant de connaître leur rôle dans sa propre création. Il est ainsi son premier lecteur.

Ainsi donc les véritables créations, dans l'ordre de la fiction romanesque comme dans celui de l'action, ne viennent pas d'une idée, mais d'un spectacle qu'on est le premier à voir. Créer, ce n'est ainsi pas avoir pensé le premier : c'est avoir *vu* le premier.

Comprendre, c'est créer pour son propre usage.

Chez un véritable écrivain, l'idée en naissant éveille l'image, qui la rendra perceptible : l'idée se présente ainsi à

son esprit, déjà revêtue de son attrait. Mais c'est le privilège des poètes de voir surgir les images, dans le demi-sommeil de leur intelligence, comme ces hérauts qui précèdent les cortèges.

La forme est le titre de propriété de la pensée.

* * *

On peut pencher à croire que la plupart des êtres de quelque valeur croient à la supériorité de leur propre intelligence. La raison en est que nous ne pouvons juger de l'intelligence des autres qu'avec la nôtre et en quelque sorte par rapport à la nôtre et que nous sommes tout naturellement portés à considérer les manières de comprendre ou de sentir différentes de la nôtre comme des infériorités.

La croyance de tant d'êtres en leur propre prééminence est la plus forte raison que nous ayons d'être modestes.

Être véritablement modeste, c'est comprendre que le sentiment que nous avons de notre propre supériorité ne vaut que pour nous.

* * *

Combien d'hommes s'arrêtent dans la poursuite du bonheur pour se contenter d'inspirer l'envie, parce que l'envie s'attache à leurs pas et les provoque, et que le bonheur fuit devant eux !

C'est à un besoin complexe d'être admiré, aimé, envié, que répond ce que l'on est convenu d'appeler *réussite*.

« Recherche du témoignage des autres », pourrait-on dire plus simplement. Comme l'on comprend mal dès lors que la réussite, qui n'a ainsi pas d'autre réalité que le sentiment des autres, soit si souvent confondue avec le bonheur qui, se suffisant à lui-même, n'a que faire des témoignages !

La réussite n'est souvent qu'une revanche sur le bonheur.

Beaucoup d'hommes n'auraient pas le courage de persévérer, voire même d'entreprendre, si l'opinion ne leur marquait d'avance ce qu'elle attend d'eux. Il leur faut des promesses à tenir.

Qui n'éprouva, à de certains moments, le besoin que d'autres lui renvoient la meilleure image de lui-même?

Le besoin de l'approbation des autres, et même de leurs applaudissements, est un besoin naturel. Ce qui est anormal, c'est de confondre le bonheur et ces applaudissements.

L'opinion des autres est un élément si important de la sensibilité de chacun, qu'il est bien difficile d'imaginer ce que tel être ferait de ses puissances créatrices si personne ne pouvait en juger.

Ce n'est pas assez de dire que le désir de la gloire est la recherche passionnée des applaudissements. Il faut y reconnaître un besoin du cœur du même ordre que l'amour. Aussi les uns ne recherchent-ils la gloire que pour en faire hommage à l'être que leur cœur a choisi, et par les autres, incapables de cet amour exclusif, que pour atteindre chez tous ceux qui les admirent on ne sait quelle équivalence chimérique de l'amour.

Tenir à laisser une image complète de soi-même est la seule vanité que l'on puisse pardonner à un haut esprit.

*
* *

Pour un passionné de l'action, l'argent n'a qu'une valeur de témoignage.

Les affaires privées exigent le même désintéressement que les affaires publiques. Pour être entre les mains d'un homme, une entreprise n'en a pas moins son existence et sa fin propres : on la doit servir comme on servirait l'État.

C'est dans les multiples résultats quotidiens que l'homme d'action trouve la patience nécessaire aux grandes entreprises.

Pendant que son intelligence est fixée sur l'effort quotidien, l'homme d'action laisse à son cœur la garde des longs projets.

Il est un point où toutes les grandes entreprises se rejoignent : leur infinie diversité se fond dans cette poursuite abstraite, poésie ou, si l'on veut, mathématique de l'action.

Un homme d'action s'explique rarement sur ses grands projets.

Le mépris en lequel tiennent l'action ceux qu'on est convenu d'appeler les intellectuels vient de ce qu'ils en ignorent généralement les véritables mobiles.

Il y a peut-être une naïveté à l'origine de toute entreprise.

Bernard Grasset.

Comment La Fontaine a écrit les Fables

On a beaucoup écrit sur les *Fables* de La Fontaine ; on a, surtout au dix-neuvième siècle, échafaudé les hypothèses les plus ingénieuses, les systèmes les plus déraisonnables : le tout forme une imposante bibliothèque, où les bons ouvrages ne manquent pas, certes, mais que, s'il fallait choisir, on serait tenté de donner tout entière pour les quarante pages que Sainte-Beuve a consacrées au poète. Et pourtant on n'a jamais réussi à mettre en lumière la genèse des *Fables*. Pour les *Contes* nous sommes à peu près renseignés : nous savons que La Fontaine, ayant trouvé dans les œuvres posthumes d'un certain Bouillon un conte imité de l'Arioste et écrit en vers assez plats, *Joconde*, s'était amusé à le refaire, et encouragé par le succès, avait rédigé d'autres contes en vers ; nous savons aussi que depuis sa jeunesse il se plaisait aux vieux conteurs français et italiens et que l'occasion de *Joconde* avait trouvé là un terrain tout préparé. Mais les *Fables* ? Et pourquoi a-t-il abandonné les *Contes* joyeux pour ces sortes d'apologues moraux et assez puérils? La chose reste encore assez mystérieuse, bien qu'on puisse rassembler sur ce point quelques données intéressantes.

Les six premiers livres des *Fables choisies mises en vers par M. de La Fontaine* ont paru à la date de 1668 ; l'achevé d'imprimer est du 31 mars de cette année ; le privilège avait été donné le 6 juin 1667. Quand dans la préface de

la seconde partie des *Contes*, parue au début de 1666, La Fontaine annonçait : « Voici les derniers ouvrages de cette nature qui partiront des mains de l'auteur, » déjà il avait l'esprit tourné vers les *Fables;* il en était si bien occupé que dans *l'Oraison de Saint-Julien* il fait allusion à ce qui sera *le Lion malade et le Renard :*

C'est proprement la caverne au lion.

La muse de La Fontaine ne pouvait se fixer longtemps sur le même sujet. Il lui fallait chercher une autre voie que les *Contes*, et qui plus est, une voie nouvelle :

Il nous faut du nouveau, n'en fût-il plus au monde.

Mais les ouvrages de longue haleine décourageaient son indolence naturelle :

Les longs ouvrages me font peur.

Il se sentait porté par son génie vers ces récits courts où il excellait, où il avait rencontré le succès. Or parmi les vieux auteurs français qu'il aimait, dont il faisait ses délices, plusieurs, comme Haudent et Corrozet (1) au seizième siècle, s'étaient plu à mettre en vers des fables imitées d'Ésope ou de Phèdre. La Fontaine, qui les connaissait puisqu'il y fait allusion dans la préface des *Fables*, trouvait divers avantages à reprendre ce genre délaissé. Tout d'abord mettre en scène des animaux était pour lui une occasion de se laisser aller à son amour de la nature, d'exprimer la poésie familière des choses de la terre. Puis il sentait bien — le grave Boileau le lui avait peut-être dit — qu'après le divertissement des contes, il convenait de s'adonner à des sujets plus sérieux, qui fussent plus en rapport avec l'esprit du nouveau règne : or les fables n'étaient pas seulement des récits agréables, mais, par leur morale, des sujets d'édification.

Enfin il pouvait rattacher ce dessein à ce qui était alors l'objet de l'attention générale : l'éducation du Dauphin. La France, joyeusement surprise du souci de grandeur que Louis XIV manifestait dès les premiers actes de son gouvernement personnel, était heureuse d'avoir retrouvé un roi.

(1) Corozet avait déjà dédié des fables au Dauphin (mais en 1542 le futur Henri II avait trente-deux ans) ; et il les destinait déjà à l'enseignement des mœurs.

La jeune école littéraire se plaisait en lui : Racine peignait son image dans *Alexandre*, Boileau le célébrait dans son *Discours*, Molière montait pour lui comédies et divertissements. La même attention affectueuse se tournait vers le berceau qui renfermait l'espoir de la Maison de France, vers cet enfant né en 1661, qui avait les promesses de l'avenir. Pour son éducation déjà les livres se multipliaient. Or, puisque les fables étaient principalement destinées à l'éducation des enfants, — Quintilien en avait jugé ainsi et depuis la Renaissance Ésope servait surtout pour cet usage, — pourquoi La Fontaine ne les consacrerait-il pas au premier enfant de France?

Y eut-il là un geste spontané ou fut-il suggéré? Les *Fables* furent-elles demandées à La Fontaine pour le Dauphin? Sainte-Beuve le dit ; mais nous n'avons à ce sujet aucune confirmation. Peut-être cette occupation, ou cette destination, lui fut-elle indiquée par celui qui tenait l'office de précepteur du prince depuis 1665, le président de Périgny. La Fontaine nous dit lui-même que ce genre de morale en action répond au système d'éducation du Président : la lecture des *Fables* d'Ésope, écrit-il dans sa dédicace, « répand insensiblement dans une âme les semences de la vertu et lui apprend à se connaître sans qu'elle s'aperçoive de cette étude, et tandis qu'elle croit faire tout autre chose. C'est une adresse dont s'est servi très heureusement celui sur lequel Sa Majesté a jeté les yeux pour vous donner des instructions. »

Avant d'être lecteur du Roi et précepteur du Dauphin, Périgny avait fréquenté chez Fouquet, où La Fontaine avait eu l'occasion de le connaître. C'était un bel esprit, nourri des bonnes lettres, aimant la poésie, à laquelle il s'adonnait à l'occasion, composant même pour les divertissements royaux des ballets que Molière a mis en scène. Son principal titre de gloire, en même temps que d'avoir été précepteur du Dauphin, — tâche où il fut remplacé à sa mort par Bossuet, — est d'avoir collaboré aux *Mémoires* de Louis XIV, Mémoires qui étaient eux aussi destinés à faire l'éducation du Dauphin, par les réflexions qui naissent des événements. « Une vertu, un vice, un ridicule, une faute politique, — écrit Dreyss, l'éditeur des Mémoires, — toutes les intentions bonnes ou mauvaises des hommes et des peuples sont saisies au moment où elles se produisent et mises à nu sous

les yeux de l'enfant. Il en apercevra, avec un peu d'aide, les vraies causes et les conséquences immédiates. » On le voit : c'est, comme le dit La Fontaine, le même procédé d'instructions que les *Fables*, dont la morale découle naturellement du récit.

Un homme, qui avait alors beaucoup d'influence, l'avocat Patru, désapprouva le dessein de mettre en vers les *Fables* d'Ésope : l'ornement de la poésie était, jugeait-il, incompatible avec la brièveté nécessaire à l'apologue. La Fontaine heureusement ne l'écouta pas, pas plus que Boileau ne fit pour *l'Art poétique;* mais il ne laissa pas d'être influencé par lui, du moins au début. Les premières fables sont, en effet, d'une concision un peu sèche, dont il se dégagea d'ailleurs rapidement pour atteindre à la fin du premier livre, avec *le Chêne et le Roseau*, la plénitude de son art. Ces fables connues de tout le monde, il a voulu en effet les égayer, les rendre plaisantes, comme il avait fait pour les contes. Il arrive ainsi à s'élever progressivement jusqu'à oublier son dessein premier. Ses récits étaient d'abord destinés aux enfants : ce qui ressort nettement de sa préface ; il pensait leur mettre entre les mains quelque chose de plus attrayant et partant de plus efficace que ce que Gorgibus conseille à Célie dans *Sganarelle :*

Les Quatrains de Pibrac et les doctes Tablettes
Du conseiller Mathieu...

Mais il faut bien le remarquer : les fables qui sont le plus accessibles aux enfants, celles qu'on leur fait généralement apprendre sont surtout celles du début. Et visiblement La Fontaine a vite dépassé cette conception et s'est plu à des fables d'une portée plus générale, et dont le sujet, le tour et le développement ne conviennent pas à de jeunes esprits. Ira-t-on leur faire apprendre ces vers qui semblent plutôt tirés des *Contes :*

Je ne suis pas de ceux qui disent : « *Ce n'est rien,*
C'est une femme qui se noie. »
Je dis que c'est beaucoup, et ce sexe vaut bien
Que nous le regrettions, puisqu'il fait notre joie.

Certaines fables, surtout parmi les dernières du livre sixième, offrent ainsi des traits satiriques où se retrouve le conteur incorrigible, tout prêt à quitter Ésope pour Boc-

cace. Mais même en ce genre le cadre des *Fables* n'a pas été inutile, et ces récits se distinguent des *Contes* par une forme plus achevée.

Avant de publier ses *Fables*, La Fontaine en donna à lire quelques-unes en manuscrit, et l'accueil qu'elles rencontrèrent fut tel qu'il se décida aussitôt à donner au public ses six premiers livres. Le libraire Denis Thierry hésitait à les publier : craignait-il le peu de succès de ces histoires de bêtes? Il fallut toute l'insistance de Boileau pour le décider. L'intervention de Boileau montre l'estime que le régent du Parnasse avait pour cet ouvrage, malgré son silence tant commenté dans *l'Art poétique* et qui s'explique sans doute par la prudence : en 1674, Boileau, qui s'était vu un moment retirer le privilège de *l'Art poétique* pour avoir attaqué l'Académie, ne se souciait sans doute pas de faire l'éloge de La Fontaine au moment même où celui-ci, bravant la censure, publiait à l'étranger la quatrième partie des *Contes*, qui allait être saisie.

Enfin les *Fables* parurent au printemps de 1668, dans une belle édition in-quarto, ornée de figures de Chauveau : publication digne du jeune prince auquel elle était dédiée.

*
* *

Avec les *Fables*, comme avec les *Contes*, La Fontaine renoue le fil de la plus vieille tradition française, celle de Marie de France, du *Roman de Renart*, des *Ysopets*. On a même fait des rapprochements surprenants avec certain recueil du quatorzième siècle, l'*Ysopet-Avionnet*, où l'on trouve des vers comme ceux-ci :

Tenait en son bec un fourmage

S'enfle si fort que elle crève

Li loups menga trop gloutement.

On ne saurait pourtant supposer que La Fontaine ait connu, qu'il ait consulté ce recueil manuscrit ; et la rencontre, bien qu'étonnante, peut s'expliquer autrement : « Tenait en son bec un fromage » est la traduction littérale du vers de Babrius ; c'est le mouvement naturel de la phrase. Pourquoi d'ailleurs supposer que La Fontaine ait emprunté

ce vers à l'*Ysopet*, plutôt qu'à Guillaume Haudent qu'il a sans doute connu, et qui dit, lui aussi :

Juché, tenant à son bec un fromage.

En effet, si La Fontaine se rattache à la tradition du moyen âge, ce n'est pas directement, c'est toujours, comme pour les *Contes*, par l'intermédiaire de ses vieux auteurs du seizième siècle, d'Haudent, de Corrozet, de Guéroult, avec qui l'on a constaté de fréquents rapprochements dans ses *Fables*.

Nombreux d'ailleurs sont les ouvrages dont il s'est inspiré : Ésope, Phèdre, Babrius, Horace, Tite-Live, la *Mythologie ésopique* de Nevelet, Marot, Rabelais, d'autres encore, jusqu'à des fables orientales. Il ne s'en cache pas ; il se propose seulement de « mettre en vers » des « fables choisies ». Pour tous les grands classiques, l'originalité ne consiste pas dans le sujet, mais dans la manière de le traiter : ces récits, qui ont couru de l'un à l'autre, La Fontaine les reprend, il les fait revivre, il y met son expérience, son sens de la vie, si bien qu'il en fait son œuvre propre, comme les comédies de Molière sont bien de Molière et les tragédies de Racine sont de Racine.

C'est si net, que sa peinture des animaux et de la vie rustique évoque naturellement la campagne française, celle où il a vécu, de Champagne et d'Ile-de-France : Sainte-Beuve l'a dit en une page pleine de charme et de vérité ; M. André Hallays et M. Louis Arnould l'ont montré en des livres délicieux. Sans doute il lui arrive de mettre en scène des animaux qui ne sont pas de nos pays, qui ne figurent que comme types ; — et encore parfois il les francise : le lion furieux qu'il peint dans *le Lion et le Moucheron*, il a pu le voir dans cette ménagerie de Versailles dont il parle dans *Psyché;* ses singes Gilles et Fagotin sont ceux de la Foire. — Mais pour le reste, voyez comme il les dessine d'un trait, tels qu'il les a observés, voyez les petits de l'alouette dans le ciel, « voletants, se culebutants » ; la bique « allant remplir sa traînante mamelle », voyez l'âne lâché dans le pré :

Se vautrant, grattant et frottant,
Gambadant, chantant et broutant.

D'ailleurs, si La Fontaine prétend donner aux enfants des notions sur les bêtes, s'il réussit à animer celles-ci d'une

manière qui fait sentir toute la poésie de la nature, son dessein est avant tout de peindre sous leurs traits les caractères des hommes, et par ce moyen de « former le jugement et les mœurs ». Qu'on ne s'y trompe pas, que l'on ne confonde pas morale et moralités, comme il a été fait trop souvent. La Fontaine ne prétend pas donner des préceptes moraux, indiquer la règle du devoir ; mais avec tous les anciens moralistes, il montre l'homme tel qu'il est, ses défauts et ses vices : sous le couvert des animaux, il nous fait accepter ces vérités sur l'homme, de manière que, devenus clairvoyants sur nous-mêmes et sur les autres, nous puissions assurer notre jugement et nos mœurs. C'est la conception traditionnelle des humanités, destinées à enseigner l'homme à l'homme, et dont Montaigne au siècle précédent a été la plus belle illustration.

Que l'on n'aille pas croire non plus, comme d'autres l'ont imaginé, que La Fontaine a voulu faire une satire de la société de son temps. Il a peint l'homme et non un homme ; l'homme de tous les temps et non une époque ; l'homme permanent, universel, celui dont la recherche a donné à nos classiques la valeur d'un enseignement général et durable. Et c'est ce souci qui fait que ses *Fables* sont toujours vivantes, tout ainsi que celles du Phrygien reprenaient de la vie dans ses récits.

Dans les *Fables* se trouve condensée toute l'expérience des siècles, toute la sagesse populaire qui s'exprime par les proverbes si souvent reproduits par La Fontaine dans ses vers. Et avec quelle bonhomie souriante ! D'étudier l'homme sous le masque des animaux lui a laissé l'usage de son ironie, de sa fantaisie, de son franc parler, lui a gardé toute fraîche sa manière. Mais sous cet air propre, le La Fontaine des *Fables* demeure un pur classique, il est resté le plus vivant, le plus célèbre, le plus populaire des grands classiques.

* * *

L'art des *Fables* est très supérieur à celui des *Contes*. La Fontaine admettait dans ceux-ci une certaine négligence ; de celles-là il veut faire de petits tableaux parfaits. Il n'épargne pour cela ni sa patience, ni ses soins minutieux. C'est « à force de temps » qu'il fabrique ses vers, dit-il dans *le Loup et le Renard*. Il les reprend et les retouche sans cesse,

finissant par les modifier entièrement, comme le montre la première ébauche, que l'on a retrouvée, pour *le Renard, les Mouches et le Hérisson*, comparée à la rédaction définitive. Il allait jusqu'à se préoccuper de l'exacte correction typographique : l'aurait-on cru de ce distrait? « Il s'est glissé, dit-il dans *l'Avertissement* du septième livre, quelques fautes dans l'impression. J'en ai fait un *errata;* mais ce sont de légers remèdes pour un défaut considérable. Si on veut avoir quelque plaisir de la lecture de cet ouvrage, il faut que chacun fasse corriger ces fautes à la main dans son exemplaire, ainsi qu'elles sont marquées pour chaque *errata*, aussi bien pour les deux premières parties que pour les dernières. » Nous voyons par ce texte quel souci il avait de la perfection. Et l'on peut dire qu'il a atteint le but qu'il se proposait.

Cet art, d'ailleurs, échappe à l'analyse, tellement il est souple, varié, renouvelé, fertile. La Fontaine vit tellement avec la nature, il est si imprégné de sa poésie intime que d'un trait de son imagination vive il sait animer ces petits tableaux de la vie champêtre :

Il pleut, le soleil luit, et l'écharpe d'Iris...

L'onde était transparente ainsi qu'aux plus beaux jours.

Voyez-vous cette main qui dans les airs chemine?

et mille autres traits semblables.

En outre, il possède un sens dramatique, vif et dru, le mouvement dans le dialogue, un dénouement rapide, qui font bien des *Fables* ce qu'il a voulu :

Une ample comédie à cent actes divers.

Si la simplicité proche de la nature fait la grande beauté de ces œuvres, il sait y joindre à l'occasion quelque ornement, et aussi l'ironie et le badinage, qui avaient fait le charme des *Contes*. Le tout savamment dosé, habilement mélangé, sans excès, et toujours avec un goût très pur.

Mais la divine aisance de son art ne vient-elle pas surtout du mouvement de ses vers? L'essai heureux de vers irréguliers qu'il avait fait dans *Joconde* et dans *la Fiancée du roi de Garbe* porte ici pleinement ses fruits. Le vers suit la pensée avec un naturel parfait : il semble se modeler sur elle, s'allongeant, se resserrant, soulignant un mot du trait

inattendu d'un petit vers. Les rimes mêlées augmentent le sentiment d'aisance et de liberté, ne brisent pas le mouvement et laissent aux mots tout leur relief. Et la cadence vient parfois ajouter à l'effet par une sorte d'harmonie à l'unisson du récit.

La langue enfin est moins populaire que celle des *Contes;* elle témoigne d'un plus grand souci d'élégance. Elle a gardé pourtant de vieux mots familiers, savoureux, imagés, mais qui se mêlent à un tour noble et fleuri pour faire un curieux style, à la fois populaire et précieux, — ce qui fait parfois d'ailleurs le désarroi des enfants, — style unique, où plus d'un aurait trébuché, et dont il se joue à plaisir sans la moindre faute de goût.

*
* *

Le libraire Denys Thierry n'eut pas à regretter d'avoir écouté Boileau : l'ouvrage à peine paru fut enlevé, il dut le réimprimer aussitôt et en faire une nouvelle édition l'année suivante. Le succès en effet fut éclatant et ne devait jamais se démentir. Les *Fables* sont restées, à juste titre, le principal titre de gloire de La Fontaine. Est-il besoin d'y insister? Leur fortune a dépassé le domaine littéraire ; elles ont pénétré profondément dans l'esprit des Français, elles l'ont pétri, c'est le réservoir de notre sagesse, le plus sûr recours contre les nuées, depuis deux siècles et demi qu'elles servent, comme La Fontaine le souhaitait, à former le jugement et les mœurs.

Pourtant, au milieu du concert de louanges, quelques restrictions se sont fait entendre à travers les siècles, concernant le sujet, la morale, la prosodie. Voltaire, qui boudait parfois à son plaisir, mais qui, poussé, était bien obligé de reconnaître le mérite éclatant de La Fontaine, nous assure que Louis XIV « ne goûtait pas assez le genre dans lequel ce conteur charmant excella. Il traitait les *Fables* de La Fontaine comme les tableaux de Téniers, dont il ne voulait voir aucun dans ses appartements ». Sans doute le genre des *Fables* s'accordait peu avec le goût noble du Grand Roi. Une chose pourtant fait douter de l'exactitude du jugement attribué à Louis XIV. Lorsqu'on voulut décorer le Labyrinthe de Versailles, décoration qui fut terminée en 1673, on choisit comme motifs les *Fables d'Ésope :* autour d'une statue du fabuliste grec, où Legros avait spi-

rituellement rendu le personnage peint dans *la Vie d'Ésope*, trente-neuf plombs, exécutés sous les ordres de Le Brun par les meilleurs artistes, représentaient des scènes d'animaux. « On aime à penser, dit M. de Nolhac, que le succès des *Fables* de La Fontaine, dont les six premiers livres ont paru en 1668, n'est pas étranger à l'idée qu'ils réalisent. » Il y a tout lieu de le croire en effet : c'est bien La Fontaine qui avait popularisé le sujet des *Fables;* et si les créateurs du Labyrinthe ont parfois choisi des sujets qu'il n'avait pas traités, pour d'autres ils se sont si bien inspirés de La Fontaine que parmi ces *Fables d'Ésope* il en est une qui n'a jamais été traitée par Esope ni par aucun fabuliste grec ou latin, et qui est propre à La Fontaine, *le Dragon à plusieurs têtes et le dragon à plusieurs queues* (1). Si donc Louis XIV qui surveillait avec tant de soin la décoration de ses jardins, n'hésitant pas à la faire refaire quand elle ne lui plaisait pas, quand elle ne lui semblait pas d'un goût assez sûr, a laissé créer le Labyrinthe, s'il n'a pas rejeté comme des magots — suivant le terme qu'il appliquait aux sujets de Téniers — les motifs de sculpture inspirés par les *Fables* de La Fontaine, on peut croire qu'il n'avait pas pour celles-ci tout le dédain que Voltaire lui attribue. L'accueil aimable fait au poète quand il lui porta la seconde série des *Fables*, le fait exceptionnel qu'il permit que l'on s'écartât du protocole habituel des privilèges en déclarant que « la jeunesse en avait reçu beaucoup de fruit en son instruction », montrent que le Roi, s'il condamnait les contes licencieux, savait apprécier l'auteur des *Fables*.

Les principales réserves sont venues de Rousseau et de Lamartine, et visent principalement l'usage qu'on peut faire des *Fables* dans l'éducation. Rousseau a déclaré que les

(1) L'éditeur de La Fontaine dans la collection des *Grands Écrivains de la France* écrit que le second dragon « n'a qu'une tête et qu'une queue » dans le groupe du Labyrinthe ainsi que dans le quatrain composé par Benserade pour être gravé sous ce plomb. Or si nous nous reportons aux quatrains de Benserade, nous constatons qu'il n'est pas question de queue pour le second dragon ; et si nous regardons les gravures de la description du Labyrinthe, nous voyons qu'il avait bien plusieurs queues, ce que confirme d'ailleurs la notice placée en tête de la description. Je note ceci non pas pour déprécier l'excellente édition d'Ad. Régnier, mais pour répondre d'avance aux objections qui pourraient être fondées sur la prétendue différence des dragons. D'ailleurs, les quatrains de Benserade s'inspirent, d'une manière évidente et jusque dans les termes, des Fables de La Fontaine.

enfants ne les entendaient pas et que « quand ils les entendraient ce serait encore pis ; car la morale en est tellement mêlée et disproportionnée à leur âge qu'elle les porterait plus au vice qu'à la vertu ». Lamartine a été encore plus sévère : « Ces vers boiteux, disloqués, inégaux, sans symétrie ni dans l'oreille ni sur la page, me rebutaient. D'ailleurs ces histoires d'animaux qui parlent, qui se font des leçons, qui se moquent les uns des autres, qui sont égoïstes, railleurs, avares, sans pitié, sans amitié, plus méchants que nous, me soulevaient le cœur. »

Il y a, on le voit, à la base de ces jugements, la confusion que nous avons signalée entre la moralité des *Fables* et la morale impérative : La Fontaine peint les hommes comme ils sont, et non comme ils devraient être. Qu'au surplus la morale et la poésie des *Fables* ne soient pas toujours entendues des enfants, c'est fort possible : le fabuliste s'est souvent élevé au-dessus de leur portée. Mais quand dans l'âge mûr on retrouve dans sa mémoire, quand on se met à relire les *Fables*, comme on en apprécie d'autant plus la beauté et la vérité !

Enfin de nos jours on a répété une boutade échappée à Jules Lemaître, professeur au Havre, un jour qu'un de ses élèves nommait La Fontaine comme l'écrivain français qu'il préférait : « La Fontaine, oui, c'est un grand poète. Mais pourquoi a-t-il fait des *Fables?* » Ce reproche des histoires d'animaux, des petits récits pour les enfants, est un peu le préjugé des lettrés. Sans doute La Fontaine aurait pu exercer ses dons poétiques en un autre genre, peut-être plus grand : il l'a montré dans *Adonis* et dans *Psyché*. Mais pourquoi vouloir refaire à plaisir l'histoire? Les *Fables* sont l'expression même du génie de La Fontaine : ces réserves disparaissent d'elles-mêmes quand on se met à les relire ; et l'on dit comme Sainte-Beuve commentant le jugement de Joubert : « C'est quand on a lu ainsi dans une journée cette quantité choisie des meilleures *Fables* de La Fontaine qu'on sent pour lui une admiration renouvelée et rafraîchie, et qu'on se prend à dire avec un critique éminent : « Il y a dans La Fontaine une plénitude de poésie qu'on ne trouve nulle part dans les autres auteurs français. »

JEAN LONGNON.

La Conférence de la paix

(1919)

L'historique complet de la Conférence de la paix est chose impossible à écrire. Même lorsque auront été publiés tous les documents et mémoires, et collationnés les comptes rendus contemporains, des trous que personne ne saurait combler subsisteront encore. Il sera tout particulièrement impossible de rendre l'atmosphère de Paris pendant les premiers six mois de 1919 ; et cependant, sans cette atmosphère, une grande partie des paroles et des actes des principaux acteurs de cette tragi-comédie historique demeureront à jamais incompréhensibles. Mon intention n'est donc pas d'ajouter à tant d'autres un récit incomplet et partial de la Conférence, mais de raconter avec autant de fidélité que me le permettra ma mémoire les impressions que j'en reçus depuis la première heure jusqu'au moment où furent présentées les conditions de paix aux délégués allemands...

*
* *

Tandis que le président Wilson voguait vers l'Europe sur le *George Washington* — il débarqua à Brest le 13 décembre — le colonel House me demanda combien de temps je croyais que durerait la Conférence et si j'avais réfléchi à ce que serait sa procédure. J'esquissai un plan d'après lequel il

me semblait qu'elle dût être terminée et la paix signée vers la mi-avril au plus tard. Il fut, en principe, de mon avis, mais suggéra plusieurs amendements d'après lesquels la Conférence devrait avoir terminé ses travaux pour la fin mars. Le grand mérite de ce plan était la simplicité, et son plus grand défaut celui de ne tenir aucun compte des ambitions personnelles ni des petites vanités des hommes d'État. Il envisageait la suppression, dès le début de la Conférence, de toute rhétorique. Il préconisait, comme premier point du programme, l'assentiment à la création d'une Société des Nations. Cet assentiment acquis, le plan proposait de former aussitôt le noyau de la Société des Nations des corps interalliés développés au cours de la guerre, tels que le Conseil des transports maritimes, le Conseil exécutif des céréales et autres organismes composés d'hommes ayant déjà acquis l'habitude de travailler internationalement dans un but commun, et de leur associer quelques conseillers politiques et juristes internationaux réputés. Au jugement impartial de ce corps ainsi constitué, on soumettrait toutes les questions n'exigeant pas une solution immédiate. Il me paraissait essentiel qu'une ligue des nations ne fût point créée de toutes pièces, que la Conférence de la paix plantât un gland et ne prétendît point d'emblée ériger un chêne ; que le pacte de cette Société ne soit pas à l'avance élaboré par des théoriciens, mais prenne de l'envergure au fur et à mesure de l'expérience acquise. Le plan prévoyait aussi la désignation immédiate de comités d'experts pour les questions principales de la paix, ces comités devant faire à des dates fixées d'avance leurs rapports aux chefs des gouvernements alliés et associés et en rédiger les points essentiels sous forme d'articles à un traité de paix. Les chefs de gouvernement ne prendraient aucune part au travail de ces comités d'experts. Ils siégeraient en qualité de tribunal suprême pour décider des points en litige, et les régler selon les conditions de l'armistice et les buts de guerre alliés déclarés. Ceci fait, le traité serait communiqué aux gouvernements ennemis et signé, le règlement des questions restées en suspens étant réservé, après examen par l'embryonnaire Société des Nations, pour être mis en annexe au traité principal.

Le colonel House me demanda, en outre, d'esquisser des solutions désirables au problème de paix les plus urgentes ;

j'eus ainsi l'occasion de constater que ses vues se rapprochaient sensiblement des miennes. Mais nous ne tardâmes pas à découvrir que nous avions compté sans nos hôtes. L'un des premiers gestes du président Wilson fut de retirer les représentants américains du Conseil interallié des transports maritimes, ainsi que des autres organismes où ils avaient accompli d'excellente besogne. Il ne voulut pas entendre parler du maintien de ces corps comme noyau actif d'une Société des Nations. En outre les gouvernements alliés, une fois terminée la guerre proprement dite, parurent perdre tout sens de la valeur du temps. Ils jugèrent plus important de célébrer la victoire que de la rendre permanente en formulant sans retard une paix juste et solide...

La première réunion officielle, le 18 janvier, se passa bien ; le président Wilson, Mr Lloyd George, M. Clemenceau insistèrent tous trois sur la nécessité de mener rondement les choses. La Société des Nations fut, unanimement et sans discussion, placée en tête de liste du programme de la réunion suivante. Mr Lloyd George résuma en quelques mots la situation : « Nous sommes devenus amis pendant la guerre, il nous faut à présent travailler comme des frères. La Société des Nations est dès à présent en vous-mêmes, elle doit être dans nos cœurs. Travaillons vite et bien. » Les réunions non officielles qui avaient précédé l'inauguration avaient jusqu'à un certain point déblayé le terrain et tout faisait espérer que Wilson, Lloyd George et Clemenceau travailleraient de concert. Mais la maladie subite du colonel House fut un réel malheur, qui tourna au désastre. Une grave attaque de grippe le mit hors d'état de travailler pendant cette critique période de formation ; son influence bienfaisante fit ainsi défaut à l'heure où elle était le plus nécessaire et les choses étaient allées trop loin pour qu'il pût les redresser lorsqu'il fut en état de reprendre son activité.

Outre l'organisation même de la Conférence, afin qu'elle puisse marcher « vite et bien », les principaux problèmes qui se posèrent en janvier furent la publicité à donner à ses délibérations et la valeur des traités secrets conclus pendant la guerre entre Alliés européens. Le colonel House avait sur ces questions des opinions très arrêtées. Il désirait que la Conférence fût organisée de manière efficace, que la

plus grande publicité fût donnée à tout ce qui s'y passerait, car il n'aimait point les traités secrets et savait que le président Wilson tenait leur sort entre ses mains. Celui-ci était pénétré de bonne volonté et ne montra pas, au début, de dispositions à s'ériger en dictateur. Mais il ne connaissait pas, comme le colonel House, les hommes d'État européens et leurs méthodes ; il n'avait pas eu, comme lui, l'avantage de se trouver pendant plusieurs années en contact direct avec eux et de se rendre compte de l'enchevêtrement des engagements plus ou moins secrets en lequel ceux-ci se trouvaient pris. Il se trouva donc sensiblement handicapé lorsqu'il eut à conférer personnellement avec des hommes tels que Clemenceau, Lloyd George, Orlando et Sonnino. Sa force résidait en ce que ses idées et ses principes avaient remué l'opinion publique de nombre de pays européens, mais il en ignorait trop les ressorts pour être en mesure de la manier d'un doigté sûr. En outre, il ne s'est jamais rendu compte qu'il devait sa popularité et son prestige en Europe beaucoup moins au fait qu'il était président des États-Unis, donc potentiellement l'homme le plus puissant de la Conférence, qu'à la circonstance qu'il avait, mieux et plus complètement que n'importe quel autre chef européen, exprimé les aspirations des peuples alliés...

Wilson était fermement imbu de l'idée salutaire que la place des chefs de gouvernement n'était pas sur la ligne de combat, mais qu'ils devaient faire fonctions d'état-major général de la Conférence et de cour suprême pour trancher les différends. Mais il perdit prise le jour où il consentit à assister aux réunions quotidiennes au Conseil des Dix au quai d'Orsay, réunions où lui comme les autres principaux délégués alliés commirent mainte lourde faute. Le bruit de leurs erreurs ne tarda pas à se répandre : bien plus, les différentes députations qu'ils examinèrent collectivement furent témoins de l'ignorance du Conseil. Si ces députations avaient d'abord été entendues par des comités d'experts dont les rapports eussent pu servir de points de repère, on eût évité ces écueils ; mais les « grands hommes » s'étant engagés dès le départ dans le tohu-bohu des discussions, il n'y avait plus de « réserve » pour décider des points en litige, et ceux qui eussent dû être juges en dernier ressort usèrent leurs forces et leur influence à se chamailler sur des détails.

La première gaffe vraiment sérieuse fut commise le 22 janvier par Mr Lloyd George, qui proposa soudain que des délégués bolchevistes fussent invités à venir à Paris. Dix jours auparavant, une suggestion analogue avait été faite par un écrivain juif dans le *Manchester Guardian*. L'idée était que les bolchevistes et les peuples frontières russes, qu'ils s'efforçaient de détruire, devaient cesser de combattre et se rencontrer à Paris à côté de la Conférence de la paix ; mais cette idée n'eût eu pour effet pratique que d'accréditer le bolchevisme et de stimuler son développement en Europe centrale. Les Français furent stupéfaits d'une pareille proposition. Le président des États-Unis lui-même ne paraît pas avoir favorisé l'idée de faire venir les bolchevistes à Paris, quoiqu'il eût sanctionné celle d'envoyer des délégués de la Conférence pour les rencontrer à Prinkipo, dans la mer de Marmara. Ce compromis même ne rencontra que peu de faveur auprès de la Conférence, surtout lorsque les bolchevistes répondirent en offrant aux Alliés des concessions économiques et commerciales en échange de leur reconnaissance. Les Américains sentirent confusément que cette proposition de Prinkipo était une erreur tout aussi lourde que celle qu'avait commise leur président lorsqu'en novembre 1918, il avait fait appel à un vote en faveur de son administration à la veille des élections du Congrès américain, au lieu d'en appeler, en sa qualité de chef de tout le peuple américain, à l'électorat d'un point de vue indépendant de tout parti. Il n'eût probablement pas fait cette faute s'il avait eu le colonel House auprès de lui, pas plus qu'il n'eût lancé l'idée de Prinkipo si House avait été en état de le conseiller. De fait, je trouvai « le colonel » sérieusement inquiet de la tendance manifestée par le président de traiter lui-même des questions qu'il ne comprenait qu'imparfaitement, immobilisant ainsi toute la Conférence par son refus de laisser faire les travaux par d'autres. La proposition de Prinkipo finit par tomber. Les bolchevistes ne voulurent pas cesser de combattre et les divers gouvernements établis sur les confins de la Russie refusèrent de « s'asseoir à la même table que des bandits et des assassins ».

Le mécontentement allait croissant au fur et à mesure que s'accentuaient les tendances des « gros bonnets » à

trancher les questions importantes sans consulter les Alliés de moindre envergure. Il s'accrut encore lorsqu'à la deuxième réunion plénière Clemenceau malmena les petites puissances et les invita, en somme, à s'occuper de ce qui les regardait, déclarant que la Conférence était uniquement l'affaire des grandes puissances à laquelle les petites étaient gracieusement invitées, et que n'était le désir des grandes puissances de fonder une Société des Nations, il nétait pas du tout certain que les petites y eussent été conviées, trop de cuisiniers ne contribuant pas seulement à gâter la sauce, mais encore à en prolonger fâcheusement la cuisson. Clemenceau se garda d'expliquer, même lorsque M. Hymans, ministre belge des Affaires étrangères, le pria courageusement de le faire, comment ce point de vue s'accordait avec les constantes déclarations des hommes d'État alliés, que le but de la guerre était d'affirmer les droits des petites nations.

Ce désagréable incident ne fut pas le seul de cette séance, qui révéla publiquement pour la première fois des rivalités entre les « grands hommes ». Après que le président Wilson eut, dans un excellent discours, proposé que la Société des Nations fût créée comme une partie intégrale de la paix, Mr Lloyd George s'efforça de l'emporter sur lui en rappelant de façon détournée que le président s'était jusqu'à présent abstenu de visiter les régions dévastées de la France, malgré le désir répété qui lui en avait été marqué...

Le président Wilson devenait très certainement nerveux. Les critiques peu amènes venues d'Amérique sur sa façon de diriger la Conférence, et sa tendance à en exclure les sénateurs républicains et d'autres hommes politiques saillants n'appartenant pas au parti démocrate, commençaient à produire leur effet. Le colonel House, de son côté, était troublé. Le déclin du prestige du président et de Lloyd George à la suite de la proposition de Prinkipo et de l'impossibilité où ils s'étaient vus à refréner la langue acerbe de Clemenceau lorsqu'il malmena les petites nations, le rendait fort inquiet. Je lui dis que j'avais été submergé depuis cette séance par les délégués des petites puissances venant « pleurer dans mon gilet » à propos de la dureté de Clemenceau, Venizelos en tête de la procession, suivi des Roumains, des Belges, des Tchéco-Slovaques, des Polonais et des Serbes. Je leur avais conseillé de ne pas se défendre au petit bonheur en insistant, chacun pour sa part, sur les droits spé-

ciaux et les revendications de leur pays, mais d'agir de concert et de désigner un porte-parole — Venizelos de préférence — pour affirmer les principes énoncés par les grandes puissances elles-mêmes, tout en restant très raisonnables dans l'ensemble de leurs revendications pratiques. Tous avaient paru disposés à suivre ce conseil, malgré les craintes que Clemenceau ne se vengeât d'eux, s'ils s'exposaient à son courroux, en les mettant à l'amende territorialement ou économiquement.

Le colonel House me répondit que non seulement il partageait cet avis, mais qu'il ferait son possible pour améliorer la situation, ajoutant : « Il faut avant tout éloigner le président de la première ligne et mettre fin à ce système de mise à l'écart des petites puissances. » Il dit qu'il inviterait leurs représentants à le venir voir un à un et les consulterait tant sur les questions générales que sur leurs intérêts particuliers. Il ne fallait plus que les grandes puissances fussent en mesure d'imposer à la Conférence des décisions soudaines et arbitraires. Il me demanda de veiller aux petites puissances, de l'informer dès que j'apercevrais, chez l'une d'elles, le moindre signe de mécontentement et de prendre rendez-vous aussitôt avec lui pour les plaignants.

Grâce surtout au « colonel », les petites puissances reconquirent leur position et obtinrent d'être représentées aux différentes commissions que l'on désignait ; M. Jules Cambon, ancien ambassadeur de France à Berlin, sut les manier avec tant de tact qu'elles consentirent à passer l'éponge sur le discours de Clemenceau...

*
* *

La première question territoriale vraiment sérieuse — en Europe — vint devant le Conseil des Dix à la fin janvier. Elle touchait les revendications opposées de la Roumanie et de la Serbie sur le Banat, région comprenant trois provinces de la Hongrie situées entre les fleuves Maros, Theiss et le Danube et habitée principalement par des Roumains à l'est, des Allemands ou Souabes et des Magyars au centre, et des Serbes à l'ouest.

Invoquant le traité secret conclu en 1916, entre la Roumanie et les Alliés occidentaux, le premier ministre roumain, Bratiano, réclamait le Banat tout entier. Le président

Wilson lui demanda si les revendications roumaines s'étendaient jusqu'à Belgrade, capitale de la Serbie ; Bratiano répondit par l'affirmative. Vesnitch, ministre de Serbie à Paris, répondit que la Serbie ne saurait reconnaître le traité secret entre les Alliés et la Roumanie, vu qu'elle n'avait pas été consultée. Trumbitch, de son côté, en sa qualité de ministre des Affaires étrangères du nouvel État serbe, croate, slovène ou Yougo-Slavie, déclara que, pour son pays, le traité secret avec la Roumanie était nul et sans valeur. S'appuyant sur le principe de nationalité, il insista pour que la partie orientale du Banat fût donnée à la Roumanie, la partie occidentale à la Serbie et, malgré que les Allemands et les habitants magyars du centre fussent peuples ennemis, il demanda qu'ils fussent traités avec équité et consultés sur leur propre avenir.

Balfour, Clemenceau, Lloyd George et Wilson approuvèrent tous cette proposition. Les Italiens — Orlando et Sonnino — en furent irrités parce qu'ils avaient promis leur appui à la Roumanie à condition qu'elle soutînt le traité secret de Londres entre l'Italie, la Grande-Bretagne, la France et la Russie. Clemenceau demanda à Bratiano si son pays consentirait à ce que les habitants allemands et magyars du Banat fussent consultés, à quoi Bratiano se refusa avec véhémence. Trumbitch présenta alors sa proposition officiellement et indiqua qu'elle formerait la base de toute l'attitude yougo-slave — c'est-à-dire que les principes de nationalité et du droit des peuples intéressés d'être consultés seraient invoqués également par la Yougo-Slavie par rapport au traité de Londres. Il fut, à la fin de la séance, chaleureusement félicité par Balfour, Clemenceau et Wilson ; Sonnino se tint à l'écart.

J'écrivis à Northcliffe, dans la soirée du 1er février :

La question du traité de Londres paraît devoir très prochainement venir sur le tapis ; Wilson voudra très certainement la régler avant de repartir pour les États-Unis. S'il y parvient sur la base des principes de Trumbitch, il pourra affirmer :

1° Que la Société des Nations est en bonne voie de formation ;

2° Que le principe des mandats a été adopté en ce qui concerne les colonies allemandes et l'Asie Mineure ;

3° Que les traités secrets sont coulés.

Mais si le traité de Londres n'est pas anéanti, ses adversaires

pourront lui reprocher de s'être dérobé devant le pire obstacle de tous. Il devrait donc se produire sous peu des développements intéressants.

Les « développements intéressants » ne tardèrent pas. Le 2 février, comme je me trouvais alité par suite d'un refroidissement, le major Bonsall, l'un des adjoints du colonel House, vint me porter un message important. Le président Wilson, dit-il, était très préoccupé du refus des Tchéco-Slovaques de signer l'accord provisoire avec les Polonais pour Teschen et la Silésie, qu'avaient rédigé les commissaires désignés par la Conférence pour se rendre à Varsovie. Il me pria de persuader les Tchèques de signer sans retard, sans attendre que l'accord leur fût imposé par la Conférence. Bonsall ajouta que le président désirait aussi que le différend entre Italiens et Yougo-Slaves fût réglé dans la semaine. Il me demanda donc d'arracher aux Yougo-Slaves leurs ultimes conditions, afin que, si elles étaient justes, le président pût insister pour que les Italiens les acceptent.

Ni l'une ni l'autre de ces tâches ne paraissait aisée. Bénès vint fort heureusement dès le reçu de mon message téléphonique, et, après quelque discussion, accepta de signer l'accord provisoire pour la Silésie et d'écrire officiellement à Clemenceau, président de la Conférence, à cet effet. Je n'ai jamais vu Bénès manquer une occasion, par une insistance pédantesque sur des points secondaires, lorsqu'il y avait quelque chose de plus essentiel à gagner ou à conserver en prenant le point de vue rationnel.

Trumbitch, qui vint me voir dans la soirée, était moins coulant. Sa position était d'ailleurs plus difficile que celle de Bénès, qui pouvait toujours compter sur l'appui de Masaryk pour toute mesure raisonnable, tandis que Trumbitch était certain que le premier ministre serbe, Pachitch, saisirait toutes les occasions de lui mettre des bâtons dans les roues, et que les vues irréductibles de certains Slovènes et Croates hérisseraient son chemin d'épines. Nous ressassâmes, Trumbitch et moi, tous les vieux arguments jusque longtemps après minuit, et, malgré mon amicale insistance, il refusa de se lier par des conditions précises en vue d'un accommodement avec l'Italie. Enfin, je lui fis valoir en dernier ressort que si les Slaves du Sud ne se ralliaient pas d'ici une semaine, ils perdraient vraisemblablement l'appui

de Wilson et resteraient livrés à la merci de l'Italie, à laquelle l'Angleterre et la France se trouvaient liées par un traité secret. Je promis de lui obtenir soit une entrevue personnelle avec Wilson, soit une audience spéciale du Conseil des Dix s'il consentait à formuler une proposition acceptable.

Trumbitch, cependant, demeurait hésitant. Mais le lendemain matin Smodlaka, son ami et collègue à la délégation, vint me trouver après avoir conféré avec Trumbitch, apportant une carte sur laquelle étaient tracées six différentes lignes de règlement possible, dont une ligne slave du sud extrême à l'ouest et une extrême ligne italienne à l'est. Ce qui, selon lui, serait acceptable était un tracé entre les deux lignes du centre les plus modérées, lesquelles laissaient comme territoire à débattre le centre de la péninsule de l'Istrie, la portion à l'est devant aller à la Yougo-Slavie et la côte, de Pola à Trieste, à l'Italie. Seton-Watson releva toutes ces lignes pour les reporter sur une carte officielle qu'il remit de ma part au colonel House et à l'expert américain, le major Douglas Johnson. Les Américains furent enchantés et proposèrent de remettre immédiatement la carte au président Wilson qui devait voir sous peu le premier ministre italien. Arthur Hugh Frazier, le diplomate américain bien connu, qui travaillait en qualité d'aide de camp diplomatique auprès du colonel House, vint me faire part de cette intention, mais je suggérai qu'il serait préférable que le président vît Trumbitch avant Orlando. Frazier prit donc les dispositions nécessaires pour que Trumbitch fût reçu une heure avant l'Italien.

Dès son arrivée, Wilson lui montra la carte et lui demanda de préciser quel partage de la région contestée il serait disposé à accepter. Trumbitch répondit que si grande était la confiance des Slaves du Sud en l'équité de Wilson qu'il était prêt à soumettre toute la question à son arbitrage et à accepter telle répartition qu'il établirait.

Wilson objecta qu'il ne pouvait agir en arbitre que sur la requête des deux parties en cause, et recommanda à Trumbitch d'adresser une demande officielle à Clemenceau, comme président de la Conférence, pour que le règlement de la question fût confié au président des États-Unis. Trumbitch y consentit et m'apporta dans le courant de la journée ses projets de lettres à Clemenceau et à Wilson.

Wilson, pendant ce temps, recevait Orlando auquel il

montrait aussi la carte. Mis au courant de la suggestion yougo-slave de soumettre le différend à l'arbitrage américain, Orlando l'accepta en principe, tout en disant qu'il lui fallait consulter son cabinet avant de l'accepter officiellement ; mais il donna nettement à entendre au président que la décision italienne serait vraisemblablement favorable. Je mis néanmoins Frazier et le colonel House en garde contre l'éventualité que les engagements personnels d'Orlando pussent différer sensiblement de la politique effective du gouvernement italien. De fait, lorsque les lettres officielles adressées par Trumbitch à Clemenceau et à Wilson parvinrent, le 11 février, au Conseil des Dix, les Italiens furent ou prétendirent être profondément bouleversés. Clemenceau remit alors la discussion à plus tard. Après la séance, Orlando dit à Frazier que, quoique la proposition des Slaves du Sud l'embarrassât fort, il ne trouvait pas de raison valable de la refuser, et demanda tranquillement à Frazier de lui en suggérer une. Celui-ci lui répondit qu'il y avait au contraire toutes les raisons pour que les Italiens l'acceptent, étant donné surtout que l'arbitrage proposé n'affectait que la partie des territoires sur laquelle les Yougo-Slaves contestaient les revendications italiennes et non pas sur la totalité des territoires réclamés par l'Italie.

Le lendemain matin, 12 février, Orlando se rendit à nouveau auprès de Wilson, pleura et se lamenta, disant que les Slaves du Sud l'avaient pris à la gorge, mais promit finalement de donner une réponse aussitôt qu'il aurait pu consulter le roi et ses collègues à Rome le 14, le jour même où Wilson devait quitter Paris pour les États-Unis. En plein Océan, cependant, le président reçut par sans-fil la nouvelle que le cabinet italien avait repoussé son arbitrage, Sonnino ayant apparemment déclaré qu'il démissionnerait plutôt que de l'accepter. C'est ainsi que les Italiens manquèrent une occasion non seulement de s'assurer le bon vouloir des États-Unis, mais de donner un exemple qui eût créé un précédent pour le traitement d'autres contestations territoriales. L'illogisme d'Orlando appuyant chaleureusement le pacte de la Société des Nations, et le principe d'arbitrage tout en refusant de soumettre à l'arbitrage une question d'intérêt capital pour l'Italie, était bien caractéristique de l'homme.

*
* *

On a tant écrit sur l'élaboration du pacte de la Société des Nations qu'il est superflu d'en faire un récit détaillé. Le président Wilson était désireux que toutes les clauses en fussent complétées avant son retour momentané aux États-Unis. Il désirait également, et le colonel House partageait son avis, que la discussion du pacte ne vînt pas retarder indéfiniment l'élaboration du traité de paix proprement dit. C'est pourquoi la Commission pour la Société des Nations se réunit journellement, ou plutôt nuitamment, du 3 février au 14 mars, dans le grand salon qu'occupait le colonel House à l'hôtel Crillon pour en rédiger les clauses, afin de ne pas empiéter sur le temps du Conseil des Dix. House était le principal *impresario* de ces réunions. Le président Wilson présidait à une longue table avec Orlando à sa droite, le « colonel » à sa gauche, ayant à ses côtés les représentants britanniques, lord Robert Cecil et le général Smuts. MM. Léon Bourgeois et Larnaude représentaient la France, le baron Makino et le vicomte Chinda, le Japon, et M. Venizelos, qui s'était montré l'un des rares hommes de réelle valeur à la Conférence de la paix, représentait la Grèce, voire même plus que la Grèce.

L'accroc le plus sérieux se produisit le 11 février, dû au refus catégorique de Wilson d'accepter la demande française de création d'une force internationale qui opérerait sous le contrôle direct de la Société des Nations. M. Bourgeois fit valoir le point de vue français avec beaucoup d'éloquence et de force. Wilson affirmait que la Constitution des États-Unis ne saurait permettre qu'une pareille limitation fût apportée à sa souveraineté, et lord Robert Cecil adopta un point de vue similaire à l'égard de l'Empire britannique. Les Français tinrent bon et refusèrent d'abandonner leur proposition qui seule, à leurs yeux, pouvait empêcher que le pacte de la Société des Nations devînt autre chose qu'un traité philosophique dépourvu de toute autorité pratique. La séance fut levée vers minuit ce 11 février, laissant la situation assez tendue...

Je revins à Paris le 24 février en compagnie de lord Robert Cecil, qui était vivement désireux de hâter les dispositions

propres à inclure les États neutres dans la Société des Nations. Le colonel House faisait aussi tout ce qu'il pouvait, en l'absence de Wilson, pour rattraper le temps perdu et mettre la Conférence sur un pied pratique. Sa tâche se trouvait facilitée par l'absence simultanée de Mr Lloyd George dont les méthodes quelque peu fantasques avaient contribué, tout autant que les idées préconçues du président Wilson, à entraver un travail efficace et rapide. Une étroite et agissante sympathie existait entre Mr Balfour, chef effectif de la délégation britannique, et le colonel House. Tous deux, à l'encontre de Mr Wilson, souhaitaient la mise en œuvre immédiate de la Société des Nations sous une forme même embryonnaire, à laquelle on eût confié une partie de la besogne dont ne pouvait se charger la Conférence elle-même. Il est assez curieux que les Français fussent disposés à partager les vues du président des États-Unis sur ce que la Société des Nations ne devrait être ni constituée ni mise en train avant que le pacte n'en ait été signé et ratifié. C'était, à dire vrai, un problème posé entre réalistes et formalistes, entre les hommes vivants et les pédants. Ayant sollicité et obtenu le 25 janvier la décision que la Société des Nations formerait partie intégrale du traité de paix, Wilson tenait avant toutes choses à subordonner la conclusion d'une paix, même préliminaire, à l'élaboration d'un pacte complet de Ligue des Nations ; tandis que le colonel House, doué d'un sens pratique bien plus éclairé que Wilson, désirait conclure le plus rapidement possible les points principaux d'une paix générale, établir sous une forme quelconque une Société des Nations agissante, et lui permettre ainsi de coopérer à la paix finale.

Le colonel House était un homme pratique entre tous ; Wilson ne comprit jamais ce dicton français, « le mieux est l'ennemi du bien », et, à toujours rechercher la perfection théorique, il passait fréquemment à côté de ce qui eût été pratiquement accessible. Pendant son absence aux États-Unis, le colonel House travailla héroïquement pour établir la Conférence sur les bases où elle aurait dû être dès ses débuts, et il obtint de tels résultats que, lorsque le président Wilson revint à Paris le 13 mars, un peu d'énergie et de sens commun eussent suffi à assurer vers la mi-avril la conclusion du traité de paix dans ses traits essentiels.

Cependant Wilson avait, dans l'intervalle, compromis

par son action aux États-Unis toute chance de paix rapide. Au lieu de se conformer aux conseils de House en mettant dans sa confidence les principaux sénateurs républicains, en leur expliquant les choses avec tact et s'efforçant de gagner, sinon leur appui, du moins leur bienveillante neutralité, le président les avait fort irrités contre lui, de sorte qu'entre eux et lui ce devint une lutte à qui serait le plus fort et que la question de la Société des Nations tomba au niveau d'un conflit de partis américains. Les chances d'un accord sur ce point furent, à la vérité, compromises par le discours prononcé par Wilson au Métropolitain Opera House de New-York le 4 mars 1919, en lequel il dit, juste avant de se rembarquer pour la France :

> Lorsque ce traité reviendra de ce côté (de l'Atlantique), on y trouvera non seulement le pacte incorporé, mais tant de fils du traité rattachés à ce pacte, que l'on ne saurait rien retrancher de l'un ou de l'autre sans en atteindre la structure vitale.

Évidemment, le président ne s'imaginait pas que le Sénat américain oserait jamais rejeter le traité de paix. Mais en jouant la « politique » américaine contre un enjeu de suprême importance, il condamnait de fait la Conférence de la paix à de longs mois de controverses inutiles.

Le colonel House espérait vivement que lorsqu'il se rendrait le 13 mars au-devant du président à Brest, l'œuvre accomplie recevrait entière approbation et que les affaires pourraient se succéder et se conclure avec rapidité. Mais dès sa rencontre avec Wilson, il fut cruellement déçu. Il le trouva bien décidé à insérer le pacte tout entier dans le texte du traité avant la conclusion d'une paix quelle qu'elle soit, ainsi qu'à assurer l'adoption de tous les amendements au pacte avant de décider d'autres questions bien plus urgentes. L'affection du colonel House pour le président l'inclina à lui céder sur ce point et à donner, quoique à contre-cœur, son assentiment à l'annihilation de tout le travail accompli pendant l'absence de celui-ci...

Quoi qu'il fît tout pour réagir, pour activer le plus possible les choses et pour collaborer loyalement avec le président, une fois son parti pris de subordonner son jugement meilleur aux nécessités politiques de Wilson, il ne restait plus guère d'espoir de mener les choses à une fin rapide et satisfaisante.

On a maintes fois avancé que l'erreur capitale commise par Wilson fut de venir en Europe. Pour bien des raisons il eût certainement mieux valu qu'il restât à Washington et plaçât le colonel House à la tête d'une délégation américaine dans laquelle eussent été représentés les deux principaux partis politiques en Amérique. Le colonel House connaissait bien l'Europe, le président Wilson fort peu. House avait donné des preuves de son habileté à traiter successivement avec des hommes d'État européens de tous pays ; Wilson était, par tempérament, inapte à tous rapports personnels avec eux. House, quoique démocrate, possédait la confiance de nombre de chefs républicains qui éprouvaient à l'égard de Wilson de la méfiance, voire de l'antipathie. Outre cela, Wilson était beaucoup plus « politiquailleur » que House, malgré que celui-ci fût bien plus que lui passé maître dans le jeu politique. De plus House était dépourvu de tout égoïsme et porté à s'effacer, tandis que Wilson tenait à faire valoir son point de vue personnel. Il est probable que si ce dernier ne s'était pas décidé à venir en Europe, House eût insisté pour que la Conférence de la paix se réunît dans les premières semaines qui suivirent l'armistice, et il eût su dès le début l'établir sur une base saine. Il se rendait bien compte que, pendant que la Conférence parlerait et trancherait, les événements marcheraient et qu'une situation susceptible d'être traitée avec fermeté en décembre 1918 ou en janvier 1919 pourrait échapper à tout contrôle en février ou mars. Il appréhendait fort l'effet que produirait sur Wilson le contact personnel avec les détails de la situation de l'Europe, et quoique je ne lui aie jamais entendu discuter la décision du président d'y venir, son désir constant était de le tenir autant que possible hors de la bagarre et de lui réserver à Paris même les avantages de détachement et de perspective dont il eût joui à Washington.

Cette question n'a plus cependant qu'un intérêt purement académique. Seul le colonel House saurait dire tous ses efforts pour servir le président, les États-Unis et la cause de la paix, au milieu de difficultés presque insurmontables, et il est probablement trop modeste pour en parler jamais. Il se peut qu'il n'ait pas eu une perception aussi rigide des principes de paix tels que les voulait Wilson, mais il n'était pas moins que lui dévoué à la Société des Nations comme

étant le seul préservatif international contre un retour de la guerre. Comme Wilson aussi, il souhaitait que la Ligue fût inséparable de la paix, quoiqu'il ne jugeât pas indispensable de ne permettre à celle-ci de fonctionner que lorsqu'en auraient été établis les détails les plus intimes. Il semble avoir conçu la charpente de la Société comme plus proche de la Constitution britannique que de celle des États-Unis, quelque chose qui, de débuts modestes, pût croître jusqu'à atteindre à une action bienfaisante et gagner autorité et expérience par la force du travail accompli. Il était, en un mot, un idéaliste pratique et non purement philosophique ; et le président Wilson n'a jamais plus mal travaillé tant pour lui-même que pour la cause qu'il prétendait servir, que lorsque, le 13 mars 1919, il passa outre aux vues de House.

Bien des efforts avaient été faits pour amener une scission entre Wilson et son conseiller ; certains intérêts financiers américains s'y étaient employés sans succès. Mr Lloyd George n'avait cessé de chercher à éliminer l'influence du colonel afin de pouvoir agir plus aisément sur le président. Mais jusqu'au moment où celui-ci fut amené à soupçonner que, dans son empressement à conclure une paix préliminaire satisfaisante et à mettre en œuvre sans retard la Société des Nations, House se départissait des « principes wilsoniens », ces efforts restèrent vains. A partir de ce moment, Wilson prêta peu à peu l'oreille à d'autres conseillers, jusqu'à la rupture finale provoquée par l'influence de ceux qui prenaient ombrage de la supériorité de House et par des colporteurs de « potins » qui prétendirent que Gordon Auchincloss, gendre de House, qui travaillait avec lui à l'hôtel Crillon, avait commis le crime impardonnable de parler irrespectueusement du président Wilson. L'idée de lèse-majesté avait peut-être, de par la guerre, sombré en Europe, mais elle avait certainement survécu dans l'entourage de Wilson pendant la Conférence de la paix. L'un de ses effets fut de condamner le colonel House sans lui donner le moyen de se défendre. La seule excuse plausible à la conduite du président Wilson à l'égard de son ami le plus sage et le plus fidèle, comme aussi des étranges accès d'obstination et d'impatience qu'il manifesta à son retour des États-Unis, réside dans le fait qu'il subissait déjà les premières atteintes du mal qui ne tarda pas à le terrasser.

*
* *

Pendant le court voyage que fit le président Wilson aux États-Unis, la délégation américaine à Paris avait travaillé assidûment à la question de la rive gauche du Rhin. Les idées préconisées dans le rapport militaire de Foch du 10 janvier avaient provoqué de vives appréhensions, quoique le rapport lui-même ne fût présenté au président que le 14 mars. On discutait la possibilité de mettre sur pied une république rhénane ; et je déplorai le 3 mars, dans mon mémorandum à Northcliffe, toute disposition territoriale susceptible de provoquer « d'ici à quinze ou vingt ans un *casus belli* pour ce qui serait un mouvement naturel de retour à l'Allemagne ».

Mr Lloyd George et Mr Philip Kerr, son secrétaire confidentiel, étaient systématiquement opposés au point de vue français ; mais au lieu de rechercher une formule qui donnât satisfaction aux demandes de sécurité de la France, tout en préservant dans l'avenir l'intégrité territoriale de l'Allemagne, ils cherchèrent à imposer des principes arbitraires en conflit absolu avec les idées françaises...

Les Français voulaient annexer la Sarre d'un seul coup. Les Américains faisaient ressortir que ce système entraînerait des complications sans fin, que les Allemands ne cesseraient de créer des frictions et des « incidents », tandis que les Français demanderaient constamment une extension de leur contrôle administratif pour pouvoir affirmer leur autorité.

Le colonel House suggéra donc que l'on autorisât la France à occuper la Sarre pendant quinze ans avec le complet contrôle des mines pendant une égale durée à titre de réparation pour le dommage causé par les Allemands au nord-est de la France et que, au bout de cette période, l'on procédât à un plébiscite pour décider si oui ou non les habitants de la Sarre désiraient retourner à l'Allemagne.

Je discutai cette suggestion avec bon nombre de Français intelligents qui furent d'avis que Clemenceau l'accepterait vraisemblablement. Le 31 mars, Léo Maxse de la *National Review*, vieil ami de Clemenceau, vint me dire de la part de celui-ci qu'il aimerait à me voir. Maxse ajouta que Clemenceau bouillait de rage contenue contre Lloyd George

qu'il accusait de l'avoir trompé à plusieurs reprises.

Je priai Maxse de dire à Clemenceau que je me rendrais auprès de lui le lendemain 1er avril. Je vis dans l'intervalle le colonel House que je trouvai une fois de plus fort préoccupé de ce que le président subissait de plus en plus l'emprise de Lloyd George qui lui faisait lire le *Manchester Guardian* et s'efforçait de le persuader que seule une politique probolcheviste et à peu près pro-germanique, sauverait l'Angleterre d'un désastre. Lorsque je demandai à House s'il y aurait quelque utilité à en parler à Clemenceau qui pourrait peut-être éclaircir la situation, il répondit tout d'abord : « Non, » mais ajouta à la réflexion que si je pouvais persuader à Clemenceau de se rapprocher de Wilson, lui, House, ferait tout en son pouvoir pour que de son côté le président fît un pas en avant de manière à rétablir le contact entre les deux hommes. « Pour l'instant, conclut House, votre petit Gallois a si habilement manœuvré le président contre Clemenceau qu'ils ne s'adressent même plus la parole. »

Je vis Clemenceau à deux heures le 1er avril. Il me dit que les choses n'allaient pas bien du tout, et que les tendances de Wilson et de Lloyd George rendaient sa position presque intenable : à certains points de vue, ajouta-t-il, Lloyd George se montrait plus favorable à la France que Wilson, notamment en ce qui concernait les mines de la Sarre. Lloyd George avait proposé qu'elles devinssent la propriété absolue de la France, mais dès qu'il s'était agi de détails administratifs, Lloyd George avait reglissé du côté de Wilson.

Je suggérai qu'il ferait bien de causer avec Wilson et de tâcher de découvrir le fond de sa pensée.

— Parler à Wilson, s'écria le vieux Tigre. Comment puis-je parler à un individu qui est persuadé d'être le premier homme qui, depuis deux mille ans, ait compris quelque chose à la paix sur la terre. Wilson se croit un second Messie. Il s'imagine avoir été envoyé pour apporter la paix au monde et que ses notions préconçues sont les seules qui vaillent ; j'ai tout fait pour lui être agréable. Je le reçois au pied de l'escalier comme s'il était le roi d'Angleterre, et malgré cela il n'est pas satisfait.

— Mieux vaudrait, monsieur le président, vous enfermer avec lui dans une pièce pendant deux ou trois heures pour avoir une bonne explication, dis-je.

— Non, non, s'écria Clemenceau. Même si l'on nous enfermait à clef pendant des heures nous ne serions pas plus près de nous entendre. Il ne veut pas comprendre qu'il est certaines choses qu'il m'est impossible de faire sans susciter la colère de la France entière. Mais je me vois très près du moment où il me faudra lever les mains et dire publiquement : « Je n'en peux plus ! »

— A quoi cela servirait-il? demandai-je. Il faudra bien arriver à conclure une paix quelconque et vous aurez seulement fait voir au monde que les chefs alliés sont incapables de se mettre d'accord. Au fond, je crois les intentions de Wilson à l'égard de la France excellentes, mais son intérêt politique exige une application raisonnable de ses idées générales. Je crois qu'il serait tout prêt à souscrire, pour le bassin de la Sarre et la rive gauche du Rhin, à des solutions acceptables pour vous-même ; et je commençai à esquisser celles que j'avais plus d'une fois discutées avec le colonel House.

Clemenceau s'écria alors tout à coup : « Apportez-moi demain, à 2 h. 30, dix lignes écrites dans ce sens, et si vous pouvez me donner l'assurance que Wilson les accepte tout au moins en principe, je les prendrai et travaillerai avec lui. »

Je retournai en hâte à l'hôtel Crillon et racontai mon entrevue à House, qui dit : « Dieu merci ! Vous avez mis la chose en train. Maintenant, prenez mon sténographe, dictez-lui vos formules, puis une lettre adressée à moi les accompagnant. Dans cette lettre vous pouvez dire que vous avez vu Clemenceau et que vous le croyez disposé à agréer une solution s'approchant de vos formules. Je porterai ou enverrai votre lettre ce soir au président et s'il les accepte ou les modifie d'une façon quelconque, je vous ferai savoir demain si vous pouvez les porter à Clemenceau à l'heure indiquée par lui. »

J'avais rarement vu le colonel plus content. En une heure lettre et formules furent prêtes.

La lettre disait :

J'ai eu cet après-midi une courte conversation avec M. Clemenceau et l'ai trouvé sous l'empire d'une très grande méprise quant à la véritable attitude et aux intentions du président Wilson. J'ai discuté avec lui différentes suggestions pour la solution possible du

problème du bassin de la Sarre et l'organisation de la zone protectrice de la frontière est de la France.

M. Clemenceau m'a prié de lui apporter demain mercredi après-midi, à 2 h. 30, une courte formule écrite, susceptible, autant que j'en pouvais juger, d'être acceptée par le président Wilson. J'ai donc rédigé la formule ci-incluse comme étant celle que je crois M. Clemenceau disposé à accepter.

M. Clemenceau a ajouté que si l'on pouvait trouver une formule de cet ordre il serait, pour sa part, prêt à collaborer de tout cœur avec le président Wilson pour en assurer l'agrément par la Conférence de la paix.

Les formules étaient :

Bassin de la Sarre.
Protection de l'est de la France.

Le bassin de la Sarre sera occupé et administré par la France sur la base d'un mandat pour une période de quinze années.

A la fin de cette période, l'allégeance de ses habitants sera déterminée par un plébiscite organisé sous l'autorité et le contrôle de la Société des Nations, ce plébiscite devant être pris soit en bloc, soit par communes, et l'allégeance finale de toute l'étendue du territoire ou des parties respectives déterminées par le vote.

Les mines seront exploitées par la France pendant cette période au titre de réparation partielle du dommage causé par l'Allemagne aux mines de houille françaises. S'il apparaissait que celles-ci aient été détériorées de façon permanente par les Allemands et rendues inutilisables, les mines de charbon du bassin de la Sarre resteraient, à la fin de la période de quinze années, définitivement acquises à la France, indépendamment du résultat du plébiscite.

Il ne devra y avoir ni fortifications ni d'autres établissements militaires en dehors d'une force de police ou de gendarmerie pour le maintien de l'ordre public.

Rien ne sera changé, sous l'administration française, aux droits civiques des habitants, sauf qu'il leur sera permis d'acquérir la nationalité française ; leurs assemblées représentatives locales, leurs institutions religieuses, leur langue et leurs écoles seront maintenues, les habitants exempts de service militaire. Ils n'auront droit de représentation ni au Parlement allemand ni au Parlement français. Ceux qui pourraient désirer quitter la région auront toutes les facilités de disposer de leurs biens dans des conditions équitables.

A la signature de la paix, tous ouvrages fortifiés, forteresses et travaux de défense situés en territoire allemand à l'ouest d'une ligne tracée à 50 kilomètres de l'est du Rhin, seront désarmés et détruits. Aucune nouvelle fortification d'aucune sorte n'y sera construite et il ne devra y avoir aucune organisation armée ni militaire ni aucune manufacture de matériaux de guerre dans ce rayon, sauf ce qui pourra être nécessaire sous les conditions de l'occupation alliée durant la période de réparation.

Toute occupation alliée qui pourrait s'affirmer nécessaire sera entreprise par des détachements français ou autres en qualité de mandataires de la Société des Nations. Des officiers des armées alliées et associées seront attachés à toute force d'occupation.

Toute violation de ces conditions serait un acte hostile dirigé contre les signataires du présent traité et, en particulier, toute tentative de la part de l'Allemagne de s'y soustraire ou d'empiéter sur elles entraînera *ipso facto* une action immédiate de la part de la Société des Nations ou des mandataires que celle-ci aura désignés dans ce but.

Le lendemain matin, 2 avril, je passai à l'hôtel Crillon m'informer du résultat. Le colonel House me dit avec lassitude : « Ne me demandez rien. Frazier vous racontera. » Je passai avec Frazier dans une autre pièce.

— Il m'a mis à la porte, me dit celui-ci.

— Qui? demandai-je.

— Le président. Je lui ai monté hier soir votre lettre et vos formules. A peine avait-il jeté sur elles un regard qu'il fut pris d'une rage violente. Il les lança sur la table en criant : « Je n'en veux pas. Je n'en veux pas. Si mes principes ne sont pas acceptés intégralement, je donnerai ordre au *George Washington* d'appareiller immédiatement et je partirai. Comment osez-vous m'apporter des choses qui sont en contradiction flagrante avec mes principes? » Et il me mit littéralement à la porte de chez lui.

— Clemenceau a donc raison, répondis-je. Votre président est un individu absolument impossible. En quoi mes formules violent-elles ses principes?

— Je ne saurais le deviner, et il ne me l'a pas expliqué, dit Frazier. Il n'a rien expliqué du tout, mais m'a tout simplement jeté dehors.

— Eh bien, dis-je, je vais revoir Clemenceau à 7 h. 15 ce soir, — le roi des Belges désire le voir à 2 h. 30, de sorte

qu'il a remis ma visite jusqu'au soir, — et je lui dirai que je partage pleinement son avis sur Wilson et ne puis plus me mêler de cette affaire... »

Ma visite à Clemenceau ce soir-là fut des plus brèves. Lorsque je lui résumai la situation il me répondit avec découragement : « Je vous l'avais bien dit. »

Après un moment de silence il ajouta :

— Et maintenant?

— Et maintenant, monsieur le président, dis-je, c'est à vous de saisir Wilson. Je crois que le colonel House lui parlera carrément ce soir, et je me suis arrangé pour lui envoyer un sirop calmant. En tirant fort, vous et House pourrez peut-être encore le ramener à l'alignement.

Clemenceau répondit qu'il verrait ce qu'il pourrait faire. Rentré chez moi, j'écrivis pour le *Daily Mail* du 3 avril un article que j'intitulai : *la Première ligne*, où les hommes d'État alliés étaient mis en garde contre les conséquences de la pusillanimité ou de l'insubordination.

Cet article et les représentations faites à Wilson par le colonel House, le soir précédent, remirent les choses d'aplomb. Dès l'après-midi du 13 avril on annonçait une amélioration dans la situation. Wilson expliqua à House que toute suggestion de donner à la France ou à n'importe quel autre pays un mandat en Europe sous l'égide de la Société des Nations était opposée à ses principes et que c'était là la raison de son rejet de mes formules, lesquelles, soit dit en passant, avaient été élaborées après discussion non seulement avec le colonel House mais aussi avec un expert américain, — mon vieil ami le professeur Haskins de l'Université de Harvard, — mais qu'il était tout disposé à donner à la France l'entière propriété des mines de la Sarre au titre des réparations. Pour ce qui était de la rive gauche du Rhin, il était opposé à toute occupation permanente par des troupes françaises ou alliées.

Le 5 avril la question du bassin de la Sarre fut finalement confiée à M. Tardieu, à Mr Headlam-Morley et au professeur Haskins qui, en qualité d'experts français, britannique et américain, formulèrent une proposition ne se différenciant guère de celle recommandée par moi, sauf qu'elle attribuait à la France la propriété des mines de la Sarre. Elle plaçait le gouvernement de ce district sous la tutelle de la Société des Nations et prévoyait un plé-

biscite au bout de quinze ans sous ses auspices. Le seul effet de la colère de Wilson fut donc une perte de temps de plus.

On apprit dans la matinée du 4 avril que le président Wilson était tombé malade. L'un des premiers résultats de cette maladie fut d'amener une rapide volte-face chez Mr Lloyd George. Il invita subitement à déjeuner le 11 avril trois des principaux critiques de la presse française : M. Jean Herbette, du *Temps;* M. Géraud, de *l'Echo de Paris* (Pertinax), et M. André Chéradame. Il leur parla comme si c'était lui, plutôt que le président Wilson, l'apôtre des grands principes. Il leur affirma qu'il ne signerait jamais aucune paix qui ne fût entièrement compatible avec son discours sur les buts de guerre du 5 janvier 1918, discours, ainsi qu'il avait pris soin de me l'expliquer à l'époque, qui était avant tout une déclaration tactique. L'une des raisons de son effort pour influencer la presse française provenait de l'alarme provoquée par une interview accordée par « une haute autorité britannique » (qui n'était autre que Mr Lloyd George lui-même) au correspondant de Paris de la *Westminster Gazette*, Mr Sisley Huddleston. Cette interview, publiée le 31 mars, accentuait dans les cercles parlementaires britanniques l'impression que Lloyd George n'était qu'une planche pourrie. Elle avait été faite au moment où il manœuvrait pour la reconnaissance des bolchevistes et où il était aussi engagé dans une controverse secrète avec M. Clemenceau, auquel il avait adressé un long mémorandum le 26 mars et dont il avait reçu le 28 mars une réponse plus que dure.

Cette controverse portait en réalité sur la conception de paix basée sur l'axiome que « la possession équivaut aux neuf dixièmes du droit », qu'avait exposée Lloyd George devant Chalmers Mitchell et moi en octobre 1918. M. Clemenceau rétorquait le plaidoyer de Mr Lloyd George pour que l'Allemagne fût traitée avec indulgence en Europe, en faisant remarquer que cette méthode n'avait pas prévalu lorsqu'il s'était agi des intérêts germaniques hors d'Europe ; que tandis que la France demeurerait sans garanties nettement définies pour sa sécurité, « un certain nombre de garanties complètes et précises resteront acquises à des nations maritimes n'ayant pas connu l'invasion. » La reddition des colonies allemandes serait totale et définitive ;

la reddition de la flotte allemande serait totale et définitive ; la reddition d'une grande partie de la marine de commerce allemande serait totale et définitive ; l'exclusion de l'Allemagne des marchés étrangers serait totale et d'assez longue durée. « Tandis que par ailleurs, ajoutait M. Clemenceau dans sa réponse, seules des solutions partielles et temporaires seraient réservées aux pays continentaux, c'est-à-dire à ceux qui ont le plus souffert de la guerre. »

Le 31 mars, trois jours après avoir reçu la réponse de Clemenceau, Mr Lloyd George et le général Smuts ajoutèrent le montant des pensions alliées au total des paiements des réparations à exiger de l'Allemagne et le président Wilson leur céda.

Le 7 avril, avant que Wilson fût rétabli, on annonça que le *George Washington* avait reçu l'ordre de quitter tout de suite New-York pour Brest afin de s'y tenir prêt à ramener le président pour de bon. Les Italiens menaçaient en même temps de se retirer de la Conférence si l'on n'admettait pas leurs revendications sur l'Adriatique. Frazier me demanda, de la part du colonel House, ce que je pensais de ces menaces. Je lui répondis que si la France, l'Angleterre et l'Amérique restaient unies, une retraite des Italiens ne saurait nuire qu'à eux-mêmes. J'ajoutai que quoique la retraite de l'Amérique pût être une affaire beaucoup plus sérieuse, même cela ne donnerait pas lieu de désespérer de la situation européenne. Les armées françaises et britanniques auraient tôt fait de mater l'Allemagne et la crise financière pourrait être surmontée par un grand effort tant en Angleterre qu'en France. Il n'y avait pas de raison que tout s'effondrât uniquement parce que les États-Unis auraient abandonné la partie...

WICKHAM STEED.

Le Napus

Un fléau de l'an 2227 (1)

CHAPITRE VI

Dans la lumière verte.

Comme nous arrivions aux portes de Paris, après un retour assez morose, vu le double spectre planant du napus et de la guerre, l'orbe de lumière verte précédemment remarquée grandit subitement du double, et l'orient du ciel en fut comme embrasé. Un déchirement sourd, semblant issu des profondeurs de la terre, secoua les cars si violemment que nous crûmes basculer. Cependant personne ne jeta un cri, tant était développé en nous l'esprit scientifique, lequel oppose à tous les mouvements de l'instinct le frein puissant de la curiosité. D'abord savoir pourquoi ; ensuite on verra. La connaissance que nous avions du caractère allemand, le plus indélébile et enraciné qui soit, ne nous laissait d'ailleurs aucun doute : c'était la machination sismique, décrite au premier chapitre de l'*Archimède* de von Herzius, qui s'annonçait.

Dans cet ouvrage fameux, l'auteur, concluant à la possibilité de produire artificiellement des cataclysmes, promet la palme de la victoire à celui des antagonistes qui fera trembler le sol, déborder le fleuve, se ruer les orages, tempêtes et cyclones, et accourir le raz de marée. Beaucoup riaient de l'*Archimède* et déclaraient ses diableries

(1) Voir *la Revue universelle* des 1er et 15 octobre 1927.

irréalisables. Mais il ne faut jamais rire des projets boches, surtout aux époques de propagande pacifiste et de « coopération intellectuelle », comme celle que nous avions traversée avant l'arrivée maudite du napus. Il n'y a pas eu de siècle, depuis le quatorzième et même avant, où de telles déclarations, soufflant des marais poméraniens, de la Prusse rhénane, des villes de la Hanse, de la Saxe et de la Bavière, n'aient précédé des levées en masse, des agressions sauvages, des massacres, des incendies de villes et de forêts, bref des issues du *furor teutonicus*.

Cette première secousse artificielle ne fut immédiatement suivie d'aucune autre. Elle avait été cependant assez forte pour faire sortir, en alarme, hors des maisons, le pâle troupeau des habitants de Paris, moins aguerris que nous, infiniment peu polyplastiques, très familiaux et craignant les uns pour les autres : les parents pour les enfants, les enfants pour les parents, les brus et les gendres, quoi qu'on en dise, pour les belles-mères, les belles-mères pour les brus et les gendres, les servantes pour leurs maîtresses qui les tarabustent, les maîtresses pour les servantes leurs souffre-douleur. Toutes ces personnes ainsi ameutées interrogeaient le ciel, s'épouvantaient de la lumière verte, de ses oscillations (tantôt elle se resserrait, tantôt elle s'élargissait), se rassuraient sans raison, s'indignaient vainement, et juraient que c'était bien fini de croire aux promesses et au repentir des Allemands et des canailles qui se portaient caution de la bonne foi des Allemands. On prétend que les mouvements populaires font l'histoire. Mais ce qui est incoordonné, aberrant, livré à l'aveuglette des passions successives et aux bobards extravagants de la presse, ne saurait participer à la confection de cette froide mosaïque de conséquences, où chaque chapitre est commandé par les sottises relatées au précédent, qu'est l'histoire. En fait, ce relevé des événements qui ont formé, ensanglanté, enrichi, puis dispersé, réensanglanté et appauvri les peuples, montre quelques personnalités agissantes à la surface, ou dans les profondeurs ; et les figures dominent les faits, dominées elles-mêmes par un destin que le sacrifice de Notre-Seigneur Jésus-Christ a transformé en providence. Tel est du moins mon humble avis, dans la mesure où l'histoire du corps humain à travers ses organes n'a pas obscurci chez moi l'histoire des nations à travers les multitudes inertes et leurs capitaines de toute catégorie.

Comme aux premiers jours de l'après-napus, les gens venaient s'informer à la fondation (où nous avions réintégré nos laboratoires) du phénomène vert, de la secousse et du degré de crainte permis à la suite de cette première alerte. Tant qu'on avait espéré que la guerre

se limiterait à une lutte du dollar et de l'analgo, à une bataille financière ou autre, entre Américains et Germains, on avait envisagé les hostilités dans un esprit dit objectif. Présentement, chacun se rendait compte que sa peau et celle des siens était en jeu et que la patrie était de nouveau en péril. Proclamé une heure après la secousse sismique, l'état de siège rassura un peu tout en terrifiant d'un autre côté. Il rassurait en promettant l'exécution immédiate de tout espion pris sur le fait, et il terrifiait en menaçant de la même peine quiconque déprimerait, par des propos inconsidérés, l'esprit public. Collés sur les affiches encore toutes fraîches de la mobilisation générale, suivie de l'immobilisation générale, de grands placards recommandaient, en termes impérieux et brefs, de se taire et de se méfier. Ainsi l'attitude du public docile était-elle de silence et de suspicion.

Notre premier soin, en débarquant du car, et en reprenant nos services respectifs, avait été de nommer le successeur d'Ailette. Le choix tomba sur Cortenaz, fort savant, horriblement timide, qu'on appelait aussi « l'épingle à chapeau », en raison de sa longueur et de sa minceur. Il était porteur d'un tic verbal qui lui faisait répondre : « Bon, bon, c'est entendu, » à tout propos s'adressant à sa personne. « Mon cher patron, ou mon cher maître, ou mon cher ami, je ne pourrai venir à la fondation demain, je marie ma sœur. — Bon, bon, c'est entendu ! »

— Chef, je vous serais bien reconnaissant d'augmenter mes appointements de tant par mois... — Bon, bon, entendu !

Cette innocente manie lui avait fait reconnaître bien souvent des dettes imaginaires chez le boucher, le boulanger et autres, que des servantes infidèles soumettaient à sa mémoire : « Monsieur se rappelle qu'il doit telle somme au boucher... — Bon, bon, c'est entendu ! » Un de ses amis, qui avait monté une affaire véreuse, ayant besoin de capitaux, lui demanda à brûle-pourpoint cent mille francs. Cortenaz se lia par un « bon, bon, entendu », prononcé devant témoins. L'émotion que lui causa la succession d'Ailette lui fit inscrire, dans l'intervalle des « bon, bon, entendu », cette formule nouvelle : « Mettez ça là, » qu'il appliquait même quand son interlocuteur ne lui apportait aucun objet.

Il n'y avait pas une heure que les habitants étaient sortis de leurs demeures, quand ils y rentrèrent brusquement. Le bruit avait couru que la tactique allemande consistait à simuler un tremblement de terre peu avant un bombardement aérien. Ainsi l'hécatombe serait-elle plus forte dans les agglomérations. Cependant New-York nous téléphonait que d'immenses faillites se succédaient aux États-Unis

à la cadence de dix à la minute, et qu'un bâtiment de haut bord boche, sous pavillon hollandais, venait d'inonder les États de quantités incroyables d'analgos. Les gens s'arrachaient ces billets de la sainte farce, fournissant ainsi à l'Allemagne des sommes fabuleuses pour la fabrication de ses archimédismes. Nous devions, à Paris, Anvers, Bruxelles, Londres et Marseille, sans compter Lyon et Clermont-Ferrand, nous attendre aux pires événements.

Mon tour de garde me désignait pour communiquer ces nouvelles à Cortenaz. Les polyplastes l'intimidaient plus que tout, en raison de leur ethnicité complexe, et autant que s'il avait eu affaire à plusieurs interlocuteurs à la fois. Je le découvris, dans son cabinet, compulsant un cinébouquin avec films coloriés qui représentaient un tremblement de terre de 2219, au Colorado En me voyant entrer, il leva une tête pâle, que crispait un petit sourire gêné. Je le mis au courant des nouvelles américaines.

— Bon, bon, fit-il, c'est entendu !

Ces mots rituels étaient prononcés avec un désir si intense, si profond, que la conversation en restât là, que j'en demeurai pétrifié. Au même instant survint Eustache, l'air agité, tenant à la main un graphique de forme rébarbative.

— Entendu, mettez ça là !... Mais Eustache avait aperçu le livre fatal et au lieu de « mettre ça là », il entra dans une colère violente, laquelle n'était qu'une peur détournée.

— Ainsi donc, monsieur le directeur, en conservant ici de pareils ouvrages, en les apportant et consultant dans votre cabinet, vous vous exposez, et vous nous exposez tous à l'aphanasie ! Faut-il vous répéter, une fois de plus, que les statistiques sont formelles, que l'ascension du napus est en relation directe avec la publication récente de cent nouveaux cinébouquins dans les pays touchés par le fléau. Voici maintenant que le fléau de la guerre et de l'*Archimède* s'ajoute à celui de la mort sans restes, et c'est vous, nouvellement ici, vous le pilote de la fondation, qui donnez ainsi le pire exemple et risquez la disparition de tous vos collaborateurs.

— Bon, bon, c'est entendu !... gémit Cortenaz tout tremblant. Il aurait bien voulu refermer le cinébiblat de Colorado, mais cela était impossible tant que durait le tremblement de terre, reproduit avec une étonnante exactitude et cadencé au dixième du temps ; il y avait eu, au Colorado, quatre secousses sismiques pour une durée de dix heures. L'ouvrage était sur la table depuis une demi-heure. Cortenaz suait d'ahan. Eustache n'était retenu dans son désir de se jeter sur le livre coupable et de l'anéantir que par la crainte d'appeler sur lui le napus.

Brooom, patabooom, grooomm, hidigrooom, longpatapom, bobom, brooom, bom...

Nous étions projetés sur le sol tous les trois, en même temps que la pendule, plusieurs rayons de la bibliothèque, un buste d'Ailette, cinq appareils enregistreurs des secousses sismiques, des taches solaires, de celles de Jupiter et des cyclones, principalement des îles de la Sonde. Nous nous relevâmes tant bien que mal, constatant avec plaisir que nous n'avions rien de cassé, ni de luxé. La pendule était arrêtée ; mais par une circonstance merveilleuse et qu'on peut dire « homéopathique », le tremblement de terre du Colorado, qui n'avait subi aucun dommage, continuait à dérouler ses épisodes concurremment avec ceux de son confrère parisien.

— C'est la fin de tout !... hurla Eustache, qui semblait avoir perdu la raison. Bien que jouant les incrédules, il se jeta à genoux et récita une prière à sainte Barbe, sainte Hélène, sainte Marie-Madeleine qui, de temps immémorial, est récitée pendant l'orage par les Provençaux et Provençales. Il faut ajouter, à sa décharge, qu'il avait eu une nourrice marseillaise.

De toutes parts, nos camarades accouraient, demandant des instructions. Le tremblement archimédique avait fait ce que réclamait vainement Sidoine : détraqué tous les appareils, électro-magnétiques et autres, de la fondation. Les ingénieurs réparateurs, toujours prêts chez nous et à leurs postes, hésitaient à procéder à des révisions qui seraient peut-être inutiles dans cinq minutes, si le séisme recommençait. A défaut de lumière courante, nous avions les émanations roses, dites de réserve, de l'éléphantium, obtenu avec la distillation de cornes de bison, traitées par le sous-nitrate de trinietha ne colloïdal d'eurythrine. Mais elles ont le défaut de provoquer une tendance au sommeil par action bulbaire, où Sidoine voyait une sorte de prénapus. On racontait que de nombreux dégâts s'étaient produits à Ménilmontant et au Père-Lachaise, par où passait la ligne de bouleversement ; que de nombreuses maisons étaient écroulées à la Chapelle et à la Villette ; qu'il y avait des morts en quantités considérables, et que l'orbe de la lumière verte avait encore augmenté dans le ciel à l'est.

C'était là, pour le timide Cortenaz, une terrible entrée en fonctions. Après deux « bon, bon, entendu » retentissants, il gisait comme affolé devant son diable de cinébouquin, où s'achevait, languissant, le drame du Colorado. Il s'agissait bien du Colorado ! Renonçant à obtenir des ordres méthodiques de cet ahurissant directeur, les polyplastes, dont votre serviteur, prenaient les initiatives et donnaient les ordres à sa place. Ma première préoccupation avait été de m'as-

surer que la vaillante Henriette n'avait aucun mal et qu'aucun des coûteux instruments de notre laboratoire de cytologie n'était détérioré, ni mis hors d'usage. Que les Allemands viennent encore nous parler d'Archimède ! Tous nos directeurs de travaux, surpris par l'événement au débarquer des cars, étaient demeurés à leur poste sans broncher, recevant les messages et y répondant, communiquant avec les ministères et avec le palais royal où se tenait, sans interruption, un conseil de cabinet de haute importance. La nouvelle méchanceté allemande fédérait une fois de plus les peuples de l'Europe contre l'ennemie du genre humain.

Malheureusement, quelques heures plus tard, et comme on se rassurait, quatre cas de napus se produisirent simultanément dans un rayon de deux kilomètres, dont un à la fondation. Il y en eut trente autres pour Paris seul, dans des quartiers où, faute d'électricité et de phosphorescence disponible, à la suite du tremblement terrestre, on avait employé la lumière rose de l'éléphantium. La thèse de Sidoine semblait triompher.

La nuit se passa dans la crainte, mais sans nouvelles secousses. Tant que le « géotome » magnétique, ou coupeur de terre, imaginé par ces sacripants, ne tranchait pas dans notre 7, tant que nous n'avions que les contre-chocs dits « liserés », nous étions à peu près sauvegardés. Mais c'était une chance à courir et l'anéantissement de « l'Aristote », dans les circonstances actuelles, eût été un malheur irréparable. Nos concitoyens s'en rendaient compte. De toutes les villes de France et aussi de l'étranger, on nous demandait si la catastrophe n'était pas venue jusqu'à nous. D'Allemagne, de Berlin, avec laquelle les communications n'avaient pu être coupées, nous parvint, par sans fil ultra rapide, ce simple avertissement : « A tout à l'heure ! » C'était en effet le gros point noir, de savoir si les Boches avaient découvert le moyen d'orienter sur plan, et à distance, leur tremblement de terre dans une direction donnée. Nous avons su depuis qu'ils s'étaient trompés dans les commutateurs et que le tranchoir géant avait porté sur le quartier du Père-Lachaise, au lieu de porter sur le nôtre. En outre le coût de la manœuvre et les risques courus par les exécutants (chaque séisme artificiel tuant cent cinquante déclencheurs et revenant à deux milliards d'analgos) rendaient le recommencement impossible. Mais nous ignorions alors ces précisions rassurantes et les pessimistes concluaient de la première épreuve à un renouvellement indéfini.

Le lendemain de ces émotions, nous apprîmes par les journaux, avec un joyeux étonnement, que le tremblement boche avait été arrêté net par un contre-tremblement imaginé à « l'Aristote », depuis

plusieurs années, par le célèbre Cortenaz, le nouveau directeur. Une manchette portait en grosses lettres : *Paris sauvé par « l'Aristote »*. Le rédacteur racontait que ce savant, d'une puissance de réalisation exceptionnelle, et auprès duquel feu Murmelthier n'était qu'un gosse, avait dirigé le contre-Archimède avec un sang-froid sans précédent et que nous nous proposions de mettre le feu à distance à Berlin, à Dresde et à Hambourg, dans un délai ne pouvant excéder quarante-huit heures. Il n'était question ni de la napusification d'Ailette, ni du napus en général, et nous en conclûmes qu'une censure bienfaisante s'exerçait déjà sur les bavardages de presse.

Nous fîmes partie, ce même jour, Henriette et moi, désormais officiellement fiancés, de la commission chargée de relever les dégâts de Ménilmontant, du Père-Lachaise et autres lieux. Je nous fis inscrire bien simplement de la façon suivante, et bien que ce ne fût pas notre tour de sortie : J'allai trouver dans son bureau le papa Cortenaz, auquel j'exposai mon projet et qui me répondit par le « bon, bon, c'est entendu » libérateur.

Une première constatation agréable en quittant le sous-terre fut que la damnable lumière verte avait beaucoup diminué. Ce qu'il en restait, amalgamé avec un pâle soleil automno-hivernal, diffusait une lueur d'éclipse, fort convenable à un lendemain de catastrophe. Les habitants cuvant leur crainte demeuraient, cette fois, tapis dans leurs maisons. Pourtant quelques-uns, rassurés par la lecture des journaux, mettaient de nouveau le nez dehors et riaient de l'alarme passée. Il s'en trouvait pour insinuer que le tremblement de terre, attribué à la malignité des Allemands, était purement fortuit. D'autres, il est vrai, se prétendant bien renseignés, annonçaient pire encore, et demandaient la conclusion d'une paix immédiate, même séparée. De ces derniers, une douzaine environ, Turcs ou Bulgares nationalisés pour la plupart, furent appréhendés et fusillés.

La lézarde, évidemment profonde, commençait vers le milieu de la rue de Ménilmontant (un des plus vieux quartiers de Paris) et s'élargissait en arrivant au Père-Lachaise. Une branche divergente courait, de là, vers la Chapelle et la Villette. Une autre, beaucoup moins importante, s'étendait dans la direction de Saint-Ouen. Mais le spectacle formidable était à la grande nécropole : un peu plus du tiers des tombes, tout le quartier du napus, nous contèrent les gardiens survivants, étaient descendues dans un gouffre en forme de crevasse de cinquante mètres de large et de cent mètres de profondeur. Le reste avait glissé, ou s'était plissé, déformant le sol et le soulevant, cependant que des milliers et des milliers de sque-

lettes affleuraient, parmi les dalles éclatées et les arbres déracinés.

Spectacle d'horreur ! Il y en avait de toutes les tailles, de ces personnages tout en os, figés dans des attitudes d'effroi (que nous leur prêtions) et dans des gestes de panique. Les tibias fuyaient, les métacarpiens imploraient, et les « lanternes », composant les visages, exprimaient, en contraste, un rire hideux. Ces débris, ces restes, ces décharnés, quelques-uns (chose pire), pas complètement, semblaient avoir été rejetés de la mort paisible dans une existence seconde, pleine de tumulte et d'impudeur. Des suaires flottaient dans le vent léger, pareils à des papillons géants. Tout ce fracassement, qui suggérait le bruit, était contredit par un silence grave, où il y avait comme un reproche.

Henriette serait demeurée là indéfiniment. Mais une terrible puanteur, du même ordre que celle de la « semelle » chinoise, commençait à sortir du charnier ainsi perturbé. J'entrevis une suite d'épidémies qui allaient donner du travail aux cytologues.

Nous avions pris le chemin de la Villette, oubliant la commission d'enquête absente, quand une nuée d'un noir cuivré, de forme bizarre, accourut avec rapidité dans le ciel. Qu'était-ce encore que cette diablerie? Nous avions à peine posé la question qu'une trombe d'eau tiède, puant le barège, jetée comme avec un seau, nous força à nous réfugier sous une porte cochère, dans une très vieille demeure du dix-neuvième siècle, sans aucune espèce de style. On lisait encore le nom de l'architecte, quelconque, et la date 1899. L'avalanche avait déjà cessé. Elle n'avait pas duré cinq minutes. Mais elle devait reprendre cinq fois dans la journée, et dix fois par vingt-quatre heures dans les jours suivants. Ce n'était pas terrible, c'était désagréable. Murmelthier, à qui on devait cet « archimède » humide, s'était vanté de pouvoir noyer Paris sous des jets verticaux cent fois plus forts que ceux des pompes à incendie américaines, qui aplatissent un homme comme une galette. Kaninchen avait adjoint à la douche une substance toxique. L'effet, comme on le voit, ne correspondait pas aux espérances de ces deux aimables garçons.

Mais rapidement prévenus, par leurs espions, du faible résultat de ces deux essais, les Boches rectifièrent leur tir. C'est le cas de le dire, car, sans faire avancer leurs armées, dont nous connaissions les dispositifs, ils nous envoyèrent, de la frontière, des amours de petites bombes d'un nouveau métal, à la cadence — comme on le sut plus tard — de cinq par minute. Ces bombes ne devaient éclater qu'une heure après leur chute, en répandant un gaz meurtrier, dans un rayon de dix mètres. Ce gaz était hilarant, de sorte que ses victimes mouraient dans de véritables convulsions de rire. En fait

l'éclatement avait lieu, dans la plupart des cas, pendant la trajectoire, en raison sans doute d'un mauvais réglage, et nous ne reçûmes qu'une bombe par quart d'heure, ce qui était déjà suffisant. Les journaux d'information assuraient que le trépas hilarant, avec des restes presque au complet, était très préférable à l'aphanasie. Choix difficile à déterminer !

Ensuite, ce fut le tour de l'inondation artificielle, largement conçue, très bien exécutée et qui, si elle ne fut pas très meurtrière, comparée au napus, provoqua des dégâts considérables dans quelques campagnes et dans les agglomérations entre Paris et Marseille. On a prétendu que ces dérèglements des fleuves et rivières étaient provoqués par des séismes tendus le long des cours d'eau et aux sources, et qu'ils étaient préparés de longue date. C'est possible, mais, en dépit de toutes nos recherches, nous n'avons jamais su exactement comment ces animaux de Boches s'y prenaient pour faire tout à coup bouillonner la Seine, la Saône, le Rhône, la Durance, l'Isère, etc., comme si on les avait placés dans une casserole et sur un feu vif. Ce bouillonnement était très bref. Sitôt débordée, l'onde revenait à la température tiède de la pluie artificielle et s'épanchait en nappes irrésistibles d'une couleur noirâtre. Elle était, bien entendu, non potable et, ingurgitée, donnait lieu à des symptômes rappelant ceux de l'ulcère de l'estomac et du goitre combinés. Deux polyplastes de « l'Aristote » se sacrifièrent héroïquement, pour étudier sur eux-mêmes la marche de l'infection et de la lésion. J'ouïs encore le « bon, bon, c'est entendu » de Cortenaz quand ils lui annoncèrent leur résolution et quand on vint lui annoncer leur mort.

Chose bizarre, certains fleuves se refusaient, comme on dit vulgairement, mais comme Pascal aurait aussi pu le dire, à « marcher ». Il en fut notamment ainsi de la Loire, dont le tirant d'eau est faible, il est vrai, sur une grande partie de son parcours, mais qui n'atteignit même pas le niveau de ses inondations historiques et naturelles. On s'est demandé si les rivières, à force d'être mêlées à la vie des riverains, n'arrivaient pas à une certaine personnalité, à la façon des animaux domestiques et aussi des végétaux grandis dans un parc, une cour de ferme, un local habité. En maintes circonstances graves, et deux fois pendant la vieille guerre de 1914, la Marne a paru prendre parti pour la terre qu'elle arrose, et a joué aux Allemands des tours pendables. Toujours est-il que ni Blois, ni Amboise, ni Tours, ni Nantes, ne furent le moins du monde menacés par cette excellente Loire, qui continua à couler, comme si rien n'était, entre ses bords plantés des plus belles espèces d'arbres et des plus variées. Il est vrai que ces mêmes cités, par la suite, furent copieusement arrosées

par toutes sortes de projectiles allemands, remplis de substances les plus diverses, et décimées autant que les autres par le napus. Leur bonheur fut donc relatif. En revanche, la Saône monta, à la façon d'une soupe au lait, à trois reprises différentes, correspondant à trois poussées du mystérieux archimède boche. Pas un quartier de Lyon, si ce n'est Fourvières, ne fut épargné. Les Lyonnais opposèrent à ce véritable désastre, au point de vue des dommages, ce flegme séculaire qui les met à part de nos autres concitoyens et qui a trouvé son expression supérieure dans le personnage de Chignol ; ce flegme, que j'admirais chez mon pauvre Mouillemouillard, avant qu'il eût été suggéré et « charassé » — comme il disait — par von Tschuppe.

En ce qui concerne le Rhône, je suis convaincu que les Marseillais et Provençaux n'exagèrent en aucune façon quand ils prétendent que la sorcellerie allemande le fit rebrousser et refluer, de Saint-Louis vers Genève, avec furie ; comme quelqu'un qui, ayant très peur de quelque chose, dans la direction du sud, remonterait vers le nord, en badinant et en courant. Je le crois d'autant mieux que j'ai su, depuis, que le plan primitif de l'Archimède, indiqué déjà dans l'ouvrage de von Herzius, comportait ce refoulement provoqué de tous les fleuves et canaux de France et de Belgique. Ici encore, les choses n'avaient pas marché comme les organisateurs avaient supposé qu'elles marcheraient. Si les hommes réussissaient toutes les combinaisons criminelles qu'ils dirigent les uns contre les autres, il y a beau temps que la planète serait dépeuplée.

Le trouble dans lequel ces manifestations de la haine et de l'industrie allemandes avaient jeté beaucoup de personnes, en France, en Angleterre et en Italie, se manifesta, de façon singulière et simultanée, chez plusieurs savants, dont le timide Cortenaz. Ils se figurèrent que le napus était au début une invention boche, un « archimède » et que, si les Boches eux-mêmes étaient atteints par le nouveau fléau, c'était pour mieux donner le change. Supposition absurde, étant donnée l'ampleur des statistiques anaphasiques allemandes, mais dont ceux qui l'avaient formée ne voulaient pas démordre. Dans tous les laboratoires, dans tous les instituts, dans toutes les fondations, il y a des flatteurs qui feignent de donner dans la marotte d'un maître, pour se concilier ses faveurs. Le fait se produisit à l'Aristote et nous prîmes en flagrant délit un de nos plus habiles polyplastes, qui venait au cabinet directorial approvisionner Cortenaz de faux documents, étayant son étrange manie : « Mettez ça là », lui disait celui-ci avec un sourire radieux, à peine gêné.

La grêle artificielle, accompagnée d'orages électriques et fracassants, ne ravagea que les départements du sud-ouest, j'ignore pour

quelles raisons. Il y eut bien des essais ailleurs, mais c'est le long de la Garonne, dans la vallée de l'Adour, patrie de l'Armagnac, et sur la côte, jusqu'à Bayonne, que sévit cette forme rurale de l'Archimède, destinée à désespérer les cultivateurs. Cependant le plus pénible fut une éclosion de bruits formidables, projetés sur divers points du territoire et qui s'entendaient de vingt kilomètres à la ronde, comme si une immense poudrerie faisait sauter une montagne de vaisselle. Ce qui atteint et blesse l'oreille atteint et blesse l'esprit avec une force particulière, et le dissocie en plusieurs lambeaux douloureux, dont chacun devient, par la suite, une appréhension. Les Allemands savaient cela, et, en même temps qu'ils mettaient en usage une artillerie silencieuse, donc fort difficile, sinon impossible, à repérer, ils produisaient à volonté, dans des sites choisis par eux et particulièrement sonores, des vacarmes, allant de l'hyperstridulence en vrille et flèche de vrille à l'écroulement d'un monument de fonte dans un bassin géant de bronze, et auxquels le tympan ne résistait pas.

Quand un tintamarre atteint un certain volume, il se transmet par le sol, comme par l'air, comme par l'eau, comme en écho. Tout lui est prétexte à retentir et à s'amplifier. A partir du jour où ce procédé odieux fut employé et chronométré par nos ennemis, le travail de laboratoire dans notre sous-terre devint impossible. A peine avait-on commencé une expérience, un réglage, reçu ou émis une communication, que le tumulte inouï, infernal se déchaînait, vous décortiquant les fibres cérébrales et mettant en charpie jusqu'aux nerfs de la plante des pieds. Il ne servait à rien de se fourrer des boules de mastic dans les oreilles, et de les y laisser à demeure. Le farouche potin traversait le mastic et, battant entre lui et la conque, causait une souffrance atroce. La possibilité de déménager « l'Aristote » et de le transporter dans un endroit isolé, et à l'abri des tentatives allemandes, fut alors sérieusement envisagé.

Ce qui nous sauva, ce fut la connaissance qu'eurent les Allemands d'une nouvelle émigration considérable des Parisiens des deux sexes, lassés de servir de cobayes aux fantaisies homicides d'outre-Rhin. Alors que les soldats français demeuraient l'arme au pied, attendant, pour contre-attaquer, une offensive militaire boche qui ne venait pas, la population de l'arrière, martyrisée, reflua vers l'Océan et vers les Alpes, préparant ainsi, par l'habitat et le contact transformateur des enfants entre eux, une génération solide de montagnards et de marins. C'est en effet une des merveilles de la nature humaine que ces échanges mentaux et physiques qui s'opèrent à l'âge de la formation, empaysannent un petit citadin, citadinisent un petit

paysan et conjoignent les puissances héréditaires pour le méfait et pour le bienfait. L'archimédisme ne sut plus où saisir ses victimes. Il coûtait fort cher et de toutes façons. Il y eut du relâchement d'abord, puis l'ère des cataclysmes cessa.

Il faut aussi que je signale, comme conséquence morale du napus, l'exagération de la douleur causée par l'absence. Ce qui fait de l'absence « le plus grand des maux », c'est qu'elle évoque l'image de la mort, mais d'une mort qui pourrait cesser. Avec le napus, cette image s'adjoignait celle de l'inexplicable, du soudain et du définitif, ce qu'Edgar Poe a nommé si pathétiquement le « jamais plus ». Quand Henriette, retenue dans une bibliothèque ou dans un laboratoire, tardait à me retrouver, je la voyais aphanasiée, résolue en une impalpable brume de cellules rompues. L'*angor* était tellement forte que je ne parvenais même plus à reconstituer, par le souvenir, ses traits fins, et qu'il me fallait concentrer ma pensée jusqu'à l'extrême fatigue et à l'abattement, où elle me quittait pour la simple rêverie.

La Renaudière provoqua une nouvelle conférence des chefs de guerre, professeurs de l'Aristote et des directeurs des grands journaux. Nous nous rendîmes au sous-terre 22, où étaient concentrés les principaux services administratifs des ministères de la Défense nationale. Il y avait là le maréchal Mugh-Bigfort, pour l'armée anglaise, l'amiral Strummy, le général belge Mélevels, de notre côté le maréchal Verve, vainqueur de la précédente guerre franco-allemande, le général Levin, auquel on doit les défenses hypo-souterraines à cent mètres de profondeur, de Franche-Comté, de Lorraine et d'Alsace, l'amiral Duparc et son chef d'état-major, dont j'ignorais le nom, un officier américain d'un grade élevé, Cortenaz, Sidoine, Eustache, et enfin les quatre anabaptistes Noirpelat, Javejus, Tiqueton et Barouille. Un thé abondant était servi, avec de la confiture artificielle, des muffins de conserve et des tartines de pain de bois, en conséquence de la disette amenée par les cataclysmes archimédiens. Je fus frappé de la mine intelligente de l'amiral Strummy et de son laconisme. De temps en temps, comme un métronome, il poussait un « well » et un « right », qui faisaient écho au « bon, bon, entendu » de notre Cortenaz. Le maréchal Mugh-Bigfort, puissant par la corpulence, et jambonnard par le visage, avait l'air plutôt endormi. Le maréchal Verve avait une figure bronzée et ridée, comme le culottage d'une pipe d'ambre, et exposait la situation en phrases brèves, croisant et décroisant ses doigts, avec beaucoup de pénétration et d'optimisme. Levin, avec une physionomie ravagée et plissée de Bellone mâle, semblait l'image composite de l'effort,

de la lutte et du succès. De sa bouche, aux lèvres minces et sinueuses, sortait une petite voix douce sur le dur, comme l'huile sur un acier tranchant. L'amiral Duparc, au siècle vingt-trois de la machine et de la machinerie, arborait une chère bonne trogne de loup de mer du temps de Surcouf, pareille à une chanson du large, tant l'élément marque son homme et le vent d'étoiles fait le berger.

Au nom du roi, La Renaudière exposa la situation. Je servais à certains moments d'interprète. Bien que sous la triple menace du napus, de l'Archimède germain et de la guerre proprement dite, les peuples alliés tenaient bon. L'expérience ayant prouvé que la meilleure tactique était la contre-offensive, on attendait au premier barrage, qui était le Rhin, la ruée inévitable des armées ennemies. Les villes de France et de Belgique étaient dépeuplées, naturellement ; l'Amérique était quasi ruinée par l'analgo ; le Japon venait de subir trois tremblements de terre successifs, et qui, eux, n'avaient rien d'artificiel. Les bombardements aériens avaient saccagé un nombre considérable de monuments anglais, belges et français. Pendant ce temps, la presse allemande ne soufflait mot des hostilités et relatait sommairement à la rubrique des faits divers, accidents et phénomènes météorologiques, les méfaits des Murmelthier, Kaninchen et autres...

— C'est ce hypocrisis qui est pire de tout... fit le haut officier américain... Il faut le blâmer poubliquement.

Levin marqua, par un léger soupir, que ce point de vue moral importait peu. Il exprima, en termes sobres, qu'il n'attendait qu'un ordre pour « jaillir hors de ses trous » de cent mètres et tailler en pièces les armées boches, corrompues par l'abus du machinisme et devenues de simples spectatrices, au milieu d'un tonnerre d'inventions : « Leurs bruits les désorganisent plus que nous. Quelles que « soient d'ailleurs les sorcelleries à côté, elles ne remplaceront jamais « la décision militaire, laquelle s'obtient en frappant plus fort là « où il faut précisément frapper. » Le maréchal Verve approuvait, par des hochements de tête, ce langage sans fard, que suivaient avec peine Mugh-Bigfort et Strummy. Il possédait au plus haut point les qualités exceptionnelles de grand soldat, visionnaire de l'action immédiate, mais il avait aussi ce défaut militaire de se courber devant l'autorité civile, qui a permis à la démocratie de désoler la France si longtemps. Hardi sur le champ de bataille et au conseil purement technique, il mollissait devant l'opposition d'un ministre de la Guerre, ou le mécontentement d'un président du Conseil. Pendant qu'il exposait ses arguments, avec beaucoup de logique et de force, il suivait leur portée sur le froid visage attentif de La Renaudière.

comparable à celui d'un joueur d'échecs : « N'est-ce pas, monsieur le ministre? Qu'en pensez-vous, monsieur le ministre? »

Autre était l'attitude de Levin et du général belge Mélevels, honoré du beau titre de duc de la Meuse, pour avoir défendu victorieusement ce fleuve, présentement débordé et infranchissable. L'un et l'autre regrettaient que le bombardement intensif par avion des villes allemandes n'eût pas immédiatement commencé. Leurs critiques, exposées sur un ton modéré, n'en étaient pas moins impressionnantes, et une atmosphère de gravité anxieuse nous environnait dans cette pièce, où se jouait le drame éternel des patries luttant pour leur indépendance, ou pour leur prééminence, ou, dans bien des cas, pour les deux à la fois.

— Messieurs, — dit à un moment donné La Renaudière, se tournant vers les directeurs de journaux, — vous qui tâtez le pouls de l'opinion publique quotidiennement, constatez-vous un fléchissement dans les masses, un commencement de découragement?

Noirpelat et Tiqueton affirmèrent que oui, que les gens en avaient déjà assez, et qu'ils aspiraient à la paix. Javejus pensait le contraire. Barouille, lui, n'avait pas d'avis. Il n'avait jamais eu d'avis sur rien. Ainsi avait-il fait sa carrière. On accusait Noirpelat et Tiqueton de jouer l'analgo contre le dollar et, indirectement, contre le franc. Ils passaient le temps de leur triste vie à se tendre des traquenards, à se dénoncer, à nouer et dénouer des intrigues et combinaisons financières. Aucun des quatre n'eût été capable de rédiger vingt lignes dans un français correct. Chacun d'eux employait et contrôlait cinq académiciens.

— Messieurs, — fit Levin, en riant d'une façon qui donnait la chair de poule, — permettez-moi de vous dire que le public est comme M. Barouille. Il attend l'événement pour se faire une opinion. Ce sont les dirigeants seuls qui comptent. Leur fermeté gouverne la fermeté générale, et leur panique sème la panique, leur hésitation, l'hésitation. En ce qui concerne nos adversaires, dont nous avons une certaine habitude, Verve et moi, vu la périodicité de leurs agressions depuis plusieurs siècles il n'y a avec eux qu'un procédé à employer : les casser au point le plus fort, ou qu'ils estiment le plus fort. La brutalité perfide et ingénieuse des Allemands ne survit pas à un choc bien asséné. Ce sont des guêpes, dont il importe de détruire le nid.

— Et vous, monsieur le professeur Cortenaz, qu'en pensez-vous?... Ne remarquez-vous aucun fléchissement dans l'admirable énergie de vos polyplastes, ni dans celle de vos professeurs non-polyplastes? Je pose la même question à messieurs Sidoine et Eustache, qui ont

eu l'amabilité de se joindre à vous pour cette consultation d'un si haut intérêt.

Cortenaz devint rouge comme une tomate. Il luttait contre sa formule habituelle, qui lui venait naturellement aux lèvres, mais dont l'intempestibilité lui apparaissait. Ce fut Sidoine qui vint au secours de son embarras. Fidèle à sa marotte, le grand ennemi des installations électroondiques se lança dans une foule de considérations théoriques qui n'avaient aucun rapport avec la question. Le maréchal anglais s'était endormi au-dessus de sa tasse de thé. D'abord intéressés, les amiraux Strummy et Duparc n'écoutaient plus. Les directeurs de journaux avaient pris des attitudes lasses et résignées. L'Américain mâchait sa gomme. Sidoine en arriva à sa propre défense : il n'avait nullement désiré la guerre. C'était une calomnie atroce que de lui en imputer la responsabilité. D'ailleurs le directeur de « l'Aristote », Cortenaz en personne, inclinait à attribuer à l'archimédisme boche l'origine de l aphanasie.

— A ce propos, — fit-il assez insolemment tout à coup, — pourquoi les Alliés ne provoquent-ils pas eux aussi en Allemagne des pluies, des tonnerres, des inondations et des tremblements de terre?...

— Parce que contraire au droit des gens et à l'houmanité, répliqua l'observateur américain.

— Parce que too expensive, troppe cher,... déclara Mugh-Bigfort.

— Parce que peu efficient... reprit l'amiral Strummy.

Mais Sidoine tenait à sa remontrance et était résolu à ne pas voir les signes de désapprobation que lui faisaient Cortenaz et Eustache. Il prenait à témoin le général Levin, le maréchal Verve, l'amiral Duparc, fort gênés pour l'approuver, contre l'avis des autres, ou pour le désapprouver, en sa qualité de savant officiel. Il oubliait les circonstances et la consigne de brièveté.

Quand il eut achevé. le programme de la conférence parut épuisé, alors que c'était notre patience seulement qui l'était.

— Au résumé, chers messieurs, la conduite du gouvernement de Sa Majesté vous paraît convenir à la situation, grave certes mais nullement tragique, à laquelle les Alliés font face. Dans ces conditions, il n'y a qu'à persévérer, en ayant toujours présent le mot du Taciturne.

La Renaudière s'arrêta heureusement au seuil de cette formule trop rebattue et qui montre, dans le Taciturne, en dépit de son surnom, une certaine tendance au bavardage. Alors se fit entendre le creux incomparable de Cortenaz, un « bon, bon, c'est entendu » de derrière les fagots, et sur lequel on se sépara.

CHAPITRE VII

L'assassinat de Sidoine.

Nous profitâmes de l'accalmie de l'archimède boche pour nous marier, Henriette et moi. J'avais comme témoins Eustache et un polyplaste. Henriette avait Sidoine et Cortenaz. Ma jeune femme était ravissante, parfaitement naturelle et gaie. Tous nos amis et collaborateurs étaient présents. Un délicat soleil d'hiver éclairait la sortie de l'église. Brusquement un homme, dont la silhouette ne m'était pas inconnue, sortit des rangs des spectateurs, un couteau à la main. Il se précipita sur Sidoine et enfonça son arme dans le cou du malheureux professeur, si précisément que la carotide fut tranchée net. Le sang rejaillit sur la mariée. Pendant qu'on se saisissait du meurtrier, notre maître rendait le dernier soupir entre les bras du bon curé.

L'événement était grave. Sidoine représentait « l'Aristote » et, avec lui, la Défense nationale. Aux yeux du pays il était, par ses conceptions hardies et généralement couronnées de succès, quelqu'un d'aussi important qu'avait pu l'être Tavan, au vingtième siècle, ou Pasteur au dix-neuvième. Sa lutte contre le napus, sa belle théorie antiélectrique, son mépris des colères soulevées par sa loi, lui avaient valu une popularité de fond, qui se manifestait en toutes circonstances et qui faisait de lui, aux yeux du monde civilisé, le champion de l'esprit français. Les circonstances où il disparaissait, ce trépas tragique ajoutaient encore aux regrets et à l'auréole. Aux funérailles, qui eurent lieu aux frais de l'État, assistaient avec « l'Aristote » au grand complet, une vingtaine de médecins, d'écrivains, de journalistes, de savants, chiffre respectable si l'on considère qu'un bombardement intensif était toujours à craindre, en dépit du ralentissement cataclysmique. La tombe des Sidoine était au Père-Lachaise, inaccessible et impraticable en raison des récents bouleversements. Il fut décidé que le défunt reposerait dans une crypte du sous-terre 7, aménagée à cet effet.

A l'instruction le meurtrier, d'origine catalane et du nom de Ramon Mendador, déclara qu'il avait tué Sidoine comme responsable de la guerre : « Je suis, dit-il, un antiscientifique militant, fils « d'antiscientifiques terroristes et je n'ai fait, en agissant ainsi, « que continuer une longue tradition familiale. Mon père a abattu, « à coups de revolver, le directeur de l'Observatoire de Barcelone.

« Mon grand-père a égorgé le président de l'Académie des Sciences « de Madrid. Mon arrière-grand-père, employé au jardin zoologique « à Anvers, a empoisonné le directeur de cet établissement. Tous « les Mendador ont été garrottés, roués ou écartelés. Il y avait long- « temps que je guettais Sidoine. Je l'avais rencontré et menacé « comme il descendait de car, lors de l'inauguration du monument « Ailette à Corbeil. D'ailleurs si Ailette n'avait pas été napusifié, « j'aurais aussi bien zigouillé Ailette. »

Ces paroles donnaient à présumer un dérangement cérébral. Le juge commit à l'examen mental du criminel deux médecins spécialistes, n'appartenant pas à « l'Aristote », afin que leur indépendance ne pût être suspectée. L'un s'appelait Gustave et était un robuste garçon, jovial et macabre, connu pour jongler avec les os des morts dans les pavillons d'anatomie. L'autre, du nom de Melchior, avait la dégaine et la barbe d'un Turc gras, placier en tapis. Ni l'un ni l'autre n'avait le moindre esprit scientifique. Le juge d'instruction, dans les cas épineux, leur remettait le canevas de la thèse en faveur de laquelle ils devaient conclure, ou du diagnostic et du pronostic qu'ils devaient porter. Ils reconnurent dans leur rapport, conformément aux ordres du Parquet, la responsabilité de Mendador, atténuée néanmoins par le fait des ascendants assassins. Ils prétendirent avoir discerné quelques traces de délire des grandeurs ; quant à l'antiscientifisme actif, c'est, depuis cent cinquante ans, un état d'esprit trop répandu pour qu'il puisse être considéré comme pathologique. Ceux qui ont fait la révolution sanglante de 2114 n'étaient pas tous des détraqués. Ils comptaient, dans leurs rangs, des logiciens.

Le procureur général, estimant à bon droit qu'il fallait presser le mouvement, transmit le dossier de Mendador à la chambre des mises, qui fit diligence. Un mois à peine après le drame, et alors que la sorte de trêve intervenue entre les belligérants éventuels durait encore, le Catalan sanglant passait en cour d'assises et écopait d'une condamnation à mort bien motivée.

Peu après le châtiment de Mendador, je reçus dans mon laboratoire du sous-terre la visite du général Levin. Il avait l'air guilleret, se frottait les mains, puis les passait sur la moustache courte et dure qui ombrageait sa lèvre sinueuse. C'est un homme extrêmement poli et même, avec les dames, galant.

« Mon cher poly 17.177, je ne vous demande pas des nouvelles de madame. Je viens de la rencontrer à la porte du sous-terre. Elle est plus jolie que jamais. Qui croirait que la vie de laboratoire, dans le sous-sol, donne ces fraîches couleurs et ce teint de rose ! Il est vrai

que nous vivons de poncifs sur le renfermé. Lors de la dernière guerre franco-allemande avant celle-ci, moi qui vous parle, j'ai séjourné dans une casemate sans air, ni lumière — à peu près comme vous ici — pendant huit mois. Je me portais à merveille et j'avais un appétit d'enfer. L'air ne vivifie pas, il tue, mais au milieu d'une certaine euphorie. Savez-vous que je suis averti que les Boches veulent me faire assassiner? »

Cela ne m'étonnait nullement, Levin étant particulièrement visé par les services de la Sûreté allemande, qui ont des ramifications dans toute la police internationale. Il continua :

— Ne croyez pas que j'aie le délire de la persécution. Je me fiche royalement de ma peau ; mais non de celle de mon pays. Or il est des services militaires que je suis le seul à pouvoir rendre, parce que, soit dit sans nulle vanité, j'ai *ma* méthode (il accentuait le *ma*). Vous comprenez ça, vous, un savant. Cette méthode est intransmissible ; elle tient à ma personne physique, à ma corporéité, comme ma voix ou mon regard. Je suis né, voyez-vous, avec la connaissance des moyens propres à défoncer le front allemand, quel que soit son dispositif de combat, quel que soit le général qu'on m'oppose. D'autres sont nés pour découvrir des centres magnéto-cellulaires, comme madame. D'autres, pour dire « bon, bon, c'est entendu », comme votre nouveau directeur. D'autres, pour être napusifiés. Chacun a non seulement « son petite religion à soi », selon le mot de la Palatine, mais son petite destinée à soi.

Il tira de sa poche une pipe d'ambre, soigneusement culottée, et me la montrant : « Elle ressemble à Verve, n'est-il pas vrai? Vous permettez que je la bourre, et que je la fume. Ça ne fera rien sauter ici au moins? »

Je l'assurai que non, me demandant où il voulait en venir. Car c'était un homme qui ne perdait pas son temps en visites vaines ni en ratiocinations.

— Vous avez fait, je le sais, une perte considérable avec Sidoine. Ailette était surtout un bavard, mais Sidoine avait du cran intellectuel et moral. C'était un combattant. Seuls les combattants m'intéressent. Vous autres polyplastes êtes, psychologiquement et héréditairement, des champs de bataille pour vos composantes ancestrales. Alors vous allez me comprendre...

Ici il tira deux bouffées, et son regard prit une intensité remarquable :

— Cet archimédisme allemand est une vaste feinte, et qui masque quelque chose de plus important que des orages ou des inondations artificiels. Le romantisme boche a toujours dissimulé un esprit

retors et calculateur. Comme la mofette projette un gaz puant pour dérouter ses adversaires, le Boche émet de la complexité, de la bizarrerie, du baroque. Il s'agit d'effrayer et de démoraliser. Eh bien, je crois avoir découvert où il veut nous mener présentement. J'en ai parlé à Verve ; mais c'est un esprit avant tout mathématique et que la réalité ne saisit que dans l'intervalle de ses calculs et logarithmes. Guillaume XIII et son peuple veulent aboutir à un grand choc d'un type inédit, qui nous sidère et nous abatte. N'est-ce pas votre avis?

Je répondis dubitativement d'un signe de tête :

— Je n'ai aucune précision, mais j'en suis aussi certain que de défoncer le prochain front allemand, sous quelque forme qu'il se présente, pourvu que je ne rencontre pas auparavant mon Mendador. A propos, jamais Lepoil n'a songé à trucider Murmelthier, n'est-ce pas? Murmelthier a bien été aphanasié?

— Cela ne fait aucun doute. Mon garçon de laboratoire Mouille-mouillard était présent. Von Tschuppe l'a fait bafouiller ensuite, mais j'ai appris, dès le début, comment les choses s'étaient passées. D'ailleurs Lepoil était aussi inoffensif que son épée d'académicien.

— Sur chaque place principale des grandes villes allemandes s'élève actuellement une statue de Murmelthier. On est convaincu qu'il est mort victime d'une invention de « l'Aristote ». C'est sur moi, non sur vous autres, qu'on prétend le venger. En somme, s'ils réussissent, je serai votre victime indirecte. Mais je ne vous en voudrai pas pour si peu.

Levin, toujours badinant, me posa cette question : « Croyez-vous que, comme on le raconte, Murmelthier, ou un autre, avait découvert un truc, un crypton, pour napusifier à volonté? Ça, pour le coup, serait embêtant. »

Je racontai au général, avec détails, l'histoire du petit tube et de Kaninchen, qu'il écouta attentivement. J'ajoutai que l'inventeur avait dû disparaître avec son arcane ; sans cela l'état-major allemand eût utilisé le procédé en grand, dès le début.

— Vous me rassurez. Dans ces conditions, et quoi qu'ils mijotent, je suis certain de les « avoir ».

Ce point réglé, la conversation vint sur la guerre en général et les moyens de combattre, sinon de supprimer, un fléau qui apparaît, malgré tout, comme évitable. Le risque perpétuel, et qui était son élément formateur, avait donné au général Levin une pénétration toute scientifique.

— Évitable... hum..., cette affirmation m'étonne chez un observateur de votre trempe. Avez-vous remarqué que la population de

l'Europe n'a fait que s'accroître depuis le vingtième siècle, dans de fortes proportions, surtout chez les Slaves et les Germains. Nous-mêmes, depuis le retour à la monarchie, faisons autant d'enfants que les Italiens, en dépit de l'industrie et au point que l'agricolisme est redevenu, malgré les tablettes de vin, florissant et prospère. De ce train-là, on serait à l'étroit sur cette portion de la planète si, de temps en temps, une guerre purgative n'intervenait. Oui, sans doute, il y a, depuis peu, le napus qui se charge de créer des vides, en admettant qu'il se développe jusqu'à l'hécatombe sans restes. Mais c'est douteux. Donc le prétendu fléau n'est peut-être qu'une précaution de la nature vis-à-vis d'un autre fléau pire : celui d'une population trop dense, avec perspective de famines, et aussi d'élites trop nombreuses, procédant à des inventions terrifiantes, en nombre presque indéfini. Car je pense que vous n'en êtes plus ici au point de vue de l'élite toujours sage et de la science toujours bienfaisante. Les folies collectives de l'élite sont plus atroces et sanguinaires que celles de la masse, quoi qu'en aient prétendu les moralistes. L'antiscientisme est un fait qui s'explique, et qui n'a pas fini de donner lieu à des batailles et à des attentats.

J'avais bien souvent conjecturé, avec effroi, l'état d'une Europe peuplée d'hommes de grande valeur. L'enseignement de Notre-Seigneur est décidément le seul qui s'adapte à toutes les méditations comme à toutes les circonstances d'ici-bas, en rétablissant l'équilibre dans tous les domaines ; et le précepte « heureux les simples d'esprit » prenait, à mes yeux, une signification très haute, en dépit de ma polyplastie. C'est une preuve, entre tant d'autres, de la divinité évidente de Jésus-Christ que cet accord immédiat, profond et total de sa doctrine avec toutes les vicissitudes de nos corps et de nos esprits. Nous n'en avons aucun autre exemple. Après quelques nouvelles bouffées de pipe, Levin avait renoué le fil, brillant et coupant, de ses idées.

— Les conquérants sont nécessités par cette menace de la pléthore européenne, comme le rire est suscité en contrepoids par la sourde perspective de vicissitudes tragiques, ou simplement douloureuses, ignorées de nous. La prévision de la nature est infiniment supérieure à la nôtre et elle tire sur nous d'avant en arrière. Voilà ce qui me fait croire, mon cher poly 17.177, que la guerre est le plus souvent inévitable. Mais il se peut aussi qu'elle dépasse le but et qu'elle aboutisse à décimer et anémier les nations, comme il est précisément arrivé du fait de Bonaparte et de la Révolution au dix-neuvième siècle, du fait de l'Allemagne et de la démocratie au vingtième et au vingt et unième.

— Ainsi donc, objectai-je, la prévision de la nature n'irait pas au delà de la première intention? C'est peu.

— C'est peu à vos regards, parce que tout savant a pris l'habitude de considérer la nature comme le dernier mot de la création. Or la Bible nous enseigne que l'homme est au-dessus de la nature, en qualité, étant venu après elle, et la théologie nous enseigne que l'ange est au-dessus de l'homme, toujours en qualité.

La pipe était achevée. Le général se leva pour prendre congé. Je venais de comprendre qu'il était un cerveau universel, en raison même de son exceptionnelle combativité, c'est-à-dire de son exceptionnel dynamisme. Il était tourmenté du continuel besoin de surmonter un obstacle, une douleur, une difficulté, son prochain, une angoisse, un doute, comme d'autres, innombrables, éprouvent le besoin de subir, d'accepter, de lâcher, d'abandonner. Sa présence avait laissé, dans mon laboratoire, une atmosphère de rebiffe, de zèle, de courage qui y demeura flottante, comme un fort parfum, pendant plusieurs semaines.

La détente qui s'était produite, quant à l'archimédisme allemand, une légère reprise du dollar, qui valait maintenant un dixième d'analgo de la première émission, l'accoutumance quant au napus, un heureux et prompt déblaiement du Père-Lachaise avaient désassombri l'esprit public. C'est une merveille que le rapide oubli des souffrances et des inquiétudes traversées, que le retour des foules à leurs occupations ordinaires, à leur fainéantise naturelle, à leur train-train, à leur faculté d'inattention et de frivolité. Un gigantesque laveur de dalles et frotteur d'éponges sur l'ardoise fonctionne à travers la mappemonde, permettant ainsi aux talents nouveaux, aux conjectures nouvelles, aux fatalités nouvelles de « réenchaîner », comme on dit au théâtre.

Or voici que, vers le milieu de mars, par une de ces journées d'avant-printemps qui ont le charme d'une fleur précoce et l'innocence candide d'une première communiante, l'amiral Strummy à Plymouth et l'amiral Duparc à Toulon étaient presque simultanément happés par le napus. L'amiral Strummy ayant autrefois commandé en Chine, lors de la douzième guerre des nordistes et des sudistes, on prétendit qu'il était resté de lui une petite « semelle » malodorante, d'une dizaine de centimètres. Mais c'était peut-être une invention de journaliste, car une telle relique n'eût pas manqué de figurer au musée de l'armée britannique. Ce double trépas de deux marins de grande valeur et sur lesquels comptait l'amirauté alliée, ne manqua pas de faire soupçonner un emploi de l'aphanasie artificielle. Je reçus derechef la visite du général Levin.

— Hein, me dit-il de sa petite voix suave, n'avais-je pas raison? J'avais déjeuné avec Strummy quelques jours avant sa disparition. Il paraissait préoccupé, ce qui se traduisait, chez ce grand silencieux, par un bavardage continu. On ne me fera jamais admettre que le hasard du napus serve ainsi les intérêts allemands. Les diableries vont recommencer, ou l'attaque proprement militaire va reprendre, vous allez voir ça.

Je n'aime pas réfuter deux fois, dans les mêmes termes, une même hypothèse. C'est un trait commun aux polyplastes. Je me tus. Le général était en verve. Il m'expliqua qu'il y avait trois types ou catégories de batailles : celles qui se passent tout autrement qu'on ne l'avait prévu et qui échappent complètement à la science, à la tactique, en un mot à l'organisation. Celles qui se passent exactement comme elles avaient été prévues et organisées par un des états-majors en présence. Celles qui participent de l'improvisation et de la prévision et qu'il appelait mixtes. Les ignorants ne croient qu'au premier type, mais leur erreur est considérable. En outre, selon Levin, la bataille initiale d'une grande guerre, gagnée ou perdue, est une écume qui ne présume rien des engagements postérieurs. Il vaut mieux la gagner, naturellement. Mais, si elle est perdue, il ne faut pas s'en affecter outre mesure. C'est le second engagement qui importe.

— Pourtant il y a eu la bataille de Poitiers, dont les Arabes ne se sont, au cours des siècles, jamais relevés.

— La bataille de Poitiers avait été prévue, dans ses moindres détails, n'en doutez pas, par Charles Martel et ses généraux. Elle rentre dans le troisième cas. Enfin il n'y a au fond qu'une lutte permanente et qui commande toutes les formes de combat : celle du quantitatif et du qualitatif. Bonaparte croyait au quantitatif. Cela lui a joué un mauvais tour à Waterloo, mais s'il avait cru au qualitatif et veillé davantage à la qualité, il aurait surmonté l'arrivée de Blücher. Moi je crois, en tout, au qualitatif. Qu'est-ce que l'homme, mon cher polyplaste? C'est un transformateur constant, et le plus perfectionné connu, du quantitatif au qualitatif.

J'assurai mon interlocuteur que la science concluait comme lui et que tous les savants qui avaient voulu suivre la voie inverse et ramener le qualitatif au quantitatif ainsi que tous les philosophes de même farine, s'étaient lourdement trompés.

— A propos, me dit le général, en se levant pour me quitter : Vous remarquerez que je ne fume plus la pipe. Devinez pourquoi? J'ai rêvé que le service des renseignements allemands était parvenu à remplacer le tabac de ma pipe et la substance même du fourneau par une combinaison hypertoxique. Il faut croire aux prémonitions.

Elles aussi font partie de ce mouvement avant-arrière qui règle, administre et gouverne tant de phénomènes naturels et moraux.

La disparition d'un homme qui porte une grande idée, ou une puissante marotte, nuit à celles-ci et en diminue considérablement la portée. Les tourbillons de Descartes ont été abandonnés, ainsi que la glande pinéale « siège de l'âme », aussitôt après la mort de Descartes. Les microbes de Pasteur, l'évolution de Darwin et le déterminisme de Claude Bernard sont descendus au barathre quatre-vingt-dix ans après que leurs inventeurs y étaient descendus eux-mêmes. Quant aux systèmes philosophiques, ils ne sont jamais ni tout à fait actifs ni tout à fait inertes, Dieu merci, car leurs conséquences morales seraient épouvantables, et ils flottent à la surface du temps qui coule, à la façon de certaines méduses, moitié mortes et moitié vivantes. C'est ce qui arriva pour Sidoine et l'explication du napus par l'électricité, le magnétisme et l'ondisme. La loi Sidoine ne fut pas rapportée, mais il apparut moins urgent au conseil des nations qu'elle fût appliquée, et du coup la science allemande triompha : « Vous vouliez donc nous imposer une prétendue « certitude, qui était en fait douteuse, et une suppression, ou pro- « hibition, électro-ondique, dont la nécessité n'apparaît plus. Avouez « que, dans ces conditions, nous n'avions pas si tort de faire la « guerre cataclysmique à l'Europe, et financière à l'Amérique. » C'était la première fois que l'état de guerre militaire et autre était reconnu par la presse germanique.

Du moment que les hostilités s'atténuaient ainsi, sans que le napus ralentît le moins du monde son homicide besogne, il ne semblait plus indispensable que nous demeurions dans le sous-terre 7, où nous étions beaucoup moins confortablement installés qu'à l'air libre. D'autant plus que, depuis que nous nous étions mués en taupes, la confiance du public en « l'Aristote » avait diminué, et les legs particuliers devenaient moins nombreux. Seul avait connu un réel succès de librairie, au milieu de tant d'événements et d'avatars, la thèse de notre défunt ami poly 14.026 sur : *La petite fréquence du napus dans l'action.* Ce titre désignait les cas d'aphanasie portant sur des chauffeurs au volant, des mécaniciens à leur poste dans les trains de jour et de nuit, des capitaines à la barre, etc. Le regretté poly 14.026, en examinant ses statistiques, avait remarqué ou cru remarquer que cette catégorie de napus était proportionnellement la moins nombreuse, comme si l'exercice immédiat du métier créait une sorte de demi-immunité. La remarque avait une portée pratique, puisqu'elle épargnait le doublement du personnel technique que le fléau avait semblé nécessiter d'abord. Mais, cette thèse mise à part, on piéti-

nait et l'on était parvenu au voisinage de l'anniversaire terrible, sans avoir encore la moindre précision étiologique, ou ethnique, ou physiologique, ou anatomique, ou animale, ou végétale, ou symbiotique, ou chimique, quant à cet éparpillement infinitésimal de l'être humain, sans le moindre résidu. Eustache lui-même semblait moins féru de son explication peu satisfaisante par l'abus des cinébouquins et des enregistrements, reproductions de mouvements. Il prétendait maintenant que les appareils les plus nocifs et napusigènes étaient les transformateurs de son en lumière et de lumière en son, ou en sensations tactiles, aujourd'hui si employés. Ce passage d'une cause à une autre témoignait de son incertitude. Selon l'expression vulgaire, « on nageait ». Comme moyen thérapeutique, le public, le bon public, celui qui avale immédiatement tout ce que lui ingurgitent des personnes munies de diplômes, ou des charlatans, ou des maboules, s'en tenait à la bouillie d'Ailette et à la crasse. Tous les établissements de bains et fabricants d'appareils de circulation d eau avaient fait faillite. Tous les grands hôtels, palaces et surpalaces, avaient renoncé à leur eau courante, à leurs baignoires et étaient revenus dare dare aux cabinets secs du bon vieux temps. La première parole que prononçait dans son jargon le riche étranger en arrivant, et écrivant son nom sur la fiche du voyageur, était : « Très peu d'eau et moins que très peu, autrement nous allons ailleurs ! » Tous les guides renfermaient cette phrase dans toutes les langues d'Europe, d'Afrique et d'Asie. Je n'omettrai pas ce détail qu'en raison de leur « semelle » puante les Chinois, dont on redoutait le « napus » infect, étaient impitoyablement refusés. On avait institué, à leur usage, des espèces de léproseries riches, aux chambres désodorisantes, où ils disparaissaient sans incommoder, ni infester leurs voisins. Ensuite on brûlait leurs « semelles » dans des appareils spéciaux dits « célestes ».

Les nouvelles parvenues ondiquement des grandes cités des lacs africains signalaient que les émigrants blancs ou jaunes, fort nombreux en raison de la panique napusophobe, subissaient la disparition comme en Europe, et, en plus, peu avant l'aphanasie, se coloraient en filets noirs. Cette constatation qui aurait dû théoriquement ralentir l'émigration, ne l'avait pas modifiée dans son rythme. Les docteurs noirs, malins, affirmaient en effet qu'après un certain temps la forme spécifiquement tégumentaire du napus se substituerait au napus total et mortel. On estimait que, grâce à ce subterfuge, leur clientèle avait centuplé. C'est même, je pense, une des origines de cette rivalité des noirs et des blancs qui, au vingt-troisième siècle fait couler des torrents de sang et qui menace d'en faire couler bien davantage.

Le personnel de la fondation envoya dix délégués, dont j'étais, au directeur, pour exposer la situation et demander le retour à la surface. Mais certains professeurs routiniers, et qui déjà avaient pris leurs habitudes au sous-terre 7, s'appuyaient sur les craintes des militaires de la haute armée, pour exiger le *statu quo*. Selon eux, la suspension de l'*Archimède* tenait uniquement à ceci que les principaux appareils, en particulier le géotome géant, dit Murmelthier-Herzius, s'étaient détraqués et qu'il fallait le temps de les réparer. La perplexité de Cortenaz, tiraillé entre ces requêtes et exigences de sens opposé, et inconciliables, était quelque chose de réjouissant. Six jours de suite nous lui rendîmes visite, le matin, exposant nos raisons exactement dans les mêmes termes, et il nous répondait d'une mine résolue : « Bon, bon, mes enfants, c'est entendu. » Mais l'après-midi, et pendant ces six jours, il recevait les trois professeurs récalcitrants, dont Eustache, l'impressionnant Eustache, et il les congédiait (après avoir approuvé de la tête) par un « bon, bon, messieurs, c'est entendu » de même intensité et de même valeur.

Pour le taquiner, nous avions soin d'entrer dans son cabinet les mains vides, ce qui le forçait à renoncer au « mettez ça là ». Il le remplaçait par une petite toux où apparaissait sa timidité. Finalement il fut décidé, comme dans la vieille chanson, que ceux qui voudraient partir partiraient et que ceux qui voudraient rester, resteraient. Mais cette décision ne tint pas, car il en serait résulté une désorganisation totale de l'Aristote et de ses services compliqués, en particulier de l'encrassement. On prit le parti de tirer la chose à pile ou face. Pile, air libre ; face, sous terre. La pièce répondit « face », et j'entends encore le soupir de soulagement de Cortenaz.

CHAPITRE VIII

L'armistice tacite.

A l'heure où se manifesta, dans l'univers, et notamment en Europe et en Amérique, la singulière réaction littéraire et artistique que je vais dire, l'aphanasie poursuivait ses ravages, de plus en plus incompréhensible en son essence et dans ses causes ; la guerre invisible des Allemands était suspendue par un armistice tacite ; l'analgo n'agissait plus que faiblement sur les douleurs et était rattrapé par le dollar. C'est d'ailleurs un fait que ce papier-monnaie, d'un type nouveau, et fondé sur la persuasion, n'eut jamais aucun succès en France, où la suggestion boche a peu de prise. Les ruines,

accumulées par l'*Archimède* sur notre territoire et dans nos villes, étaient recouvertes par la végétation, dont on remarquait l'exceptionnelle puissance et extension. Les champignons avaient commencé ; mais maintenant, sous l'influence d'une force obscure — liée certainement au napus — les arbres suivaient le mouvement et acquéraient, en quelques mois, des proportions gigantesques. Il en était ainsi sur les quais de la Saône à Lyon, aux environs immédiats de Paris, sur les rives de la Loire et du Doubs et en Bretagne, dans la Montagne noire.

Le début de cette renaissance, mais d'un type particulier, fut la découverte — par un polyplaste bibliophile de la fondation — d'un ouvrage vieux d'un peu plus de trois siècles, paru à une librairie du nom de Champion et intitulé : *la Légende de la Mort en Bretagne.* L'auteur, un certain Le Braz, avait recueilli là, de la bouche de paysans et de paysannes d'autrefois, des récits admirables et simples qui se trouvaient convenir à la sentimentalité et à la sensibilité générales. Ce livre, réédité en cinébiblat, avec des paysages et des personnages bien choisis et pleins de mouvement, fut rapidement dans toutes les mains. A « l'Aristote » on se l'arrachait, en dépit des protestations d'Eustache, nous menaçant tous d'aphanasie ; on y cherchait et on y découvrait des concordances avec notre situation précaire et menacée, des consolations par l'au-delà, un rafraîchissement de l'âme. Ce n'était plus de l'engouement, c'était de la frénésie. De notre milieu scientifique et cancanier, la vogue se répandit dans le grand public, chez les demi-ignorants, chez les ignorants et jusque chez les gens du monde et les oisifs. Tel un népenthès bienfaisant, le poème — car c'en était un, bien qu'en mosaïque — de Le Braz pansait la plaie ouverte, en chacun de nous, par l'appréhension de la mort sans restes et amorçait cette rêverie presque mystique qui est le seul recours et refuge ici-bas, avant la prière humble devant un crucifix.

Dans ce même mois de mai, qui est celui des fleurs — particulièrement embaumées en 2228 — et du réveil de la nature, apparurent soudainement une jeune poétesse polyplaste, d'une fraîcheur d'inspiration et d'un rythme délicieux, Marie de Félan, dont le volume, *Occidentales*, inspiré par Le Braz, l'était aussi de Chénier, de Moréas et de Virgile ; une statuaire digne de l'antiquité grecque, Jeanne Ronsin, qui s'était occupée jusque-là de travaux d'embryologie comparée ; et un peintre flamand, Van der Seen, en qui revivait, avec un coloris plus ardent, toute la grande lignée de ses compatriotes de jadis, et notamment du splendide Rubens. Un mois avant de prendre le pinceau où l'avait laissé, dans un rayon de lumière blonde, le joyeux possesseur de la belle Hélène Fourment, notre Van der Seen

fabriquait des instruments de précision et calculait des dioptries. Mais le cas le plus étonnant fut celui du pharmacien Lehuppe qui, abandonnant les drogues auxquelles il devait son immense fortune, écrivit, de but en blanc, une biographie de Léonard de Vinci, amoureuse et philosophique, laissant loin derrière elle toutes les entreprises de même ordre ; une biographie qui était un perpétuel délice et comme une reviviscence, dans une langue claire, fluide, sans bavures, où s'ouvrait l'École transparente, avec ses perspectives enchanteresses.

Là-dessus, le fils et successeur de la maison Spague et C^ie^, qui est la plus grande fabrique d'explosifs de la vallée de la Garonne et d'où sortent, en temps de guerre, cent mille obus à l'heure, chargés de gaz toxiques, le jeune Ludovic Spague écrivit, à trente et un ans, sa symphonie aphanasique, où repassent, pour l'éternité, toutes nos terreurs, toutes nos angoisses, toutes nos illusions aussi, qui accompagnèrent les débuts du fléau. Qui aurait cru que ce jeune homme pratique, rompu aux affaires, dès sa jeunesse, par une mère despotique et un père de plomb aux yeux de nickel, exhalerait, dans l'art le plus éthéré et le plus idéaliste, l'*aura* de toute une époque, son mystérieux malaise, ses variations morales, son frisson ! J'assistais, avec Henriette, à la première audition du chef-d'œuvre de Ludovic Spague, dans le grand hall chimique de l'usine, transformé, pour la circonstance, en salle de concert. Après un premier moment de surprise heureuse et qui dut être celle des premiers auditeurs de la *Symphonie avec chœurs* de Beethoven, toute l'assistance enthousiaste se dressa et acclama l'auteur, pleurant de joie. Les larmes coulaient, chargées de génie, sur cette face de petit singe, verdâtre et grimaçant, que chacun prenait pour un dégénéré chargé de la malédiction céleste, écrasé sous l'immense fortune de son sinistre exterminateur de papa.

Il y eut mieux encore : tout le monde a connu Mme Tougourte, la mère Tougourte, la veuve du célèbre financier qui a razzié la moitié de la fortune publique et semé la France d'établissements commodes mais onéreux, véritables filets jetés sur l'épargne. Quand elle agitait son toupet au-dessus de son visage de Gorgone bourgeoise, les académiciens d'étoupe, de paille, de fumier et de son, conviés à sa magnifique mangeoire, saluaient, souriaient, s'aplatissaient. Elle s'était fait une réputation d'esprit, en maltraitant et brimant les malheureuses femmes de fonctionnaires et d'employés, dépendant de la maison Tougourte, en disant à chacun « ses quatre vérités », et en applaudissant, des deux saucisses de ses bras courts, outrageusement dénudés, les comédiens et comédiennes de ses « Soirées d'art ». Eh bien ! cette mégère non apprivoisée, muée en épistolière, se mit, du

jour au lendemain, à écrire des lettres dignes de Mme de Sévigné, d'un tour plus banal, mais aussi fantaisiste, que l'on se passait de main en main et qui plongeaient dans la stupeur les amis et amies, parasites et tapeurs de la riche maison : « Ce n'est pas possible que ce veau d'Henriette ait écrit cela !... Elle a été napusifiée et remplacée par une sosie !... Il y a de la magie là-dessous... On nous l'a changée en nourrice ! » Telles étaient les aménités qui se mêlaient aux compliments, les seconds par devant, les premières en arrière comme il sied.

On eût dit qu'avec l'engouement, les tendances individuelles, les penchants héréditaires, les affinités mentales et morales, eussent passé brusquement de la science, mathématique ou biologique, à l'art, aux lettres, à l'agrément. Soit que cette métamorphose fût le résultat d'une décompression de la terreur, soit en vertu de cette nécessité du changement, qui commande la nature universelle, et à laquelle l'homme résiste de son mieux par l'image qu'il se fait de la permanence et de l'éternité. Peut-être aussi l'organisme mixte, placé entre l'âme et le corps et qui leur permet de communiquer, se rendait-il compte des possibilités lointaines d'échapper à l'aphanasie par une extension de la liberté intérieure et de ses adjuvants : poésie, peinture, musique, sculpture. La science — qui le sait mieux que moi? — n'est pas une évasion ; c'est une chaîne, dont la réflexion rive le fer. L'art, au contraire, libère l'amour aux lèvres sucrées, aux bras tièdes, aux pleurs presque aussi délicieux que le rire. Sans doute existe-t-il un art morose et docte, qui vient, à toutes les époques, tramer et recouvrir de filaments grisâtres l'étoffe dorée de l'art véritable. Mais cette contrefaçon ne saurait diminuer le rôle émancipateur des fils des Muses, que féconde Apollon.

De l'art, ce renouveau s'étendit aux métiers, qui sont les compagnons inséparables et indispensables des peintres, des musiciens, des sculpteurs, des écrivains, des architectes. Car comment s'en tireraient-ils, les peintres et fixateurs de la lumière et de la couleur, des formes admirables de la nature et plus admirables encore de la femme, s'ils n'avaient ni toiles, ni châssis, ni tubes remplis de cette même pâte que manièrent Vélasquez, Rembrandt et Goya? Que deviendraient les musiciens, sans les instrumentistes et sans les fabricants d'instruments, du hautbois rustique et nasillard à la flûte, qui est comme un sifflement modulé dans l'eau. Que deviendrait le sculpteur sans son praticien, sans son dégrossisseur, sans celui qui coule, dans le bronze, la matière transformée par son génie? Que deviendraient les architectes sans les maçons, et les écrivains sans les typographes et sans les constructeurs des machines devant lesquelles s'asseyent les typo-

graphes? Quand l'inspiration tire sur l'artiste, l'invention tire sur l'artisan. L'un est relié à l'autre par cette ardeur au perfectionnement et à la perfection, à la beauté et à la difficulté vaincue, qui est à mi-chemin entre l'amitié et l'amour sans plus. C'est cette conjonction passionnée du maître de la pensée et des maîtres des moyens de la pensée qui permet aux chefs-d'œuvre, dans tous les domaines, de braver les siècles par l'excellence et les habiles dispositions de la matière. Grâce à l'art, la cité reprend cet air de grande famille que lui ferait vite perdre l'industrie, uniquement tournée vers l'émulation de la vitesse, de la précision et la guerre.

Sidoine n'étant plus là pour nous prêcher la haine et la crainte des ondes et des moyens téléphoniques et autres, nous avions utilisé tous ces appareils pour lancer la bonne nouvelle à l'univers et propager notre renaissance artistique dans le plus de contrées possible. L'homme en proie à une griserie, noble ou vile, penche toujours à supposer que son voisin la partagera. Il nous parut que la réaction était autour de nous et, à notre appel, fort diverse.

Échaudée par les Allemands avec l'analgo, l'Amérique en avait conçu un certain respect pour ceux qui l'avaient momentanément dupée et ruinée. Beaucoup, en retrouvant leurs vieilles douleurs que ne guérissait plus le billet magique, murmuraient : « Tout de même, *il* m'a fait du bien !... » Sans doute le napus avait-il beaucoup éprouvé les populations situées entre l'Atlantique et le Pacifique ; mais leur habitude des cataclysmes non artificiels et le goût de la fantaisie avaient atténué l'impression de terreur et poussé les survivants à prendre la chose à la blague. On a, là-bas, le « nevermore » ironique. Aussi le besoin de réaction artistique n'était-il pas violent comme en France, en Italie, en Belgique, en Hollande, en Espagne, en Angleterre. Le livre de Le Braz, traduit, eut peu de succès, rien n'étant plus éloigné du tempérament et de l'esprit américain que le tempérament et l'esprit breton. Les États-Unis ont remplacé, une fois pour toutes, le fantôme par le médium et le guéridon spirite.

En Angleterre, par contre, *la Légende de la Mort*, habilement traduite, fit apparaître une pléiade d'auteurs dramatiques, d'une variété et d'une richesse presque égales à celle de la période élisabéthéenne. Tous s'inspiraient plus ou moins de l'aphanasie et la mêlaient à des aventures et chants de mer, de colonies, de plein ciel, coulés dans de véritables chants d'oiseau. Ni en musique, ni en sculpture, on ne remarqua rien d'extraordinaire, ni de simplement original. Toutefois le peintre écossais Southbridge découvrit et appliqua une couleur nouvelle, le nap, intermédiaire entre le vert céladon des nègres et le havane, et qui lui servit à représenter le ciel de Londres pendant

un des bombardements les plus tragiques de l'*Archimède*. Cette conjonction picturale des deux fléaux fut tellement appréciée que Southbridge devint à la mode d'un jour à l'autre.

Quant aux auteurs dramatiques, le plus fameux et, je pourrais même dire, le plus illustre du groupe, fut Charles Esbott qui, sans sacrifier au baroque, sut joindre l'ironie à l'émotion dans une mesure exquise et demeurée, en général, l'apanage des maîtres latins. Sans qu'il soit possible de l'égaler à Shakespeare, cime la plus haute et inaccessible, avec Molière, de la scène de tous les pays et de tous les temps, on goûte, en lui, ce mélange du celte et du latin, ce choix du sujet délimité, ces dessous complexes et brillants, ce rythme sûr du dialogue qui assure la pérennité.

Tel Shakespeare puisant dans les chroniques écossaises et italiennes, dans Plutarque, dans Montaigne, dans Bourdello, et ailleurs, la substance qui, reprise par lui, devait créer un monde de figures, tel Esbott a tiré de l'ouvrage de Le Braz une société d'un type nouveau, intermédiaire entre le réel et le rêve. Il joue avec les fées et les anges et enchante ainsi le séjour terrestre. En nous replaçant encore au point de vue de l'avant projeté en arrière et de la prévision équilibrante, on peut se demander à quelles ténèbres ultérieures devra remédier un rayon de lumière tel que Charles Esbott.

L'orage allemand, si peu qu'il eût duré cette fois, avait rendu l'Allemagne aspiratrice et poreuse. Pendant cet armistice tacite — car les hostilités ne furent jamais *officiellement* suspendues — elle s'imbiba de Le Braz, traduit par Hermann Körper, au point d'en tirer une métaphysique. C'est par la métaphysique que s'élimine le lourd ingenium de cette race bellifère, et qui remue, avec le glaive, des quartiers épais de raisonnements, de dissertations à perte de vue. Qu'elle soit le pays du mensonge flagrant, cela se voit rien qu'en lisant Kant, qui nie l'adéquation universelle de l'esprit et des sens. Sur cette tromperie il a édifié un système qui a bouleversé le monde et déchaîné la guerre chronique au nom de la paix éternelle. La *Gespenstmétaphysik* ou une métaphysique fantomale, à laquelle on ne peut dénier une certaine originalité, retorse et brutale, date et découle ainsi de la résurrection d'un barde et folkloriste, Breton bretonnant du vingtième siècle. Il en est des lettres et des arts comme de la fécondation des fleurs, par ces insectes que sont les poètes, les prosateurs, les peintres et les musiciens, transportant d'un genre à l'autre, d'un sens à l'autre, d'une catégorie de tel sens à telle autre — car il y a plus d'une vision, plus d'un odorat et plus d'une ouïe chez le même homme — d'une époque à une autre, d'une nation à une autre, le pollen impalpable de la beauté, du rythme et de l'esprit.

En Espagne, « le brazisme » devenu « el brazio » agit de façon sinon plus directe, mais indirecte, réanimant ce fonds légendaire qui a fait, à tous les âges, la saveur particulière d'une langue douée à la fois pour la vie extérieure et pour la mystique, et qui brille des mêmes feux dans sainte Thérèse et dans Cervantès. C'est en somme en Italie, le peuple le plus original, le plus froid, le plus entreprenant et le plus ferme de l'Europe au vingt-troisième siècle, que l'imprégnation fut le plus faible, pour ne pas dire inexistante. Il n'y eut même pas de réaction ni, comme nous disons, pour abréger, de *semen contra*. La littérature et l'art italiens poursuivirent leur involution particulière, de la même façon que la Chine eut sa forme, nationale et spéciale, de napus.

La brièveté de cette renaissance devait être égale à son intensité. A son troisième volume de vers, il apparut que Marie de Félan n'avait rien à dire de plus que ce qu'elle avait dit et qu'elle battait ses flancs délicats. Jeanne Ronsin, délaissée par le démon agile de la sculpture, revint, au bout de dix-huit mois, à l'embryologie comparée. Le pharmacien Lehuppe, ayant écrit une sorte de suite à son *Léonard*, ou plutôt de ressucée — chose qu'il ne faut jamais faire, *non bis in idem* — perdit son prestige sur la jeunesse, l'âge mûr et la vieillesse à la fois, et se fit traiter de baderne et de raté. Charles Esbott, après dix années de succès retentissants, de nombreuses traductions, et quelques fours méritoires, aussi savoureux et féconds que des succès (car ils ne résultaient pas de concessions en public, ni de diminution de la verve), Charles Esbott délaissait l'art dramatique et les lettres en général, sans qu'on sût pourquoi, et s'adonnait au commerce des céréales et au jeu de tennis. Retiré à Alexandrie, chauffant ses os au soleil, il ne donna jamais aucune explication, ni aucune réponse, aux journalistes qui le harcelaient, sinon celle-ci, invariable : « *Cela* (c'est-à-dire mon art) m'a dégoûté et je suis parti... » Southbridge fut napusifié, en compagnie de son hôte Ludovic Spague, à la suite d'un repas un peu orgiaque auquel ils avaient invité des amis. C'est un des cas très rares d'aphanasie double, ou jumelée, que l'on connaisse. Les prédicateurs protestants du voisinage ne manquèrent pas d'affirmer que c'était le châtiment de leur mauvaise conduite et indécente « nouba ». Mais, de ces prédicateurs, le principal et le plus éloquent fut napusifié lui-même peu de temps après, ce qui enleva du poids à son affirmation.

Et, vous, me direz-vous, et votre femme?

Henriette et moi fûmes vigoureusement touchés par cette épidémie littéraire, poétique et esthétique. Nous n'osions pas nous l'avouer d'abord : la cellule et ses centres magnétiques avaient perdu de l'in-

térêt à nos yeux, depuis l'aurore de notre amour. Cet amour lui-même nous avait ouvert les portes de la sensibilité et de l'art, comme l'aurore ouvre celles de l'orient. Nos professeurs nous avaient dégoûtés, par l'absolu de leurs doctrines, dont nous soupçonnions ou constations la caducité. Je pense aussi que l'existence souterraine avait suscité en nous tous, habitants du 7, le voluptueux appétit de la lumière que la science la plus aiguë et la plus désintéressée ne satisfait pas. Le laboratoire le mieux outillé, le mieux orienté, demeure une pénombre, alors qu'un simple distique de Virgile ou d'Horace nous inonde littéralement de clarté. Et que dire d'une toile de Rembrandt ! J'ai connu de grands inventeurs, dans l'ordre de la mécanique et de la biologie, de la chimie et de la physiologie, qui étaient toujours tristes et moroses, bien que considérés comme des bienfaiteurs de l'humanité et honorés universellement. Je n'ai jamais connu d'homme aussi gai qu'un marin provençal de La Ciotat qui pêchait des oursins et autres poissons et coquillages pour la bouillabaisse et chantait, du matin au soir, dans sa barque. Il est vrai qu'il était lui aussi, à sa manière, un bienfaiteur de l'humanité.

Les congrès artistiques et esthétiques remplacèrent les congrès scientifiques. On décida de tenir à Genève, dans l'ancien palais, restauré en 2160, de la Société éphémère des Nations, une amphithéotie de la beauté féminine, à laquelle seraient conviées même les Allemandes, en dépit du récent *Archimède* et du caractère, instable et indéterminé, de l'armistice. Mais la beauté, au sens grec du mot, n'étant pas complète sans l'esprit, il fut admis que les gracieuses et jolies personnes de la sélection définitive devraient émettre, après dix minutes de réflexion, une remarque ou une pensée qui deviendrait leur devise, et serait transmise à tout l'univers. Il semblait qu'il y eût là un moyen de rapprocher les peuples de façon plus agréable que par la question de la traite des blanches, ou de la répartition du goitre selon les vices et vertus de l'eau potable. Or c'est le contraire qui arriva. L'envie féroce, suscitée entre les candidates par la magnificence des prix et des primes, amena une nouvelle cause d'aigreur dans les rapports diplomatiques ; moins grave au début que celle provoquée par la loi Sidoine et les débats consécutifs, mais qui, en se prolongeant, se serait terriblement envenimée.

J'avais décidé Henriette à concourir, persuadé qu'elle obtiendrait au moins un accessit et qu'elle trouverait une repartie très originale et très drôle. Nous allâmes demander l'autorisation de Cortenaz. Il nous reçut avec affabilité, nous écouta distraitement et, en souhaitant bonne chance à Henriette, nous gratifia d'un sonore : « Bon, bon, c'est entendu. » Mais nous sûmes, par la suite, que sa femme lui avait

fait une scène atroce, car elle aussi allait se mettre sur les rangs. Le voyage en car, par le Morvan, le Jura et le col de la Faucille, fut délicieux. La caravane se grossissait de charmantes créatures que l'on récoltait à mesure dans les villes, bourgs et villages ; toutes, étant intimidées, puis enhardies, se coloraient de deux roses différents. J'étais cornac et surveillant, avec une dizaine de nos collègues de « l'Aristote », dont cinq polyplastes, qui, plus ou moins, s'étaient désintéressés de leurs travaux — sans pour cela afficher le moindre antiscientifisme — et ne rêvaient plus que de peinture, de musique, de danse ou d'amour. C'est dire si l'on contait fleurette pendant le trajet et aux heures des repas ! Le calme était revenu rapidement dans ces contrées tout récemment désolées par l'*Archimède*. Les rivières étaient rentrées dans leurs lits. Les populations, chassées par les bombardements allemands, aussi. Paysans et paysannes s'étaient remis à la culture et aux soins du ménage, comme si rien ne s'était passé. Quant au napus, bien qu'il enlevât en moyenne un de nos compagnons ou une de nos compagnes par jour, on n'y accordait que peu d'attention. L'éloge de la personne disparue n'était plus prononcé que du bout des lèvres. Souvent il s'agissait d'une jolie personne que nul ne connaissait, qui allait à Genève sans avoir prévenu son entourage, et dont l'identité demeurerait à jamais ignorée. Par une entente tacite, aucun rappel de fait de guerre archimédique, ni de cataclysme artificiel, ni des graves événements récents, ni d'épidémie napusienne ne venait troubler la frivolité volontaire et générale. Aux arrêts d'auberge, ceux qui aimaient la danse dansaient. Les autres coquetaient ou chantaient. C'était une existence fort agréable et contrastant de façon heureuse avec notre chiourme savante de sous-terre 7.

Genève, quand on y arriva, par un temps superbe, semblait un bel oiseau blanc et tiède, un cygne au plumage lisse, posé sur l'eau bleue du lac adorable. Elle était pavoisée de drapeaux de toutes les nationalités et de diverses sectes, dont celle des adorateurs du napus ou napusomanes, qui représente, sur un fond rose vif, l'éparpillement d'une tête de mort. Les concurrentes allemandes, déjà arrivées, sous la garde elles aussi de polyplastes émancipés et d'anciens chefs de laboratoire, avaient retenu, dans les meilleurs hôtels, les meilleures chambres ; à travers les vitres étincelantes, on apercevait leurs nattes blondes, leurs profils ronds, leurs yeux pleins de rêve. En Allemagne, le polyplaste est de visage carré, entièrement rasé à la militaire et vêtu d'un uniforme blanc sans soutaches, qui signifie la consécration à la kultur. Bien que la trêve ne fût pas définitive, la rencontre franco-allemande fut cordiale, plus cordiale même que les autres

rencontres et il y eut, de part et d'autre, quelques compliments et exclamations devant les beautés rougissantes : « Ah ! mâtin, ah ! sapristi, ah ! diantre... *Ach doch, aber was, so so...* » En même temps que nous, débarquaient les beauty-cars de la Grande-Bretagne, chargés de physionomies angéliques et de véritables nymphes qui avaient l'air d'être sorties de l'eau à l'appel d'Amphitrite. Leurs cheveux, d'un blond plus léger et vaporeux que celui des Allemandes, et comme idéalisés, étaient tressés et groupés gentiment dans de petites corbeilles à la grecque. On remarquait une sorte de parenté physique entre les Bruxelloises et les Lyonnaises, pour la solide finesse des traits du visage comme passé au miel, et des jambes joignant l'utilité à la sveltesse, avec la taille ronde, mais souple. Les Provençales et les Bretonnes, bien que d'un type très différent, s'apparentaient par la fleur d'une peau, ici ambrée et là bleutée, qu'on eût dite empruntée à la rose pour le satinage et à l'œillet poivré pour l'odeur.

Les deux séances inaugurales, consacrées à la sélection définitive, donnèrent lieu, entre les artistes esthétiques, à des discussions qui faillirent dégénérer en bataille. Les juges féminins n'avaient pas les mêmes règles et canons que les masculins et leur choix allait de préférence aux moins gracieuses et aux moins bien proportionnées. Boulotte elle-même, la maman Tougourte, membre du jury en raison de son autorité récente d'épistolière, éliminait les minces, les « sauterelles » — comme elle disait — toutes les Anglaises, parce qu'elle n'avait pas encore trouvé d'éditeur à Londres et n'avait d'yeux que pour Gretchen. Insolente et brutale, elle avait pris de l'ascendant sur ses collègues des deux sexes qui n'osaient plus piper quand elle avait porté jugement et brandi son puissant face-à-main. Elle menait en laisse un sceptique célèbre, du nom de Thiberaut, écrivain à la mode frisant la soixantaine, au visage finement modelé, terminé en triangle de barbe grise, qui lapinait à propos de tout « oui, certes, n'est-ce pas, tout de même », et dont elle avait fait son *patito*. Juré comme elle, Thiberaut jurait, mais un peu tard, qu'on ne l'y prendrait plus.

La sélection définitive comprenait deux Allemandes, de type très différent, l'une classiquement blonde, l'autre brune altière ; deux Anglaises récemment envolées du Paradis (on cherchait des ailes à l'épine de leurs omoplates), une Provençale de profil sarrasin, une Bressane pareille à une Madone de primitif, et une Italienne sortie d'un tableau de Léonard, douée d'un sourire ineffable et comme ourlé. Ma pauvre Henriette avait été rejetée, ce qui ne m'empêchait pas de la chérir de toutes mes forces. Les concurrentes, habillées avec goût, mais les bras nus et le haut du buste découvert, défilaient devant les arbitres avec lenteur et s'apprêtaient à prononcer

chacune la devise attendue, quand un pasteur protestant, qui tenait une Bible sous le bras, apparut. Il venait de Suède, où il avait miraculeusement échappé au napus qui, là-bas, faisait des ravages en raison de l'hygiène sportive et de l'absence de crasse. Il avait le visage long et soucieux, une redingote noire, boutonnée du col aux genoux et un chapeau de feutre noir plat, aux larges bords. Il gravit rapidement les marches menant à l'estrade et, une fois là, tendit la main libre — non biblique — en avant. Il commença, d'une voix monotonement rauque, un discours où il expliqua que le mal implacable, le napus, venait de la dissolution des mœurs et, en particulier, de l'impudicité des femmes et des concours de beauté. L'assistance l'écoutait avec résignation et consternation sans croire un mot de ce qu'il disait, attendu que le napus, dans cette hypothèse présentée comme une certitude, eût commencé avec le paradis terrestre, où nos premiers parents étaient nus. Avec des gestes de bois, pareil à un pantin dévernissé, ce personnage que nous sûmes depuis s'appeler Nysdröm, poursuivait sa remontrance, quand on entendit un crépitement sec et la Bible tomba sur le sol : le napus impitoyable avait fait son œuvre.

La situation était si bouffonne que tout le monde fut en proie au fou rire et que le prix ne put être distribué ce jour-là. Il ne devait jamais l'être, en raison d'un événement tragique qui allait, par ses répercussions, interrompre l'armistice tacite.

Les militaires de l'École de guerre et de l'État-Major avaient subi, comme tous les Français cultivés, la crise de renaissance esthétique et littéraire apparue en Europe et en Amérique en conséquence de la mort sans restes et de la vogue de Le Braz. Le maréchal Verve s'était mis avec ardeur au violoncelle — ce n'était plus le violon du bonhomme Ingres — et l'on prétendait que son cours, sur le renouvellement périodique des fortifications souterraines et la guerre de mouvements, s'en ressentait. Il avait dû déménager à la suite de plusieurs plaintes de ses voisins, fort peu patriotes, que son déchaînement musical importunaient. Le général Levin s'était pris de goût pour l'art du cinébiblat, en dépit de la campagne d'Eustache, et il était venu à Genève avec une société de « tourneurs de films », en vue d'un illustré sur le congrès esthétique. C'était l'étonnement général que cet homme de guerre recherchât, comme délassement, une occupation aussi frivole. Mais nous vivions dans un temps baroque, où l'on ne devait s'étonner de rien.

Tout occupé par la déception d'Henriette, j'avais omis de me présenter au général, quand, au tournant de la Corraterie, je me heurtai littéralement à lui. Sa figure plissée, ratatinée, était éclairée d'un bon

et franc sourire et il semblait délivré de ses sombres préoccupations intérieures.

— Bonjour, mon général! Vous venez ici pour le concours des belles?

— Bonjour, mon cher poly 17.177, me fit-il de sa petite voix douce. J'ai fait le voyage en effet pour me rendre compte de cette intéressante manifestation de beauté, et aussi en vue d'une préface pour un cinébouquin. Que voulez-vous? Je suis saturé de topos militaires. Il sera toujours temps de reprendre le collier quand les Boches réattaqueront. Pour l'instant, « en place, repos, vous pouvez disposer. » Je « dispose. » Et alors j'ai vu, dans les feuilles, que la toute charmante Mme Poly 17.177, née Tastepain, n'avait pas été de la dernière sélection. Quelle injustice! J'irai me mettre à ses pieds, dès demain. Où êtes-vous descendu?...

La conversation continua. Sur la place, les gens s'arrêtaient pour dévisager le glorieux soldat, rempart de l'Occident contre la fureur périodique des Germains. Ceux-ci, et principalement un polyplaste, reconnaissable à son uniforme blanc, n'étaient pas les moins curieux de sa glorieuse et modeste personnalité. Je quittai ce noble soldat pour me rendre au scrutin définitif, en lui donnant rendez-vous au banquet qui devait suivre l'élection de la beauté type. Deux autres aphanasies de personnes heureusement inconnues et de nationalité indistincte, étaient à déplorer depuis six heures. La proportion tendait à augmenter, ce qui, vu l'immense quantité d'appareils ondiques et magnétiques employés dans la région de Genève, justifiait la thèse de feu Sidoine. Tout le monde de nouveau parlait de la loi, mais à voix basse, de crainte de ressusciter l'ère archimédique des Allemands.

Ce fut la Bressane qui remporta le prix et c'était justice, vu l'animation mutine qui rehaussait sa merveilleuse beauté châtain clair. La joie éclata au camp français. Nous ne nous doutions guère du malheur qui allait suivre.

Léon Daudet.

(A suivre.)

les idées & les faits

LA VIE A L'ÉTRANGER

L'EXPÉRIENCE ESPAGNOLE

Un peu de curiosité, plus encore d'ironie et surtout de sarcasmes : voilà l'accueil que l'opinion française a fait à l'ouverture de l'Assemblée nationale espagnole.

L'expérience donnera ce qu'elle pourra, mais elle ne saurait être indifférente, car elle se rattache au grand mouvement de recherche de nouvelles formules politiques ; elle marque une phase de l'évolution d'un peuple dont l'avenir est étroitement solidaire du nôtre. Voilà pour les esprits à l'affût des nouveautés.

Rénover l'Espagne et en partant d'un fait aussi banal qu'une dictature militaire, sans aucun point d'appui dans l'opinion, par la seule initiative de chefs improvisés et de conseillers triés sur le volet ! Quelle illusion ! murmurent les sceptiques qui ne font même pas à la tentative l'honneur d'élever le ton.

Les railleurs, eux, donnent à pleine voix. Une assemblée, cela ! Allons donc. Une réunion de thuriféraires, sans valeur puisqu'elle n'a pas reçu la consécration du suffrage universel, sans indépendance puisque l'électeur n'a pas été flagorné, sans autorité puisqu'elle est investie d'un simple mandat consultatif, sans traditions puisqu'elle est recrutée en dehors des vieilles routines. Une façade improvisée par un absolutisme embarrassé de sa puissance et inquiet de sa fragilité. Une diversion accordée aux mécontentements que la censure ne peut contenir. Pour tout dire : « une parlote ; » le mot est d'un de nos confrères. On en appréciera toute la saveur en considérant que l'Assemblée espagnole ne peut avoir de discussion de plus de deux heures avec un maximum de dix minutes

pour les discours des ministres. Il y a de quoi dépiter les bavards.

Une critique plus étrange encore est celle qui reproche gravement au général Primo de Rivera d'avoir ignoré les anciens partis politiques. Un aveu de faillite, un suicide, voilà évidemment ce que l'on attendait de l'homme qui a entrepris, il y a quatre ans, de nettoyer les écuries d'Augias et de mettre un terme à un régime devenu complètement stérile. N'est-ce pas justement la seule faute que le président du Directoire espagnol n'avait pas le droit de commettre? Un compromis peut être nécessaire quand un système se trouve incapable de surmonter les résistances qu'il rencontre, quand l'expérience nouvelle ne peut dissimuler ses propres faiblesses. Rien de pareil dans l'évolution espagnole. Non seulement l'ancienne organisation a provoqué elle-même la révolution par son impuissance, mais elle n'a même pas trouvé dans les épreuves inévitables du nouveau régime le moindre retour de vitalité. Les anciens cadres sont tombés en poussière. Ceux qui se posaient en chefs n'ont montré qu'une chose, mais ils l'ont montrée bien clairement, c'est qu'ils n'avaient rien pour revendiquer ce rôle. Tout leur manquait à la fois, confiance dans leurs troupes et dans leur propre volonté. Les plus convaincus se tiennent dignement à l'écart, attendant que les portes s'ouvrent devant eux, ou qu'un nouveau coup d'État militaire leur livre passage. La chose peut arriver. Ce qui est invraisemblable, c'est d'attendre la défaillance ou la résignation spontanée de ceux-là mêmes qui ont porté contre le passé un arrêt motivé.

Une fois de plus on est surpris de constater combien l'évidence la plus manifeste a de la peine à surmonter les préjugés. L'expérience soviétique dure depuis dix ans. Le Fascisme célèbre son cinquième anniversaire. Le Directoire espagnol a vécu quatre ans. La Roumanie est gouvernée, on peut dire, depuis la fin de la guerre, par les Bratiano, la Hongrie par l'amiral Horthy et le comte Bethlen, la Yougoslavie par un comité militaire occulte. On peut compter sur les doigts d'une seule main les États d'Europe qui conservent les apparences du mécanisme parlementaire et encore chez la plupart d'entre eux ce mécanisme est-il complètement faussé. Il saute donc aux yeux que le phénomène dont nous sommes témoins n'est pas seulement une réaction sporadique du sens de l'autorité, il s'agit bel et bien du déclin d'un régime condamné parce qu'il a perdu sa raison d'être.

Le suffrage universel est la mort des élites. Or le parlementarisme est essentiellement le régime des élites parce que seule une élite est capable de discuter librement et d'organiser les cadres des partis. Le parlementarisme a pris racine et a fleuri en Angleterre grâce aux qualités d'une oligarchie restreinte qui s'est améliorée de génération

en génération aussi longtemps qu'elle a échappé à la poussée des masses. Une tradition aussi lointaine ne résiste pas elle-même à la généralisation du suffrage. Et on ne veut pas croire que la greffe n'a réellement pas pu tenir dans un pays où la transplantation n'a bénéficié que d'un vague esprit d'imitation et des survivances d'une classe dirigeante jusqu'au moment où est survenu l'assaut désordonné de la démocratie.

Tel est exactement le cas de l'Espagne. La phase parlementaire n'a pas duré un demi-siècle. Elle est née des lassitudes provoquées par soixante années de défaillance du pouvoir royal tombé trop souvent en quenouille, de rivalités dynastiques, d'intrigues de généraux, de luttes entre la centralisation et les particularismes régionalistes. Elle a fait grande figure un moment par l'élan de loyalisme qui a rallié les Espagnols autour du berceau d'Alphonse XIII. La réunion de quelques hommes de haute valeur et plus encore la direction aussi souple qu'intelligente de la régente Marie-Christine ont pu donner un moment l'illusion d'une adaptation durable. En réalité le pastiche fort superficiel s'est limité à l'alternance au pouvoir de deux clans bien organisés, maintenus dans la discipline par Canovas del Castillo et par Sagasta. La matière électorale maniée par les *caciques* a produit les mêmes résultats qu'en Angleterre au temps des « Bourgs pourris ».

Le revers de la médaille est apparu dès que les têtes ont disparu. La succession du grand chef conservateur assassiné en 1897 est disputée par Silvela, Romero Robledo et le duc de Tetuan. L'héritage du libéral est partagé entre Moret et Montero Rios. L'émiettement commence au moment où la crise cubaine met à l'épreuve les faiblesses du système. Un moment, des velléités de ralliement se manifestent autour de personnalités plus accusées : MM. Maura et Canalejas. Mais le premier a plus d'éclat que de fond. Le second ajoute prématurément son nom au long martyrologe des victimes de l'anarchie. Alors, c'est la débandade. A droite MM. Dato, Sanchez Toca, Allende Salazar, Sanchez Guerra. A gauche, le comte Romanonès, le marquis d'Alhucemas, MM. Alba et Melquidez Alvarèz. Dissentiments, maquignonnages électoraux, carence totale du pouvoir.

L'épreuve est d'autant plus frappante qu'elle coïncide avec des conditions exceptionnelles. La guerre couvre momentanément l'Espagne d'or. Elle fait craquer les bandelettes de la momie. Bon gré mal gré, il faut se mettre au travail pour nourrir les combattants, l'effet du *doping* n'est pas encore dissipé que survient la phase aiguë de l'affaire marocaine qui devrait stimuler les énergies. C'est dans de telles heures qu'un régime se juge. La faillite est radicale.

Alors, derrière le plaquage du parlementarisme, on voit reparaître les traits traditionnels de la vie politique espagnole : la tendance centrifuge et la réaction militaire. Les *fueros* et le *pronunciamiento* se trouvent réunis à Barcelone. La Catalogne a souffert plus qu'aucune autre partie de l'Espagne de l'effondrement des politiciens parce qu'elle est une terre de travail. Elle n'a pas oublié d'autre part le temps où l'Aragon tenait tête à la Castille. Crise industrielle et velléités séparatistes se manifestent au moment même où le désastre d'Annual fait éclater les rancœurs de l'armée sacrifiée. Voilà comment le coup d'État du 13 septembre 1923, parti de la Catalogne avec le général Primo de Rivera, a abouti au Directoire dont la plus forte personnalité est le général Martinez Anido, un ancien gouverneur de Barcelone.

On dira que les Catalans n'y ont rien gagné. Au point de vue de la décentralisation peut-être, le nouveau régime n'a pas répondu aux espoirs du particularisme parce qu'il a entrevu une menace directe contre l'unité nationale. N'est-ce rien, par contre, pour un grand centre industriel, d'avoir pu se mettre tranquillement au travail, au lieu de voir les chefs d'usine assassinés dans les rues? La Catalogne a gagné, comme tout le reste de l'Espagne, quatre années d'un gouvernement qui n'a certes pas les initiatives curieuses du fascisme italien, mais qui a tout de même mis un terme au gaspillage des finances publiques, liquidé honorablement la guerre du Riff, entrepris inpitoyablement la suppression des abus des politiciens. Les liquidations de ce genre ne vont pas sans récriminations. Fatalement elles entraînent quelques innocents dans le troupeau des brebis galeuses. Il est difficile pourtant d'admettre que le mal ne réclamait pas une cure radicale quand on entend une des personnalités réputées les plus honorables et en tout cas la plus représentative de l'ancien régime déclarer avec un certain cynisme : « Mon devoir me commanderait de passer la frontière, mais mes intérêts me retiennent en Espagne. »

Dans tout régime nouveau, il y a une part d'improvisation. Cette part est assurément très grande dans l'expérience espagnole. Au début le général Primo de Rivera n'aspirait certainement pas à autre chose qu'à un épisode de transition. Dès lors pourtant il a subi plus ou moins à son insu l'influence de l'exemple de M. Mussolini dans la condamnation rigoureuse prononcée contre le passé. L'influence se précise quand apparaissent les premières velléités constructives. La conception d'une nouvelle organisation appelée l'Union patriotique procède nettement du fascisme. Mais il s'en faut de beaucoup que les réalisations puissent être comparées. Il manque l'élan. Différence

de tempérament des peuples et plus encore, peut-être, différence de rayonnement de l'animateur. Le retour à la formule électorale qui, même en Italie, a été une gageure, est impossible en Espagne. Les nouveaux cadres ne sont pas en mesure d'aller à la bataille et on aurait vite fait de voir reparaître autour des urnes les vieilles routines qui se sont terrées plus qu'elles n'ont été déracinées. Pourtant un gouvernement ne peut rester dans le provisoire, surtout un gouvernement né d'un coup de force militaire dans le pays des *pronunciamientos*. Une mutinerie des officiers de l'artillerie a donné l'an dernier un sérieux avertissement. Dès ce moment apparaît l'idée de préparer un régime durable fondé sur une réforme profonde de la Constitution.

Au delà des Pyrénées, les projets cheminent lentement quand ils se tiennent dans les voies normales. Comment s'étonner d'ailleurs des délais laissés à la réflexion? De grosses responsabilités sont engagées. Alphonse XIII a prouvé qu'il ne recule pas devant les siennes. Il sait pourtant qu'il est plus facile de découdre que de recoudre. Le dernier reproche qu'on puisse lui faire est d'avoir improvisé. C'est seulement le 13 septembre, après une année de délibération, que le projet de l'Assemblée nationale a vu le jour.

La méthode de recrutement adoptée est la seule possible à défaut de la solution électorale. La Couronne sollicite l'avis d'une réunion des notables. Assemblée restreinte, 300 membres au minimum, 400 au maximum. Les femmes ne sont pas exclues et les premières listes en comptent 14. Les membres élus sont : 49 représentants des municipalités, 49 représentants des Conseils provinciaux, 49 délégués des sections de l'Union patriotique. Le haut personnel administratif s'est vu attribuer 115 sièges dont 60 sont accordés de droit aux capitaines généraux de l'armée et de la marine, aux présidents du Tribunal suprême et des Cours d'appel, aux gouverneurs, aux présidents du Conseil d'État, aux hauts dignitaires de l'Église. Soixante membres sont choisis parmi les hauts fonctionnaires. Trente-huit sièges sont répartis entre les représentants de l'industrie, du commerce, de l'agriculture, des lettres, des arts, en un mot de toutes les branches de l'activité nationale. Le choix se réclame d'un souci d'impartialité. Toutes les nuances de l'opinion ont été sollicitées jusqu'aux socialistes et aux républicains. Un certain nombre d'appelés se sont dérobés, ce qui n'a pas surpris. Pourtant l'Assemblée ne compte pas moins de 65 anciens ministres, députés ou sénateurs. Il est difficile de dire après cela que tout contact est rompu avec le passé.

Le mandat est prévu pour une durée de trois années. Le gouvernement se réserve de l'abréger s'il le juge convenable. Il est

certain qu'il ne le fera qu'à bon escient, car l'organisme étant sa propre émanation, l'échec l'atteindrait directement. Plus que jamais en pareil cas la dissolution n'est possible qu'avec l'appui de l'opinion publique. Le trait le plus curieux est la procédure de travail. Un strict minimum de séances publiques générales, quatre par mois. En revanche, dix-huit commissions siègent plusieurs fois par semaine sans publicité. Elles sont chargées : 1° de la préparation de la nouvelle Constitution ; 2° des traités ; 3° de la défense nationale ; 4° des tarifs ; 5° de la révision des codes civil, pénal et commercial ; 6° des lois politiques ; 7° de la propriété ; 8° des impôts ; 9° de la production et du commerce ; 10° de l'Instruction publique ; 11° de l'apurement des dettes ; 12° des budgets ordinaire et extraordinaire ; 13° des travaux publics ; 14° de l'hygiène ; 15° de la réorganisation administrative ; 16° des communications ; 17° des distinctions publiques ; 18° des responsabilités politiques.

Le président de l'Assemblée, qui est M. Yanguas, professeur et ancien ministre des Affaires étrangères, a des pouvoirs très étendus pour la répartition du travail. C'est lui qui règle la discussion des questions posées au gouvernement. Tout cela n'a évidemment rien de commun avec le parlementarisme. Est-ce une raison pour prédire la stérilité et l'inertie? Réunissez trois cents hommes dans une salle, vous ne saurez jamais ce qui en sortira. Toute assemblée a une tendance à s'affranchir et à élargir son mandat. Cette tendance est d'autant plus forte que les membres ont une personnalité plus marquée et une situation plus indépendante. S'il y a un risque dans l'expérience, ce n'est peut-être pas celui d'une docilité excessive. Sans cela aurait-on hésité si longtemps?

Tout dépend de la direction qui va s'affirmer. Si cette direction est prise par les éléments sages et raisonnablement progressifs, il n'y a pas de raison pour que le nouvel organisme ne fasse pas du bon travail puisqu'il réunit des intelligences et des compétences. De nombreuses expériences montrent cependant que ces qualités ont de la peine à se manifester sous la forme collective. Il n'y a pas de précaution qui puisse empêcher une collectivité de se rallier à un chef de file qui fait preuve d'initiative plus que de talents.

Le gouvernement s'est réservé sur le papier tous les moyens de garder la barre. Pour cela il faut qu'il conserve la direction du travail. C'est de lui qu'on attend le fameux projet de réforme constitutionnelle qui doit être la clef de l'avenir. Et ce n'est pas seulement en Espagne que l'expérience mérite d'être suivie avec intérêt.

SAINT-BRICE.

LES LETTRES

UN LIVRE SUR MICHELET

L'étude que M. Jean Guéhenno vient de consacrer à Michelet décevra sans doute beaucoup de ceux qui la liront : tous ceux qui aiment Michelet autrement que M. Guéhenno, et qui préfèrent l'historien au philosophe, le poète à l'évangéliste laïque. Au reste, M. Guéhenno, qui a intitulé son livre l'*Évangile éternel*, ne trompe pas son public. Le Michelet qu'il étudie, qu'il commente, qu'il loue, est surtout celui de la *Bible de l'humanité* ou de *Nos Fils*. On croyait que ce Michelet-là ne servait plus guère qu'à fournir de poncifs et de formules les orateurs politiques. C'est une surprise que de le voir pris au sérieux aujourd'hui par un jeune écrivain. M. Guéhenno n'ignore pas, d'ailleurs, que le culte officiel rendu à Michelet lui fait plus de tort qu'il ne sert sa gloire. « On exploite ses livres, sa pensée, écrit-il... Cette pensée si probe n'alimente trop souvent qu'un psittacisme électoral. » Il reste à savoir si elle peut alimenter autre chose, et si un livre comme celui de M. Guéhenno peut réhabiliter une philosophie que les meilleurs travaux critiques ont rejetée au rang des impressions et des folles humeurs, en l'inscrivant au passif de l'œuvre de Michelet.

Faut-il redire, après bien d'autres, ce qui au contraire nous paraît constituer son actif? C'est son style, a-t-on dit. C'est aussi, a-t-on dit d'autres fois, sa valeur d'historien, quand elle n'est pas faussée par des partis pris. N'est-ce pas tout cela ensemble? Dans toutes les meilleures pages de Michelet, ce qui nous frappe d'abord, c'est

le ton : exactement celui qui convient au tableau qu'il peint, à l'événement dont il fait le récit. Ce style est celui de la vérité. L'art de l'écrivain nous est en quelque sorte garant de la matière qu'il met en œuvre. Et ce n'est pas une duperie. Certes la vérité n'a pas été l'idole de Michelet, selon le mot d'Émile Faguet. Mais si Michelet ne l'a guère cherchée, il y est maintes fois allé tout droit, avec un instinct divinatoire qui est celui d'un poète. Un poète, à moins d'être indigne de sa vocation, n'est pas un créateur d'illusions et de mensonges. C'est un esprit guidé par l'amour. Le poète, pour atteindre la vérité, suit d'autres voies que l'homme de science qui se fie aux seules opérations de l'intelligence : il ne court pas les chances d'en approcher peu à peu ; il risque même de la manquer complètement ; mais s'il voit juste, ce sera le plus juste qu'il se peut, avec une force de pénétration incomparable.

Cette force est celle de Michelet. M. Jean Guéhenno, au reste, le dit excellemment : « C'est à force d'amour qu'il recréait l'âme des peuples ensevelis. Il était en proie à une sorte d'ivresse... Il appartient aux morts qu'il ressuscite. » Il n'y a peut-être pas de livres de Michelet où une vision étonnamment sûre ne fasse surgir par endroits l'aspect vrai et vivant d'un personnage, d'un fait, d'une situation. Il a voulu que l'histoire fût une résurrection. Il y a souvent réussi. Et c'est alors que son œuvre nous paraît le plus admirable. Lui-même n'en a pas toujours jugé ainsi. Dans la seconde partie de son *Histoire de France*, il a voulu tirer du passé une leçon conforme à certaine philosophie et à certaine morale. Il a écrit, en parlant de la première partie : « J'étais artiste et écrivain alors, bien plus qu'historien. » On peut se demander au contraire s'il est permis d'être bon historien sans faire une œuvre d'art. L'histoire est un résumé de la vie des hommes. « La tâche de l'historien, dit M. Jacques Bainville, consiste essentiellement à abréger. » Mais cet abrégé sera une chose morte si l'art de l'écrivain ne lui donne pas une autre vie, celle qui anime les créations humaines. Faute de posséder ce ressort, l'abrégé historique sera tout à fait impropre à nous mettre en contact avec le passé. La valeur littéraire d'un historien est donc une des conditions essentielles de sa valeur tout court. Voilà qui donne un double prix au style de Michelet. Voilà qui nous fait regretter plus amèrement que ce beau génie ait été trop souvent gâté. Mais ce que nous rangeons parmi les tares de Michelet, M. Jean Guéhenno en fait l'objet de sa prédilection. L'apologie de M. Guéhenno, pour éloquente qu'elle soit parfois, ne peut tout de même pas nous faire admettre comme des éléments de grandeur ce qui est chez Michelet une cause d'infériorité.

M. Guéhenno célèbre tout d'abord en Michelet le médiateur entre

le peuple et la culture, l'homme sorti du peuple, qui, loin de renier ses origines, s'en est fait une sorte de gloire. « La vie pauvre avait été la sienne pendant vingt ans, écrit-il, et les souvenirs qu'elle lui laissa ne cessèrent jamais de nourrir et de fortifier sa pensée. » Si Michelet a tiré de ses humbles débuts une nourriture et une force, cette vie pauvre a été pour lui un bienfait. Voilà qui est clair. Mais est-il sûr qu'elle ait été un bienfait? Consultons Sainte-Beuve. Il n'aimait pas Michelet, qui lui inspirait une aversion presque physique. Il le définit dans ses notes intimes « un des écrivains les plus insalubres, les plus funestes à la santé de l'esprit public. » Toutefois, dans ses articles, il s'efforce à plus de justice. Or que dit-il de l'enfance pauvre et laborieuse de Michelet? Ces quelques lignes : « Enfant, il s'est formé rudement, presque tout seul, sans loisir et sans maître ; il a peiné de bonne heure... Ce fils de ses œuvres n'a jamais goûté, dans son enfance, les douceurs d'une éducation facile et ornée des grâces. Je ne l'en estime que plus ; mais cela est ainsi. » Ce *cela est ainsi* tranche à l'avance, d'un coup sec, toute tentative d'attribuer à Michelet, comme une richesse et une puissance, ce qui est, pour le moins, un désavantage matériel.

Cependant, cette défaveur originelle ne finira-t-elle pas par être fructueuse pour l'homme qui en a triomphé? C'est ce que soutient M. Guéhenno. Mais écoutons encore Sainte-Beuve. Le passage qu'on va lire a été écrit à propos de Proudhon. Comment pourrait-on ne pas le rapprocher des lignes que nous venons de citer sur Michelet?

Sainte-Beuve loue la fidélité d'un homme à sa jeunesse ; il dit : « C'est beau, c'est bien, c'est honnête et généreux. » Puis il ajoute :

> Mais je dirai toute ma pensée : il y aurait, à mon sens, quelque chose de plus élevé encore ; c'est de se moins ressentir de ses origines, de savoir s'en dégager à un moment, de n'en pas tant dépendre. Le propre de la plus haute intelligence est dans un équilibre supérieur. Vous êtes fils d'artisan, c'est bien, ou plutôt ce n'est ni bien ni mal ; souvenez-vous-en toujours, n'en rougissez jamais, mais ne vous en vantez pas. Profitez-en pour une expérience première et précise qu'on n'acquiert que par la pauvreté et pour avoir passé par là ; retenez-en une sympathie vivace et vraie pour des misères connues. Mais que dans vos considérations politiques ou philosophiques, quand vous vous y livrerez, on ne vous voie pas toujours occupé et préoccupé de vos origines dans un intérêt unique, exclusif, comme s'il n'y avait qu'un seul côté de la question, le vôtre, et que tout le reste fût faux... Il est bien que les philosophes politiques qui envisagent l'ensemble de la société, qui traitent de l'esprit des lois et des réformes à introduire, ne soient nullement enchaînés à des sentiments, même honorables, de caste, de classe, d'opprimés ni d'oppresseurs, qu'ils arrivent à être impartiaux, ce qui ne veut pas dire indifférent.

Il y aurait deux grandes pages à citer, de ces pensées où les nuances ajoutent à la force, sur les rapports de l'écrivain et de la société dont il fait partie. Retenons-en surtout, en les appliquant à Michelet, qu'un écrivain qui accède, par son œuvre, à d'importantes fonctions sociales doit s'oublier lui-même en face de son devoir. La fidélité à d'humbles origines, si elle revêt des formes trop éclatantes, n'est alors qu'une sorte d'orgueil, capable de vicier l'œuvre qu'il atteint. Ce qui fait le plus de tort à Michelet ce n'est pas d'être né fils d'un pauvre imprimeur. On pourrait même soutenir, avec M. Albert Thibaudet, que l'art naît du métier, et Michelet fils d'imprimeur pourrait être comparé à Anatole France, fils de libraire. Le plus grave est que Michelet, quand il se rappelle son enfance, pense moins à l'imprimeur qu'à la pauvreté. Et il aime à nous y faire penser aussi, car à ses souvenirs se mêle toujours plus ou moins la satisfaction d'avoir pris sa revanche contre une société ennemie. Michelet n'aurait pas prêché la religion démocratique dans des livres où elle n'a rien à voir, s'il avait loyalement et simplement appliqué à sa tâche d'historien les dons de son intelligence et de son talent ; et son apostolat est essentiellement une défense et une apologie de soi-même.

La pénible jeunesse dont la mémoire aurait sans cesse fortifié Michelet est donc en réalité une source de dangers qui se prolongent durant toute sa vie. Si Michelet, loin de chercher à les éviter, en a aggravé les effets, ce n'est d'ailleurs pas entièrement par sa faute. Le cas de l'homme de grande valeur né dans une condition défavorable n'est pas si exceptionnel : une société aussi ancienne que la nôtre a dû en trouver la solution. En effet, et M. Charles Maurras, dans ses *Trois Idées politiques*, a rappelé cette solution en même temps qu'il déplorait qu'elle n'eût pas été appliquée à Michelet.

Pendant de longs âges, écrit-il, la France fut représentée, en littérature comme ailleurs, par les membres d'une élite héréditaire ; les beaux esprits qui pouvaient naître de la petite bourgeoisie ou du peuple accédaient aux honneurs par la cléricature : les études de théologie et de casuistique imposées à ces clercs leur procuraient toute la fleur des acquisitions de leur Ordre ; le profit de ce rude et subtil exercice égalait, pour leur affinement moral et logique, les avantages d'une longue série d'aïeux... Je regrette comme un malheur que Michelet, petit apprenti parisien, n'ait pas connu le privilège d'une pareille formation. Saint-Sulpice a manqué à cet homme nouveau ; l'Université, même renforcée des leçons écrites de Herder et de Vico, ne suffit point à lui conférer ses quartiers de noblesse intellectuelle.

Ainsi Michelet se trompait-il complètement en rendant grâces à la Révolution de ce qu'elle lui avait donné. La Révolution n'a rien

ajouté à ce que Michelet aurait pu être, et elle l'a sans doute privé d'un enrichissement et d'une perfection. Vraiment M. Guéhenno fait sourire quand il écrit : « En 1640, qu'eût-il été? Rien. » Voire. En 1640 vivait un enfant de quelques mois qui avait le bonheur d'être de meilleure famille que Michelet. Seulement il eut le malheur d'être orphelin l'année d'après. Il est peu probable que cet enfant n'eût jamais été *rien*, en quelques circonstances qu'on imagine. Il n'aurait sans doute pas été tout ce qu'il fut si sa grand'mère n'avait pas connu les messieurs de Port-Royal et s'il n'avait pas eu un oncle chanoine. C'était le petit Jean Racine.

Pour Michelet, le malheur que regrette M. Maurras a été d'autant plus grave qu'une instruction cléricale ne lui aurait pas donné seulement la formation dont il a manqué : elle aurait discipliné une force qui, faute de cette direction, a explosé à tort et à travers, d'un bout à l'autre de son œuvre ; elle aurait catholicisé son sentiment religieux et gouverné son mysticisme.

C'est encore Sainte-Beuve qui dit — à propos de Renan : « Chassez la religion par la porte, elle rentre par la fenêtre. » On pourrait reproduire cette phrase en tête de tous les livres de Michelet. Mais il eût beaucoup mieux valu, avant qu'il en écrivît un seul, qu'un bon guide eût fait entrer la religion, par la porte, dans sa vie.

Les chapitres où M. Guéhenno nous montre comment les aspirations religieuses de Michelet ont abouti à la mystique antichrétienne de ses dernières années forment la partie la plus intéressante de son livre. M. Guéhenno a notamment relevé avec beaucoup de précision les retouches et les coupures que Michelet a fait subir après coup à certains chapitres de son histoire du moyen âge. Avec le don de divination qu'on lui connaît, stimulé en cette occasion par le goût des choses religieuses, Michelet avait fait du moyen âge chrétien la peinture la plus évocatrice. Son incroyance, loin de nuire à de telles pages, ajoutait à leur beauté l'accent de la désolation. On ne se défend pas contre l'émotion, en relisant des phrases comme celles-ci, inspirées par les cathédrales : « Touchons ces pierres avec précaution, marchons légèrement sur ces dalles. Un grand mystère s'est passé ici. Je n'y vois plus que la mort, et je suis tenté de pleurer. » Mais Michelet ne se contente pas de regretter un passé spirituel qu'il croit aboli. Il se demande pendant longtemps avec angoisse ce qui pourra le remplacer. Il écrit à la fin de l'histoire de saint Louis : « Cette pureté, cette douceur d'âme, cette élévation merveilleuse où le christianisme porta son héros, qui nous la rendra?... Certainement la moralité est plus éclairée aujourd'hui; est-elle plus forte? Voilà une question bien propre à troubler tout sincère ami du progrès. » Quand la reli-

gion du progrès l'a emporté dans le cœur de Michelet, ce passage disparaît, accompagné de bien d'autres. De l'édition de 1835 à celle de 1852 et surtout à celle de 1861, l'*Histoire de France* subit de nombreuses amputations dont M. Guéhenno a fait l'inventaire. Cela avait déjà été noté, d'ailleurs. Et il n'y a qu'à relire Michelet lui-même, son introduction à l'*Histoire de la Renaissance*, sa préface générale à l'*Histoire de France*, pour recueillir à pleines mains les atténuations et les corrections apportées par le vieux pontife de l'anticléricalisme à des pages qu'il jugeait, sur le tard, trop indulgentes à l'idée chrétienne. Les cathédrales qu'il exaltait jadis, il les voue alors à la ruine, et maudit ceux qui veulent les conserver.

Cette évolution de Michelet est pour M. Guéhenno une étape sur la voie de « l'évangile éternel ». Et c'est pour retrouver à sa suite « le chemin de l'homme éternel » qu'il s'est livré à cette étude sur l'auteur de la *Bible de l'humanité*. C'est un chemin où nous le suivrons d'autant moins que nous savons à quoi nous en tenir sur les idées de Michelet, émanation d'une sensibilité sans frein et sans contrôle. Quand on parle de la pensée de Michelet, n'oublions jamais le mot de M. Charles Maurras : « Michelet fit de la pensée avec son cœur. » Une critique salubre — nous songeons aussi à l'article d'Émile Faguet dans son *XIX^e siècle* — avait fait les réserves et les mises au point nécessaires, qui nous permettaient ensuite d'admirer sans inquiétude l'art de Michelet et ses réussites. L'utilité de tels censeurs est si manifeste que M. Guéhenno a dû commencer par écarter le plus sévère d'entre eux quand il a voulu rendre le champ libre à la philosophie de Michelet. La borne posée par M. Maurras le gênait tellement que, dès la première page de son livre, il s'efforce de la déplacer et de l'abattre. Ses efforts, aujourd'hui, nous paraissent assez vains. Il faudrait s'alarmer s'ils ne l'étaient pas. Car on pensait n'avoir plus à redouter depuis longtemps les divagations de certains écrivains de génie.

André Rousseaux.

LES BEAUX-ARTS

PETITES EXPOSITIONS

Une rétrospective de Bugatti. — Œuvres anciennes et récentes d'Utrillo. — Œuvres nouvelles de Gimmy.

Parmi les petites expositions de rentrée, destinées à faire un peu patienter l'amateur jusqu'au prochain Salon d'automne, la plus émouvante est assurément cette rétrospective organisée par la galerie A.-A. Hébrard, à la mémoire de Bugatti. On connaît l'œuvre de cet animalier parfait, à qui l'on souhaiterait que quelque musée consacrât une de ses vitrines, propre à réunir le meilleur de sa production, trop tôt interrompue. Le petit nombre d'exemplaires auquel ont été tirées ses admirables figurines ne permet pas au grand public de se persuader que Barye avait trouvé en lui son successeur, son plus légitime héritier. Nous avons donc revu, avec un extrême plaisir, rue Royale, l'ensemble à peu près complet de cette œuvre forte et charmante, où cet artiste, mort à trente-deux ans, donne cette impression, si rare de nos jours, d'une maîtrise conquise dès ses premiers essais. Tout de suite, les modèles sortis de cette main nerveuse ont mérité le bronze ; et le prestige de la fonte en a fait aussitôt, dans leur genre, autant de définitifs chefs-d'œuvre. Ce qui nous agrée le plus dans cette œuvre, d'ailleurs, c'est que sa perfection technique n'en constitue pas l'intérêt exclusif ; cette vertu matérielle, achevée, demeure à sa place. Bien servie par les qualités de la matière admirablement utilisée, l'œuvre de Bugatti respire en outre une beauté

supérieure, composée de vie et de vérité, portée à son plus haut point d'expression par un sentiment remarquable du style, quelquefois même en certains morceaux un peu trop poussé, jusqu'à cette « stylisation » volontaire qui n'ajoute rien, ce me semble, à l'objet d'art. Bugatti n'avait pas besoin de cet excès d'artisterie, nuisible à la vérité de son observation : ses tigres, ses biches, ses faons, ses oiseaux, saisis sur le vif, dans leur démarche souple, leur repos, leurs jeux ou leur immobilité craintive, ne gagnent rien à perdre leur individualité propre pour devenir le type exagéré de l'espèce. Un des intérêts de cette exposition est, à nos yeux, de pouvoir utilement fournir l'occasion d'une remarque de ce genre ; de montrer l'évidente supériorité de l'œuvre maintenue dans l'exacte sujétion de la nature, quand l'artiste ne se préoccupe que de ce qu'il voit. Dès qu'il imagine, involontairement il supprime un détail réel et lui substitue une idée plus ou moins arbitraire, partant discutable, puisque l'interprétation est de l'homme. Quel avantage, quand précisément l'observation vraie d'un créateur comme Bugatti est si directe et si juste qu'elle ne se discute pas, mais s'impose, de tout le poids de sa réalité? Bugatti possédait admirablement les animaux, leur plastique, leur caractère. Quelques rares essais, dans un autre ordre, témoignent de ses capacités de renouvellement : une statuette de *Jeune fille nue*, d'enfant, sa déjà célèbre *Marchande de pommes* le font voir aussi naturellement sensible à la vérité humaine qu'à la vérité animale. Rien n'aurait limité en lui l'artiste, représentateur de la vie : et il est mort avant d'avoir donné toutes les possibilités de son talent. Toutefois l'œuvre que nous a laissée sa jeunesse est magnifique de force et de perfection. Le juste bronze assure à ce classique sa durée.

*
* *

Grand ensemble de toiles anciennes et récentes d'Utrillo, chez les Bernheim. Cet Utrillo, depuis longtemps, nous préoccupe. Parti de rien, sans ressemblance avec personne, perdu d'ivrognerie et de villonnisme, — voir l'effrayant et magistral portrait que vient d'en tracer, dans *la Revue hebdomadaire*, Francis Carco, — ce peintre a inventé tout seul son art déconcertant, étrange. Son œuvre doit être innombrable, à considérer tout ce qu'il a pu laisser jusqu'à ce jour d'esquisses, de pochades, en gage aux cabaretiers de Montmartre ou de Montparnasse, et sa facilité prodigieuse, entre deux vins, devant la toile ou le carton. Nous ne saurions l'aimer en bloc et, depuis quelques années déjà, nous n'admirons pas beaucoup sa manière la plus nouvelle. Mais nous n'avions encore jamais vu traduire, avant

lui, certain décor de la vie du Paris moderne avec un si hallucinant pouvoir : les rues désertes des faubourgs, de la zone et de la Butte, aux façades souillées, rongées de lèpre et de moisissure, bariolées d'affiches délavées, de réclames, entre des transparents sinistres d'hôtels borgnes et les enseignes des bistrots, un arbre misérable étalant sa ramure étroite au-dessus d'un mur écorché, sous un ciel livide ou fumeux. Cette hideur est vraie, elle existe, navrante aux regards comme au cœur : à ce titre, elle a droit au peintre. Avant Utrillo, Raffaelli peut-être avait été le seul à se complaire en ces spectacles : mais Raffaelli avait une âme de grisette à côté de celui-ci, Raffaelli avait lu Coppée, et quelque poésie fleurit encore dans ses représentations de la misère banlieusarde ou citadine. Rien de semblable chez Utrillo : il n'apporte qu'un œil extraordinaire à la contemplation de ces épouvantables décors. Mais cet œil a d'étonnants éblouissements, et, d'avoir su, d'une main à la fois ferme et malhabile, les traduire, il a créé une sorte de pathétique inédit : ce pathétique a sa beauté, horrible, dégradante, inhumaine tant que l'on voudra, mais beauté tout de même et qui agit avec intensité sur l'esprit de qui la regarde et ne s'écarte pas par principe de ce qui choque dès l'abord. Ces premières toiles d'Utrillo, blafardes, nuancées des seuls coloris de la décomposition et de la gangrène qui mange dans l'humidité les plâtras barbouillés des guinguettes, les bois vermoulus des palissades, autour des vétustes constructions du Moulin de la Galette ou du Lapin agile, — ces premières toiles dégagent une terrible poésie, si la laideur et la décrépitude ont la leur ! Inconscient témoin, sans littérature et sans idéologie, mais doué d'une faculté visionnaire, Utrillo a été, dans sa génération, le prospecteur génial de ce monde perdu, dont Carco, dans ses souvenirs, a, de plus haut, fixé la faune. Une atmosphère étrange se dégage de ces décors : sans Utrillo, peut-être, beaucoup ne s'en seraient pas avisés, ni n'en auraient éprouvé, à un tel degré, la saisissante atrocité... Cathédrale de Saint-Denis, Moulin de la Galette, place du Tertre, Lapin agile (et, dans un autre ordre, *la Cathédrale de Reims en flammes :* effrayant essai de chef-d'œuvre), nous avons retrouvé, dans ces pages, les plus parlantes réussites de cet Utrillo, déjà datées et qui ont fait sa gloire. A-t-elle été pour lui bonne conseillère, et la flagornerie de ses enthousiastes amateurs? La nouvelle manière de ce peintre, aux qualités trop instinctives pour recueillir le moindre bien d'une application qui ne convient point à un meilleur usage de ses dons, ne nous satisfait aucunement, pour notre part. Utrillo n'a point gagné en amincissant sa matière : ce qu'il peint, depuis 1921 ou 1922, est dur, sec, linéaire, d'un coloris brutal, privé de nuance, au point

qu'on peut même se demander s'il serait encore capable de recopier exactement une de ses anciennes œuvres, si l'on avait la folie de tenter cette expérience. Sa vision est devenue d'une insoutenable fixité : celle d'un œil captif de lui-même. Et nous ne disons rien des personnages enfantins dont il a cru devoir encombrer inutilement ses paysages... L'admiration systématique des acheteurs de cette peinture en série n'est point faite pour que l'on s'entende sur la valeur des récents apports de ce singulier artiste à son œuvre : Francis Carco, qui tient pour lui, l'explique avec une chaleur et une compassion fraternelles. Nous sentons vivement cette compassion : elle aide à comprendre. Mais justifie-t-elle? En sortant de cette exposition, émouvante à tant de points de vue (et encore les plus beaux tableaux d'Utrillo ne sont-ils pas tous en France), nous nous demandions si, pour rendre certains artistes plus grands, il ne suffirait pas de détruire le tiers ou les quatre cinquièmes de leur œuvre : si le reste n'en deviendrait pas du coup plus pur et plus chargé de sens? Mises à part des centaines d'autres, qui font trop baisser la moyenne, une demi-douzaine d'Utrillos serviront un jour sa mémoire plus sûrement qu'un fétichisme qu'on serait tenté de dire aveugle puisqu'il est incapable de choisir.

* * *

Les amis de la jeune peinture qui suivent, depuis quelques années, les travaux de M. Gimmy, ont dû éprouver un vif plaisir à l'exposition de ses dernières œuvres, qui vient d'avoir lieu chez Druet. Rien de plus agréable en effet que de voir un artiste charmant devenir meilleur, gagner en savoir, en talent, et, sans rien perdre de sa fraîcheur originelle, l'organiser, en tirer le plus sûr parti. C'est le spectacle que nous donne M. Gimmy, peintre de nus délicieux, de scènes d'auberge et de paysages excellents. Ceux qu'il a rapportés, particulièrement, d'Albi, de Villeneuve-lès-Avignon, de Cette, comme ceux qu'il a pu peindre à Paris, où les saisons tournent comme ailleurs pour qui les aime en leurs jeux divers, témoignent de l'œil le plus frais, comme de l'âme la plus fine. La palette dont se sert ce peintre n'est chargée que de couleurs légères, où dominent les bleus, les violets, les roses. Sa pâte, robuste, n'est point lourde. La lumière chante sous ses pinceaux, dans ce poudroiement doré qui mêle sa vapeur aux dures clartés du Midi, et les estompe. On regarde avec un sentiment de joie de petites toiles sans emphase comme ce *Café d'Albi*, aux murs d'un vert si gai, soutaché de décorations violettes, cette *Cathédrale* éclatante, ces jardins étagés de Villeneuve, ce port éblouissant de Cette ; avec tendresse, ces délicates et si justes nota-

tions sur la nudité féminine, cette *Dormeuse* blonde, touchée d'ombres bleues, ce grand modèle renversé, qui, étant vrai, demeure chaste ; avec tranquillité, ces *Buveurs* solides ; avec enchantement enfin, une composition aussi adroite que ce *Viaduc* rouge entre les arches duquel s'ordonne si heureusement cet autre village albigeois... M. Gimmy, à un don savoureux de la couleur, à un esprit baigné de délicatesse et de poésie, joint un sens fort et sûr de la précision, qui manque à tant de coloristes. Il choisit avec netteté, agence avec goût la composition de ses petites toiles et fait participer le spectateur à la sagesse heureuse de son choix : on a, devant ses esquisses, ses tableaux, l'impression du mouvement même de sa démarche et de sa quête, arrêtées net au point qu'il faut. D'où la plénitude de la page, où tout s'échafaude et s'équilibre au premier coup. Cela ne semble rien, en apparence, et c'est énormément à notre avis : c'est la raison qui pratique ce choix, peut-être en s'ignorant elle-même. L'œil sensible et la main légère font le reste, la poésie n'a plus qu'à jouer, si du moins on la porte en soi.

Émile Henriot.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

GEORGES DUCROCQ

J'ai connu peu de Français d'une grâce et d'une noblesse aussi souriantes que Georges Ducrocq. Il illustrait finement la plus accorte légende de ce pays. Je me figure que son seul aspect devait être une offense pour un démagogue. Sobrement, pudiquement, sans phrases, d'un cœur chaud, il adorait la France, et il courait dans ses prunelles, qui étaient charmantes, comme un aimable reflet de nos plus sensibles paysages.

Je l'aimais beaucoup. Je l'avais surnommé le Chevalier. Je lui disais, quand je le rencontrais : « Bonjour, Bayard! Toujours sans peur et sans reproche? » Il me répondait par un rire rayonnant. Il n'y a pas eu d'existence plus loyale.

Doué d'une âme aimante, chez qui le goût des élégances latines était héréditaire, il fut partagé tous les jours de sa vie par un désir ardent de prendre sa plume pour dire l'enchantement qu'il avait d'être français, et le devoir que lui imposait son inquiétude de défendre une nation trop complaisante, guettée par des voisins voraces.

Si son cœur et sa raison lui avaient permis une vie d'égoïste, il n'aurait été bien volontiers que poète, et les vers qu'il nous a laissés prouvent qu'il était de ces rares hommes dont le doigt de la Poésie a touché le front à leur naissance. Mais il ne voyait pas le moyen d'aimer sans souci cette terre mal défendue, et au lieu de suivre ses goûts virgiliens, il s'était soumis à sa conscience qui l'entraînait vers des tâches politiques.

La plus grave est de surveiller l'Allemand. Que menace-t-il? La Lorraine d'abord. Aussi c'est elle, qu'avant toute autre, Georges Ducrocq devait chérir. Il était né à Lille, mais il était devenu l'ami de Louis Marin qui l'avait emmené chez lui en Meurthe-et-Moselle. Et d'un élan, d'un premier vœu, il s'était donné à ce pays-frontière, dont l'héroïque modestie avait exalté son âme, plus chevaleresque encore que lyrique.

*Un jour de sa jeunesse, on le vit qui partait pour l'Asie. Il traversa la Chine. Il essaya de lire sur les visages jaunes et dans les ciels d'Orient. Il revint plus épris de l'épopée de Jeanne d'Arc et de la mélancolie des rêves de la Moselle. Et il sentit alors, avec une douloureuse assurance, qu'une fois de plus et à bref délai, dans ces campagnes tant de fois meurtries, l'armée teutonne viendrait se ruer sur la civilisation la plus nuancée du monde, depuis Sophocle et Périclès. Par malheur, la France est pleine d'esprits mesurés, dont l'imagination ne réalise jamais les desseins d'un peuple cupide. Il faut les avertir sans cesse. C'est dans ce but que Ducrocq fonda l'*Austrasie, *puis ses* Marches de l'Est. *Il annonçait la guerre : elle éclata. En s'engageant, il eut un geste naturel à son courage; et il fut le soldat valeureux, puis le chef entraînant qui se devait d'illustrer ses écrits.*

La victoire parut permettre de se détendre. On pouvait s'éloigner quelques années au moins. Georges Ducrocq accepta, comme attaché militaire, de partir pour la Perse. Ciels dorés, montagnes bleues, jardins de faïences et de roses, la Poésie le guettait et lui tendait les mains. Ce fut une halte de bonheur.

Quand il revint, j'étais curieux, et d'avance ému, des pages qu'il avait sans aucun doute écrites. Je lui demandai : « Eh bien! Que nous rapportez-vous? » Il me dit : « Ah! mon ami, des tapis admirables, de la couleur des frais vallons de l'Empire du Shah, et des vases d'un bleu céleste, où l'on voit danser des jeunes hommes qui ont des yeux de biches! » Sur lui-même, comme toujours, il restait silencieux, par modestie, par goût de la perfection, par une peur secrète de ne l'avoir pas atteinte, par ce constant souci, qui fut noble entre tous, de ne pas assez servir, quand il écrivait pour sa joie.

Je ne fus donc pas surpris de le voir bientôt se réembarquer avec une mission d'une utilité plus précise. Il suivait en Syrie le général Weygand. Ce grand chef a tous les dons, ceux de l'intelligence et ceux de l'âme. Il enflamma Ducrocq, dont le zèle ne cherchait qu'à se donner encore.

Que de fois l'ai-je entendu parler de Weygand, et avec quelle ardeur! Il était magnifique sur le sujet de ses amitiés et de ses admirations, fraternel pour Marin, fasciné par Barrès, dévoué sans réticence à celui

qui près de Foch a consommé la déroute des Allemands. Ducrocq aimait la grandeur; bien mieux, il n'aimait qu'elle. Il restait muet devant les imbéciles. Son visage de franc s'empourprait, quand il pensait seulement les noms de ceux qui chaque jour vendent la France. Mais il était d'une élégance rajeunie et d'une noblesse ravissante, chaque fois qu'il s'exaltait sur un artiste ou sur un soldat. Ce sont les deux états qui firent la gloire française. Goût de l'honneur; amour de la beauté. Ce furent les deux sentiments essentiels de Ducrocq.

Il a été saisi par la mort d'une manière stupéfiante, qui nous a bouleversés, parce qu'il avait cinquante ans sans les paraître, que nous sommes des êtres légers, que nous oublions par les jours clairs que la vie est un drame, et devant un visage animé que tôt ou tard il deviendra immobile. Mais, à la réflexion, faut-il parler d'une mort brutale? Ne faut-il pas dire une mort aisée? Il adorait la Lorraine à l'automne, lorsque les bois s'embrasent : il est tombé dans la forêt, par un matin de septembre, où la nature était féerique. Brusquement son cœur s'est arrêté. Il n'a pas poussé un cri ni un soupir. On l'a vu se renverser. Les amis qui chassaient avec lui ont tenté de le relever, de le ranimer, de le réchauffer : il était mort. Éperdus, ils ont couru chercher un brancard, et ils l'ont ramené dans son village.

Alors, les cloches de l'église ont annoncé, dans l'air de cette journée limpide, qu'une âme humaine venait de quitter la terre. Une à une, les paysannes sont sorties de leurs maisons, et elles sont venues le voir et prier près de son lit. Simple hommage, qu'il méritait mieux que des discours, puisque ce cœur qui venait de cesser de battre, avait eu pour premier souci de défendre le sol de ces femmes agenouillées.

René Benjamin.

Le Théâtre : *Début de saison.*

Le théâtre de l'Athénée a présenté une pièce de M. Gandéra qui a une histoire. Le comité de lecture de la Comédie-Française avait cru bon de la recevoir, l'administrateur mit son *veto* et fit bien. A quoi pensaient les honorables membres du comité de lecture? Qu'on peut toujours accueillir une farce chez Molière, que l'exemple du fondateur enseigne à n'être point trop bégueule, et qu'au reste, au sortir de quelque nouveauté désespérante, on leur a souvent murmuré : mieux vaudrait un franc vaudeville.

Oui sans doute. Mais à condition que le vaudeville soit bon. Celui de M. Gandera ne l'est pas. C'est l'histoire d'une femme trompée qui fait semblant de se mal conduire pour se venger et amener son mari au repentir. Mais Nicole a trop de vertu, et, à la première occa-

sion, elle tombe entre les bras de l'infidèle, qui ne péchera plus. C'est innocent, assez banal, d'une grosse adresse qui portera sur le gros public, mais qui eût été véritablement grotesque à la Comédie-Française. On eût voulu voir, au second acte, la noble compagnie figurant le monde de la noce. Les honorables membres du comité de lecture avaient eu véritablement une jolie idée. Quel dommage que M. Fabre les ait empêchés de danser en rond !

*
* *

Ce n'est pas parce que le thème de *Nicole et sa vertu* est banal qu'il est mauvais. Celui d'*Ève toute nue* l'est encore davantage, et la pièce est excellente en dépit du sujet et du titre.

En dépit du titre, car celui qu'a choisi M. Nivoix n'est guère bon ; il semble annoncer deux éléments fâcheux, qui ne sont ni l'un ni l'autre, dans la pièce, des intentions polissonnes ou des intentions symboliques.

En dépit du sujet, car celui-ci est le plus commun qui se puisse : l'histoire d'une liaison entre un homme et une femme, avec deux comparses qui ne servent que de confidents. Le tout était de tirer quelque chose de ce départ infiniment plus maigre encore que celui de *Bérénice*. M. Nivoix n'en a pas tiré un chef-d'œuvre égal à *Bérénice;* il en a tiré une pièce qui annonce de très rares qualités, car M. Nivoix est quasi un débutant. Il signa voilà deux ans avec M. Lagnoul *les Marchands de gloire*, satire inégale, mais où le don d'inventer était saisissant. Seul, M. Lagnoul a donné *Jazz*, où des qualités flottantes sont noyées dans le romantisme et la déclamation, et seul de son côté M. Nivoix donne *Ève toute nue*, qui l'oriente radicalement vers l'autre côté, vers l'art de connaître et de révéler les cœurs, vers le discours sur la passion, source intarissable d'intérêt et de vérité.

Un jeune homme et une jeune femme de même âge se rencontrent, se plaisent et s'unissent. Le jeune homme affecte sur l'amour les idées à la mode, il n'y veut voir qu'un plaisir sans contrainte ; jamais il n'aliénera sa liberté. Le premier acte montre le couple sitôt après la séduction ; à l'énoncé de ce programme, la jeune femme se fâche d'abord, puis finit par entrer dans le jeu, et ils conviennent de renouveler, sans en chercher plus long, les occasions du plaisir.

Seulement, une liaison ainsi engagée et poursuivie satisfait l'homme dont on a dit si souvent qu'il est par nature polygame, il ne convient pas au caractère d'une femme amoureuse. Celle-ci ne rêve que de fixer celui qui l'a conquise. Un second acte charmant montre comment Andrée y réussit, non sans peine. Elle entoure Gérard de si tendres soins, de ces attentions si touchantes comme seules savent en inventer les femmes aimantes, que Gérard, après avoir tenté de résister, puis de s'évader, finit par se laisser séduire et par prendre goût aux douceurs du foyer.

Au troisième acte, des années après, ils en sont à la période de la lassitude et du danger. Gérard mûri ne songe qu'à ses affaires ; le malentendu si fréquent va commencer ; une occasion le fait naître. On offre un beau mariage à Gérard, il parle de quitter Andrée. Celle-ci, au lieu de s'écrouler, menace. Gérard, qui se croyait sûr de son fait, plie et tient à Andrée sitôt qu'il s'aperçoit qu'elle ne tient pas à lui. Ils se querellent ; ils se réconcilient. Mais le mal est fait ; et Andrée, mélancolique, note à tout hasard l'adresse d'un inconnu qui lui offre de l'enlever quand elle voudra.

Il y a encore en cette pièce quelques gaucheries de débutant, ou de petites adresses trop visibles. La première scène, trop crue et trop tatillonnante, n'est pas très bonne ; l'auteur cherche à y briller par des mots au détriment du naturel. Au second acte, l'arrivée et le retour de Gérard sont trop « téléphonés », comme disent les boxeurs dans leur argot expressif, pour désigner un coup trop visiblement annoncé à l'avance. Au dernier acte, le subterfuge par lequel Gérard surprend le sentiment d'Andrée est un peu mécanique. Mais à côté de ces lacunes légères, que de qualités, à commencer par la première de toutes pour un auteur dramatique, un beau dialogue souple, véridique, qui va vite, qui dit ce qu'il veut dire et qui sait par un mot dire bien plus qu'il ne dit.

C'est Jules Lemaître qui appelait *Amants* de M. Maurice Donnay, *Bérénicette*. Chaque génération doit avoir ainsi son exemplaire de l'éternelle Bérénice. M. Nivoix donne la nuance propre à 1927 : premier acte, *invitam;* second acte, *invitus;* troisième acte, personne ne s'en va, mais la porte est entr'ouverte. Ce ménage d'amants a du mal à naître au premier acte, il se fixe au second, il se relâche au troisième, se dénouera-t-il, cela n'importe guère. L'important est qu'on ait un son vrai sur les faux ménages en 1927. M. Nivoix a certainement apporté ce son-là. Nous sommes devenus peu difficiles à satisfaire : par comparaison, M. Nivoix nous fait l'effet d'un aigle. Souhaitons, à lui comme à nous, que la postérité s'occupe de lui, sinon de nous, et ne rie pas d'un pareil jugement.

*
* *

M. Sarment, lui aussi, fait figure de grand personnage. Le comité de lecture de la Comédie-Française, qui avait accepté *Nicole et sa vertu*, a refusé *Léopold le bien-aimé*. En vérité, ce comité n'a pas la main heureuse.

M. Sarment commença par un début éclatant, presque trop tôt, à dix-neuf ans. Après quoi, il hésita ; il cultiva quelque temps ses défauts de jeunesse, comme c'était trop naturel. Au temps du *Mariage d'Hamlet*, nous l'avons critiqué en répétant que nous avions confiance en lui. Il aperçut la bonne voie avec *Madelon*, il s'y engagea résolument avec *Les plus beaux yeux du monde*, et il y marche d'un pas encore mieux assuré et plus dégagé avec *Léopold le bien-aimé*.

On y trouve bien encore le type du misogyne avantageux, cher à M. Sarment, mais qui s'éloigne de plus en plus de la confidence personnelle détournée, qui vit pour son propre compte, d'une vie différente de celle de l'auteur, et cette fois M. Sarment a enrichi le thème d'une trouvaille qui ébranle l'imagination : Léopold a aimé jadis Marie-Thérèse ; il l'a demandée en mariage, elle ne lui a pas répondu ; il est parti, il a vécu aux colonies d'où il revient vers la cinquantaine, aigri, plein de paroles et de menaces mystérieuses sitôt qu'on lui parle des femmes. Un jour, un hasard lui révèle que Marie-Thérèse lui a répondu, mais la lettre n'est venue qu'après son départ, et il n'avait pas laissé d'adresse. Marie-Thérèse s'est mariée, et elle est veuve.

Là-dessus, d'un coup, voici mon Léopold retourné. Hier il était à plaindre, il avait raté sa vie. Mais maintenant tout est changé. Cette pauvre Marie-Thérèse, comme elle a dû souffrir à cause de lui. Il n'est plus la victime, il est le bourreau. Là-dessus, son imagination part, travaille, compose un roman magnifique. Il prend des poses, déclare modestement qu'il a torturé les femmes par son indifférence, laisse entendre qu'il est parti par mépris, qu'il a connu, là-bas, des aventures ! Et, c'est le meilleur de la trouvaille, car cette imagination est contagieuse, et les femmes se mettent à aimer Léopold, puisqu'il a été aimé et qu'il a fait souffrir.

Il revoit Marie-Thérèse ; elle ne comprend rien, elle ne l'a jamais aimé, c'est une erreur. Aussitôt, la légende s'évapore, le prestige s'évanouit. Personne n'aime plus Léopold dépouillé de sa gloire, et il retournerait à sa misogynie, dûment justifiée cette fois, si la miséricordieuse Marie-Thérèse ne l'épousait pour le consoler, solution qui paraît un peu singulière, peut-être parce que les deux admirables comédiens chargés des deux rôles, Mlle Tessier et M. Jouvet, n'avaient prêté aux personnages, la première peut-être plus d'éclat, et le second peut-être plus de traits caricaturaux que l'auteur ne l'avait voulu primitivement.

Du moins, avant d'en arriver là, on goûte une invention forte et saisissante sous l'admirable forme dialoguée qui est propre à M. Sarment, si jolie, si fine, si bien modelée sur la courbe secrète d'un cœur. Nous avons toujours dit à M. Sarment qu'il rencontrerait son destin et la gloire (il n'a que trente ans) plutôt dans la ligne de Marivaux que dans celle de Shakespeare. Ce n'est pas *Léopold le bien-aimé* qui nous fera changer d'avis. C'est une des meilleures œuvres de ce jeune homme de trente ans. La pièce de M. Nivoix, celle-ci, voilà de quoi consoler et de quoi attendre. Attendre quoi? Des chefs-d'œuvre? Il n'en paraît pas à tout moment. Attendre simplement que ces jeunes gens fassent mieux encore et donnent leur mesure.

Lucien Dubech.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

Le rappel de Rakowsky. — *Une note officieuse du gouvernement français déclare que l'ambassadeur de France à Moscou a été chargé d'appeler l'attention du gouvernement soviétique sur la situation « un peu difficile » que crée, au moment des négociations en cours, la présence de Rakowsky comme ambassadeur à Paris* (2 *octobre*).

Tchitchérine, ministre des Affaires étrangères de l'U. R. S. S., répond qu'il se solidarise avec Rakowsky et qu'il ne saurait être question de rappeler celui-ci (6 *octobre*).

Mais le gouvernement français insiste. Le 7 *octobre, M. Herbette présente à Moscou la demande de rappel.*

Les soviets cèdent, afin d'éviter la rupture diplomatique qu'ils redoutent par-dessus tout. Ils annoncent le rappel de Rakowsky et sollicitent l'agrément pour la désignation comme son successeur de Dovgalevsky, ambassadeur à Tokio (11 *octobre*).

— *Les négociations douanières franco-américaines continuent. Les États-Unis nous menacent de représailles économiques et d'augmentation des droits de douane sur les produits d'exportation française. Ils réclament le traitement de la nation la plus favorisée* (11 *octobre*).

Allemagne. — *Fêtes à Berlin à l'occasion des quatre-vingts ans d'Hindenburg. Le président de la République autrichienne, M. Hainisch, adresse un télégramme avec les vœux de l'Autriche, « pays de même race que l'Allemagne »* (1er *octobre*).

En présence du chancelier Marx et des membres du gouvernement, Hindenburg salue « les frères allemands des territoires occupés » et exprime l'espoir que « les territoires rhénans recouvreront bientôt la liberté » (2 *octobre*).

A. M.

Le Gérant : Georges Moreau.

PARIS. — TYPOGRAPHIE PLON, 8, RUE GARANCIÈRE. — 1927. 35565.